

## ANGOLA

La stratégie João Lourenço pour réconcilier et repositionner le pays

MARIE-JOSÉPHINE SIDIBE, DG DE LA SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE BITUMES (SMB) DE CÔTE D'IVOIRE

« Sans le bitume, pas de croissance économique! »

Lire le dossier BTP

Le Supplément du Conseil café-cacao de la Côte d'Ivoire

# Construire l'avenir avec excellence...

## TROIS PÔLES - UNE AMBITION

MANAGEMENT DE PROJETS  
ET INGÉNIERIE (MPI)



CONSTRUCTIONS  
ET RÉHABILITATIONS



MINES & INDUSTRIES



Depuis sa création, grâce à une organisation rigoureuse, un parc matériel performant et une équipe expérimentée, **S.I.R.BA** s'impose progressivement comme un acteur de référence du BTP au Bénin et dans la sous-région. Animée par une culture de l'excellence, **S.I.R.BA** place au coeur de ses engagements : la qualité des ouvrages, le respect des délais, la sécurité des équipes et la satisfaction durable des clients.



Engagée dans une démarche de triple certification **ISO 9001**, **ISO 14001** et **ISO 45001**, **S.I.R.BA** développe des solutions techniques fiables, innovantes et responsables pour accompagner la transformation des infrastructures africaines.

## S.I.R.BA EN CHIFFRES



**+10 ANS**  
d'expérience  
des cadres



**+150 MATÉRIELS**  
importants et  
diversifiés



**+15 PROJETS**  
majeurs achevés  
et en cours



**3 SITES**  
de production  
industrielle



**+25 MILLIARDS**  
de contrats  
signés

## QUELQUES RÉFÉRENCES

**SimAU**



Travaux de viabilisation  
secondaire et tertiaire  
du projet 20 000 loge-  
ments de Ouédo, Ilot 15

**M**



Construction de 3 ponts  
unibridge de 86m de  
portée en zone péri-  
urbaine y compris les  
rampes d'accès

**SIRAT**



Aménagement voirie  
en 2x2 voies sur 2km  
à Pahou et Ouidah  
au Bénin

**SIPI**



Hangar et plateforme  
en béton de 22 000 m<sup>2</sup>  
réalisé à la zone indus-  
trielle de Glo-Djigbé  
pour SPIRO

**Jet**



Travaux de terrassement  
et VRD du projet de  
l'Assemblée Nationale  
du Bénin

**PORTEO  
BTP**



Travaux d'aménage-  
ment de 18km de voirie  
à Bouaflé, Sinfra et  
N'douffoukankro (Côte  
d'Ivoire)



# COMPUTEC, VOTRE PARTENAIRE DE CONFIANCE POUR UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE RÉUSSIE ET DURABLE



ARCHITECTE D'ÉCOSYSTÈMES PUBLICS  
NUMÉRIQUES EN AFRIQUE

Tél: +225 27 22 528 300 / 07 57 62 48 30 / Fax: +225 27 22 528 219 / Email: [mail@computeec.ci](mailto:mail@computeec.ci)

 Computeec Côte d'Ivoire

 Computeec ci

 [www.computeec.ci](http://www.computeec.ci)

 Computeec

 Computeec TV

 Computeec civ

# Sommaire



**06**  
**Conférence internationale sur la garantie financière : Le FONGIP réussit sa participation à Dakar**



**07**  
**Sommet Africa Forward : Proparco annonce 20 millions de dollars pour dynamiser l'usine de vaccins Biovac**



**89**  
**SONATEL : Une stratégie RSE alignée sur les Objectifs de développement durable**

## 05 Éditorial

### 06 En brèves

#### Dossier

**08** BTP en Afrique subsaharienne : Une forte croissance soutenue par la concurrence des mastodontes internationaux

**16** Oumar Ndir, président du SPEBTPS : « Le New Deal pour les infrastructures, une réponse à l'affaissement de l'activité »

#### Développement

**32** Réhabilitation du Chemin de fer Congo-Océan : Un pari économique pour relancer la machine congolaise

**37** Bénin : Quel héritage économique laisse Patrice Talon ?

#### Tribune

**67** Une Afrique sans frontières, vraiment ?

#### Tableau de Bord

**69** Le Saint-Père a parlé... l'Afrique n'a pas bougé

#### Champions du mois

**71** JACOB DIKO MUKETE, Ce Camerounais qui parle à l'oreille du président Kagame

## Grand Angle

**75** Harouna NIANG, Économiste : « Le développement de l'Afrique ne peut plus être pensé uniquement à partir des villes »

## L'œil du Spécialiste de la Gouvernance

**78** Le contrôle interne : L'avantage compétitif que les entreprises africaines sous-estiment

## Vu d'Europe

**80** Le cacao dans tous ses états

## Mines et Industrie

**82** Ghana : 540 millions de dollars pour faire d'Ada Songor la capitale africaine du sel

## Tech/Communication/Médias

**84** Gérard GNÉGNÉ, Responsable Business Unit Industrie chez COMPUTEC : « Des solutions éprouvées, adaptées au contexte de nos industries locales »

## Agriculture

**92** Brahim Yves KONE, Directeur Général du Conseil du Café-Cacao : « Notre objectif a toujours été de protéger durablement les producteurs »

## Zone Franche

**98** La dimension économique et sociale du terrorisme

### DIRECTION

**Président Directeur Général**  
Léon Anjorin KOBOUDE

**Directeur du Développement**  
**Conseiller Spécial de l'éditeur, Contributeur**  
Noël YAO

**Directrice Commerciale - Stratégie & Relations Clients**  
Séphora Laurie ADOMOU

### RÉDACTION

**Directeur de la Publication**  
Mamadou Lamine DIATTA

**Directeur des Rédactions, Chargé des Suppléments**  
Josué Blaise MBANGA KACK

**Directeur Éditorial**  
Eric CHINJE

### Conseiller Editorial

Jean Victor NKOLO

**Rédactrice en Chef**  
Ronie Floride AGAMMA

**Secrétaire de Rédaction**  
Jesdias LIKPETE

**Direction artistique / Maquette**  
Isidore Cossi AZA

### IMPACT BUSINESS est édité

par  
**MINDO CONSULTANTS,**  
imprimé à 10.000  
exemplaires

Tél : 00229 0197304383  
Whatsapp : 0033 651154655  
Maro militaire, rue 203,  
proche Bâtimat, Cotonou



## Frémissement prometteur du BTP africain

Il existe déjà une littérature abondante sur le BTP africain, sans compter les nombreux faits saillants et anecdotes qui jalonnent son histoire.

Il faut rappeler d'emblée que le célèbre maçon et homme politique français Martin Nadeau déclarait dès 1850, au cœur de l'Assemblée nationale française : « Vous savez, quand le bâtiment va, tout profite de son activité ».

Prémonitoire pour notre continent ? Peut-être. Réaliste et visionnaire ? Sans doute, tant cet adage illustre à merveille le rôle vital de la construction de routes, d'autoroutes, de ponts, de chemins de fer, de ports et d'infrastructures industrielles et sociales, telles que les hôpitaux et les universités, dans le fonctionnement de l'économie. Le BTP constitue également un écosystème diversifié composé notamment de promoteurs, de bureaux d'études, de fournisseurs et de producteurs de matériaux.

Faut-il encore le rappeler ? Cette activité phare génère des effets d'entraînement considérables sur la microéconomie, l'industrie, les matériaux ou encore les transports. Elle constitue un indicateur clé de la croissance économique et de la création massive d'emplois, participant ainsi à la promotion de la jeunesse africaine.

Malgré une dynamique sans précédent, portée par une urbanisation rapide et souvent incontrôlée du continent, adossée à une forte croissance démographique et à des besoins croissants en infrastructures modernes, le BTP africain cherche encore sa véritable voie. Malheureusement.

Les grands travaux en cours dans cette Afrique prometteuse, tant convoitée et pompeusement qualifiée d'« avenir du monde », profitent encore très peu aux entreprises locales solidement implantées dans nos capitales.

Pourtant, un certain frémissement est perceptible. Parmi les 38 premières entreprises africaines du BTP, qui cumulent un chiffre d'affaires de 30,4 milliards de dollars, une progression de l'activité de l'ordre de 8 % a été enregistrée, selon les statistiques de fin 2023. Une embellie relative, certes.

Aujourd'hui, l'activité est principalement contrôlée par les grands groupes du Maghreb, d'Afrique du Sud et, dans une moindre mesure, du Nigeria, sans compter les filiales de multinationales qui continuent de tirer leur épingle du jeu. Orascom, dirigé par le magnat égyptien Nassef Sawiris,

demeure le leader continental du BTP. Le groupe dispose d'un vaste réseau et parvient même à conquérir des parts de marché hors d'Afrique, notamment au Moyen-Orient.

Vient ensuite Arab Contractors, autre géant égyptien présent dans pas moins de 30 pays africains sur les 55 que compte le continent. TGCC, au Maroc, domine les ouvrages publics, tandis que Dangote Industries, au Nigeria, reste le champion incontesté dans le domaine des matériaux de construction, avec une présence remarquable dans une dizaine de pays.

Murray & Roberts Holding et Mota-Engil figurent également en bonne place dans le Top 10, au même titre que Cosider, en Algérie, et Ebomaf, du Burkina Faso, solidement implantée en Afrique de l'Ouest.

Au-delà, c'est quasiment le désert, particulièrement en Afrique francophone.

Autre détail important : malgré la morosité ambiante, pour ne pas dire la crise, les groupes marocains se distinguent par une plus grande résilience sous la houlette du Roi Mohammed VI, dont la vision stratégique a déjà permis au Royaume de contrôler pratiquement le secteur bancaire et celui des assurances en Afrique de l'Ouest.

Addoha, propriété du puissant homme d'affaires marocain Anas Sefrioui, demeure par exemple l'un des plus grands empires de la promotion immobilière et de la construction en Afrique. Le groupe a enregistré une croissance de 2,5 % en pleine période de Covid en 2021, avant de bondir de 17 % dès la reprise en 2022. Une performance qui en dit long sur l'agilité de ces grands groupes maghrébins, désormais très présents sur les marchés d'Afrique subsaharienne.

In fine, une conviction semble désormais largement partagée sur le continent : au moment où les marchés publics continuent de privilégier les entrepreneurs européens, chinois, turcs ou indiens, les partenariats public-privé (PPP) apparaissent comme une solution potentielle aussi bien pour les États que pour les acteurs privés du BTP africain.

À cela s'ajoute la nébuleuse de la dette intérieure, qui continue de peser lourdement sur les entreprises locales. Exemple parlant : au Sénégal, plus de 300 milliards de francs CFA sont encore attendus par les acteurs privés du BTP. L'État, principal donneur d'ordres dans ce secteur stratégique, tarde toujours à honorer ses engagements.

## Conférence internationale sur la garantie financière

### Le FONGIP réussit sa participation à Dakar



Les 11 et 12 mai se sont tenues à Dakar l'édition 2026 de la conférence de l'Association professionnelle des institutions de garantie d'Afrique (APIGA) ainsi que l'Assemblée générale de l'organisation.

La première journée a été consacrée à plusieurs panels qui ont alimenté les réflexions autour du financement des économies africaines. Parmi les interventions les plus remarquées figurait celle de l'Administratrice générale du Fonds de garantie des investissements prioritaires (FONGIP) du Sénégal, Ndèye Fatou Mbodj. Elle a notamment rappelé que les mécanismes de garantie financière constituent bien plus qu'un simple outil bancaire. Selon elle, ils « représentent un véritable moteur de croissance permettant aux entrepreneurs d'accéder plus facilement aux financements nécessaires au développement de leurs activités ».

Le FONGIP a pour mission de faciliter l'accès au financement des PME, PMI ainsi que des groupements de femmes et de jeunes entrepreneurs.

La onzième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'APIGA a également constitué un cadre stratégique d'échanges autour des enjeux liés au financement des économies africaines, à la mutualisation des expériences et au renforcement des institutions de garantie du continent.

## Kenya-France

### Des accords stratégiques de plus d'un milliard de dollars signés

Le Kenya et la France ont conclu à Nairobi plusieurs accords stratégiques d'une valeur globale supérieure à un milliard de dollars, en marge de l'Africa Forward Summit. Parmi les projets phares figure un investissement de 700 millions d'euros du groupe français CMA CGM destiné au développement des infrastructures portuaires kényanes, notamment au port de Mombasa. L'accord a été signé en présence des présidents Emmanuel Macron et William Ruto.

Les deux pays ont également annoncé plusieurs financements dans les secteurs du transport ferroviaire, des énergies renouvelables, de l'innovation technologique et

de la santé. Paris soutiendra notamment un projet de modernisation du réseau ferroviaire de Nairobi destiné à relier la capitale à plusieurs villes satellites, afin de fluidifier la circulation et de renforcer les transports publics.

À travers ces partenariats, le Kenya confirme son ambition de devenir un hub logistique et économique majeur en Afrique de l'Est.



## UEMOA

### Des tests concluants pour la monétique régionale du e-commerce

L'intégration des paiements électroniques dans l'UEMOA franchit une nouvelle étape. Le 7 mai 2026 à Dakar, le GIM-UEMOA a annoncé la réussite des premiers tests pilotes de traitement régional des transactions de commerce électronique.

Huit banques de la sous-région, dont des filiales de Bank of Africa, Coris Bank Sénégal et du Crédit du Sénégal, ont participé à ces essais. Les tests ont permis de valider l'ensemble de la chaîne de paiement en ligne à l'échelle régionale, incluant l'authentification 3D Secure, le routage via le switch interbancaire ainsi que la compensation communautaire. Selon le GIM-UEMOA,

ces résultats confirment la conformité technique du système avec le cadre réglementaire régional. Les banques sont désormais appelées à finaliser leur transition avant l'échéance fixée au 30 juin 2026. Cette évolution vise à renforcer la sécurité des paiements et l'autonomie du système financier régional.



## Sommet Africa Forward

### Proparco annonce 20 millions de dollars pour dynamiser l'usine de vaccins Biovac



À l'occasion du sommet Africa Forward organisé les 11 et 12 mai à Nairobi, Proparco a annoncé un prêt de 20 millions de dollars en faveur du laboratoire sud-africain Biovac afin de renforcer la production de vaccins en Afrique.

Cette opération, structurée avec plusieurs institutions financières sous l'arrangement de l'IFC, vise à soutenir la souveraineté sanitaire du continent, qui ne produit actuellement qu'environ 1 % des vaccins qu'il consomme. Le financement permettra la construction d'une nouvelle usine destinée à produire des vaccins contre la poliomyélite, la méningite, la pneumonie et le choléra.

Une partie des doses sera distribuée via l'UNICEF et Gavi aux populations vulnérables. Le groupe français Sanofi apportera également son expertise technique à Biovac.

## Sénégal

### 29 milliards FCFA levés sur le marché régional

Le Sénégal a mobilisé 29,026 milliards de FCFA sur le marché financier de l'Union monétaire ouest-africaine à travers une émission de titres publics organisée par UMOA-Titres. Cette opération illustre la stratégie de Dakar visant à privilégier l'endettement domestique afin de réduire son exposition aux dettes extérieures libellées en devises.

Dans un contexte marqué par une surveillance accrue des finances publiques, cette levée de fonds apparaît comme un signal de confiance des investisseurs régionaux envers la signature

sénégalaise. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Bassirou Diomaye Faye, les autorités ont engagé un audit des comptes publics ayant révélé des écarts significatifs dans l'évaluation de la dette.

Face à des conditions de financement international devenues plus contraignantes, le marché régional de l'UEMOA s'impose désormais comme un levier stratégique pour le Sénégal, soutenu principalement par les banques et investisseurs institutionnels de la sous-région.

## SUNU Assurances IARD Sénégal

### Boubacar Sidiki Traoré nommé directeur général



Le groupe SUNU Group a annoncé la nomination de Boubacar Sidiki Traoré au poste de directeur général de SUNU Assurances IARD Sénégal. Il a officiellement pris ses fonctions le 1er mai 2026, succédant à Adjaratou Khady Ndao Sy après plus de vingt-six années consacrées au développement du groupe en Afrique de l'Ouest.

Fort de plus de vingt-six ans d'expérience dans les secteurs de l'assurance, des télécommunications et de la transformation digitale, le nouveau dirigeant a occupé plusieurs fonctions stratégiques au sein d'entreprises ouest-africaines. Diplômé de HEC Paris et de Pigier Bénin, il est spécialisé en management stratégique, innovation et leadership. Cette nomination s'inscrit dans la stratégie de SUNU Group visant à renforcer sa position sur le marché sénégalais de l'assurance non-vie, dans un contexte marqué par une forte concurrence et une transformation accélérée du secteur.

## Programme WACA+

### La Mauritanie et le Bénin obtiennent 212 millions de dollars de la Banque mondiale

La Mauritanie et le Bénin ont obtenu un premier financement de 212 millions de dollars de la Banque mondiale (BM) pour la phase initiale du programme WACA+, consacré à la protection des zones côtières et au développement de l'économie bleue en Afrique de l'Ouest.

Le programme vise à réduire la vulnérabilité des communautés littorales face à l'érosion côtière, aux inondations et à la montée du niveau de la mer, tout en favorisant la création d'emplois durables. Au cours de cette première phase, plus de 530 000 personnes vivant dans des zones exposées

devraient bénéficier de mesures de protection. Environ 13 000 emplois seront créés dans plusieurs secteurs clés, notamment la pêche, l'aquaculture, le tourisme, la logistique portuaire et la restauration des écosystèmes côtiers.



Construction routière par une entreprise africaine, témoin de la dynamique du BTP en Afrique subsaharienne

## BTP en Afrique subsaharienne

# Une forte croissance soutenue par la concurrence des mastodontes internationaux

En Afrique subsaharienne, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) connaît une croissance soutenue depuis deux décennies. Avec une contribution au PIB estimée entre 5 à 8 % dans plusieurs pays, il représente l'un des secteurs les plus stratégiques du continent où, les grands groupes internationaux dominent le marché.

► Par Ronie Floride AGAMMA

**P**orté par une urbanisation rapide, une démographie galopante et des besoins massifs en infrastructures, le BTP est devenu un levier majeur du développement économique et social en Afrique subsaharienne. Des routes aux logements, en passant par les ports, les barrages et les infrastructures énergétiques, les États multiplient des grands projets.

Ce marché, estimée à 55,60 milliards de dollars US en 2023, pourrait atteindre 71,20 milliards

de dollars d'ici 2028, avec un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 5,07 %, selon les prévisions de l'agence Mordor intelligence. Toutefois, il reste dominé par des groupes internationaux, notamment turcs, marocains et surtout chinois, ainsi que, des européens.

Qu'ils s'agissent des projets structurants tels que des routes nationales, les autoroutes, grands ponts, les barrages ou encore les infrastructures énergétiques et portuaires, ces firmes occupent une place prépondérante sur le marché afri-

cain. Parmi elles figurent, Vinci, Bouygues, Technip FMC, ainsi que des géants publics chinois comme China Communications Construction Company (CCCC) et China Railway Construction Corporation (CRCC), etc...

Selon Sokègbé Gérard, docteur béninois en économie, cette domination s'explique par plusieurs avantages dont disposent ces « mastodontes ». Ils se traduisent par une forte capacité financière, une maîtrise technologique et d'ingénierie avancée, un accès facilité aux financements internationaux, une so-

lide expérience dans la gestion de grands projets ainsi qu'une meilleure capacité à respecter les délais. Cependant, des entreprises africaines parviennent à s'imposer sur ces marchés autrefois réservés au multinationaux.

### Émergence de champions régionaux

Dans plusieurs pays ouest-africains, des entreprises locales parviennent désormais à remporter des contrats de plusieurs dizaines, voire centaines de millions de dollars, une situation rare il y a une vingtaine d'années. Certaines se sont même imposées sur des grands chantiers régionaux, témoignant d'une montée en compétence rapide. Parmi ces acteurs figurent des groupes comme Dangote Group, EBOMAF, PORTEO BTP ou d'autres sociétés régionales spécialisés dans les routes, logements et infrastructures urbaines.

Fortement implantées dans leurs pays respectifs, ces entreprises disposent d'atouts importants dans le secteur : meilleure connaissance du terrain et des réalités locales, une meilleure flexibilité face aux contraintes administratives, des coûts parfois plus compétitifs ainsi qu'un fort ancrage politique et économique local.

Selon notre expert, ces avantages leur permettent aujourd'hui de se positionner sur des chantiers stratégiques tels que les routes et infrastructures urbaines, les logements sociaux et les marchés publics.

En 2024, plusieurs d'entre elles, notamment Constructa Group (Maroc), Julius Berger Nigeria PLC (Nigéria) et WBHO (Afrique du Sud), ont remporté et conduit des projets d'une complexité et d'une envergure sans précédent sur le continent.

Pour plusieurs observateurs, cette ascension remarquable ne traduit pas seulement un

changement dans la répartition géographique des acteurs du BTP ; elle reflète une maturation progressive et une autonomisation croissante de l'industrie africaine de la construction.

### Dynamique et croissance

Si les entreprises internationales dominant encore le secteur du BTP en Afrique subsaharienne, le marché traverse une mutation profonde. Longtemps cantonnées aux sous-traitances ou aux marchés publics nationaux, les entreprises africaines gagnent progressivement du terrain. Grâce à leurs performances enregistrées en 2024, elles affichent non seulement une montée en compétence et en capacité, mais également une reconnaissance accrue de leur expertise sur la scène internationale.

S'inscrivant dans un contexte de croissance soutenue, portée par des investissements mas-

### Rachat de Colas Gabon

## Une opération stratégique qui redessine le BTP en Afrique subsaharienne

**E**n avril 2026, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) au Gabon a connu un tournant majeur. La Holding gabonaise ACK S.A., dirigée par l'homme d'affaires Alain-Claude Kouakoua, a officialisé l'acquisition de 90 % du capital de Colas Gabon, filiale historique du groupe français Bouygues.

Alors que l'État gabonais conserve 10 % des parts, cette acquisition dépasse le simple cadre d'une transaction commerciale. Elle traduit plusieurs enjeux économiques, notamment la volonté de créer un groupe capable de concurrencer les multinationales sur certains segments du marché. Selon les termes de l'accord, Holding ACK reprend les actifs industriels de Colas Gabon, incluant les carrières, les installations de production ainsi que l'ensemble du personnel, soit 254 employés. « Cette étape marque un tournant pour Holding ACK. Nous sommes fiers d'accueillir les équipes de Colas Gabon et leurs compétences, qui viendront renforcer notre capacité à développer des projets structurants au Gabon », a déclaré Alain-Claude Kouakoua lors de la signature

de l'accord de rachat, le 19 avril dernier.

Grâce à cette acquisition, l'entreprise gabonaise devient un acteur dominant du marché routier local, mais également sur des segments stratégiques où le pays cherche progressivement à réduire sa dépendance vis-à-vis des opérateurs étrangers. Pour l'opinion publique gabonaise, cette transaction apparaît comme le symbole de la montée en puissance des entreprises locales dans un secteur longtemps dominé par les multinationales étrangères. Colas Gabon était auparavant une filiale d'un grand groupe français du BTP, représentant un modèle classique de présence des multinationales en Afrique : maîtrise technique, capital important et accès aux grands marchés publics.

Même si, la finalisation de l'accord est attendue entre juin et septembre 2026, il symbolise une tendance plus large : la montée progressive des entreprises nationales face aux géants internationaux. Cette dynamique pourrait, à terme, redéfinir l'équilibre du secteur du BTP en Afrique subsaharienne.

sifs dans les infrastructures, ces entreprises renforcent leur stratégie globale axée sur l'amélioration continue de la qualité, l'innovation technologique et le renforcement des capacités locales. « Cette évolution constitue un facteur déterminant pour leur permettre de répondre aux standards internationaux en matière de qualité, de sécurité et de respect de l'environnement », assure Dr Sokègbé Gérard.

La certification aux normes internationales est ainsi devenue une pratique courante, renforçant davantage leur compétitivité à l'échelle mondiale. C'est notamment le cas du groupe OFMAS International qui, en février 2026, a obtenu une triple certification : Iso 9001 pour la gestion de la qualité, Iso 14001

pour le management environnemental et Iso 45001 pour la santé et la sécurité au travail. Cette consécration place l'entreprise béninoise, spécialisée dans le BTP comme une référence en matière de qualité de services et de conformité aux standards internationaux, tout en contribuant au rayonnement du Bénin au-delà de ses frontières.

Toujours dans leur dynamique d'ascension, les entreprises africaines du BTP s'appuient sur l'adoption de technologies avancées, telles que le BIM (Building Information Modeling), afin d'améliorer significativement leurs processus de conception et de construction, tout en réduisant les coûts et les délais de réalisation. La collaboration étroite avec des partenaires internatio-

naux constitue un levier important. La création de joint-ventures avec des firmes étrangères a non seulement favorisé le transfert de savoir-faire et d'expertise, mais aussi renforcé la capacité des entreprises africaines à mener à bien des projets complexes répondant aux exigences internationales.

Le principal enjeu reste donc de transformer les entreprises nationales en véritables concurrents des « mastodontes » internationaux, capables de porter les grands projets structurants du continent. Aussi, l'Afrique subsaharienne traverse une phase de transition, marquée par le passage progressif d'une forte dépendance aux multinationales vers l'émergence d'acteurs locaux solides et compétitifs.

## Les grandes métropoles du BTP en Afrique subsaharienne

**L'**Afrique subsaharienne connaît une urbanisation rapide qui transforme plusieurs capitales et métropoles économiques en véritables moteurs du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). De Lagos à Nairobi, en passant par Abidjan, Luanda, Johannesburg ou encore Dar es Salaam, ces villes s'imposent aujourd'hui comme des pôles stratégiques du BTP africain.

Cette dynamique est portée par l'essor de projets d'envergure : logements sociaux, infrastructures portuaires et de transport, corridors logistiques, tours de bureaux ultramodernes ou encore des grands travaux publics tels que les réseaux de Bus Rapid Transit (BRT) et les Trains Express Régionaux (TER). Dans la zone Uemoa, Lagos, Abidjan et Dakar se distinguent par l'ampleur des investissements et des chantiers engagés.

Parmi elles, Lagos est souvent présentée comme le « géant économique ». Avec plus de 23 millions d'habitants, la métropole nigériane attire des investissements estimés à près de 200 milliards de dollars, selon les récentes données de The Report Cube. Ces investissements comprennent notamment des infrastructures de transport et le développement de zones économiques stratégiques comme la zone franche de Lekki.

Étant considéré comme l'un des plus dynamiques du continent, le marché de construction du Nigéria devrait enregistrer une croissance de 4,10 % entre 2026 et 2034. Évalué à 35,02 milliards en 2025, il devrait atteindre 50,28 milliards de dollars américains

d'ici 2034.

D'après la même source, les entreprises telles que Julius Berger Nigeria PLC, SETRACO Nigeria Limited, Dutum Group Construction Company, Craneburg Construction Company, ITB Nigeria Limited figurent parmi les principaux acteurs du secteur et détiendraient ensemble près de 55 % des parts du marché.

D'autres pays, comme le Bénin, se distinguent également dans le secteur du BTP au sein de l'UEMOA. Selon un rapport publié le 6 février 2026 par la BCEAO, le pays a enregistré la plus forte progression des activités dans ce domaine au sein de l'union. Le document indique que l'indice d'activité du secteur des bâtiments et travaux publics demeure supérieur à sa moyenne de long terme, avec un écart positif de +5 points. Par pays, les meilleures performances ont été enregistrées au Bénin (+26,3 points), au Sénégal (+23,6 points), au Burkina Faso (+14,9 points), en Côte d'Ivoire (+9 points) et en Guinée-Bissau (+7,9 points).

Malgré cette croissance, ces grandes métropoles font face à des défis communs. L'accroissement démographique impose des investissements massifs dans des infrastructures résilientes, notamment les routes, les réseaux d'assainissement et les systèmes de mobilité urbaine comme les métros et les bus rapides. Parallèlement, l'émergence de constructions répondant aux normes de durabilité et de transition écologique devient un enjeu majeur pour l'avenir du BTP africain.



Excavation et transport de terre par une entreprise locale sur un chantier en Afrique subsaharienne

## Afrique subsaharienne

# Le BTP entre domination étrangère et émergence africaine

**Entre grands projets et infrastructures révolutionnaires, les entreprises locales essayent de se faire une place dans le secteur de la construction jusqu'ici chasse gardée des mastodontes étrangers (européennes, asiatiques).**

► Par Bacary DABO

**L**e secteur du Bâtiment et des travaux publics (BTP) en Afrique a connu une profonde mutation, passant d'un modèle sous contrôle exclusif des puissances coloniales à une émergence progressive d'acteurs locaux et de nouveaux partenariats internationaux. Une évolution qui s'inscrit dans la déconstruction d'un héritage structurel et la quête d'une souveraineté économique. Un sursaut qui cache pourtant difficilement la mainmisse étrangère qui date des années

postindépendances. Sur la période 1960-1990, le secteur était largement dominé par des groupes européens (notamment français, portugais et italiens). À l'époque, les grands projets (routes, barrages, ports) étaient financés par l'aide publique au développement et réalisés par des multinationales face à des entreprises locales peu structurées et sous-capitalisées. Dans les années 2000-2015 marquées par un boom des infrastructures, il a été noté une accélération impulsée par

l'urbanisation rapide, la croissance démographique, les programmes publics massifs. Selon les annales de la construction africaine, les investissements dans le secteur ont explosé, avec 325 milliards USD de projets recensés en 2014, faisant de l'Afrique une priorité stratégique pour les majors du BTP. Cette période a beaucoup bénéficié aux leaders internationaux comme Bouygues, Vinci Eiffage, China State Construction Engineering Corporation, China Communications Construction, China Railway Construction,

entre autres, qui ont raflé les marchés des grands projets (ponts, autoroutes, ports, énergie).

Ces entreprises dominaient grâce à des projets massifs d'infrastructures, ponts, autoroutes et logements, avec un secteur totalisant plus de 30 milliards de dollars de CA dont les 40 principaux en 2023.

## La révolte des entreprises africaines du BTP

Depuis 2015, il est noté la montée en puissance des champions africains. L'émergence de groupes capables de concurrencer les acteurs étrangers était perceptible avec la structuration de véritables leaders régionaux.

Sur le registre des champions africains on peut citer Orascom Construction (Égypte) qui est leader africain, avec une forte présence au Moyen-Orient. Mais surtout de grands projets dans beaucoup de pays africains comme le Sénégal avec le projet « Ville Verte » près du Lac Rose. D'un investissement privé majeur d'environ 740 milliards de FCFA (environ 1,1 milliard d'euros), ce projet est prévu sur cinq ans pour s'achever vers 2028. Il vise la construction de 7 000 à 18 000 logements sur 216 hectares. Les prix des logements débutent à partir de 48,5 millions. Des champions égyptiens figurent The Arab Constructors et Hassan Allam Holding. À côté, l'algérienne Cosider. Viennent ensuite les sud-africaines, Murray & Roberts Holding, Wilson Bayly Holmes-OVCON, Mota-Engil Africa et Massbuild. À cela s'ajoutent les entreprises nigérianes comme Dangote Ciment du milliardaire Aliko Dangote, Lafarge Africa et BUA Ciment. Il faut également compter avec



TGCC, SGTM et SBTX du Maroc, PFO Africa, CSE du riche homme d'affaire sénégalais Alioune Sow qui capitalise une expérience de 50 ans dans les domaines infrastructures, bâtiment et hydraulique.

Sans oublier ses compatriotes CDE Africa, Atepa Construction du Groupe créé par Pierre Goduaiby Atepa dont plusieurs infrastructures africaines portent leur signature. Sans oublier SATH-BTP (Togo), EBV SARL (Mali)... Une revue de la SATH-BTP confie que ces entreprises, souvent en concurrence avec des géants internationaux, se distinguent par leur connaissance des contextes locaux et leur contribution au développement infrastructurel du continent.

La presse spécialisée africaine renseigne qu'un panel de 38 entreprises africaines totalise environ 30,4 milliards USD de chiffre d'affaires, avec une croissance d'environ 8 %.

Un point saillant qui nous permet de jeter un coup de projec-

teur sur le poids économique du secteur en Afrique.

## La contribution du BTP à la croissance du PIB

Différentes sources qui ont mesuré le poids direct du BTP dans les économies africaines tablent de 7,5 % du PIB ivoirien en 2023. Au Sénégal c'est environ 4 % du PIB.

Dans plusieurs pays africains, le secteur du BTP est situé entre 3 % et 8 % du PIB selon le niveau d'investissement.

Ce qui fait du BTP un secteur comparable à l'agriculture ou à l'industrie légère dans certains pays.

Dans cette dynamique, les analystes n'ont occulté de relever l'effet multiplicateur économique. Selon eux, le BTP a un impact indirect majeur.

En terme d'emploi, il est noté un secteur fortement intensif en main-d'œuvre. Le journal Le Monde qui cite l'exemple Sénégal parle de plus de 200 mille emplois.



Il a été relevé des effets d'entraînement sur le ciment, l'acier, le transport, les services.

Certaines sources estiment que jusqu'à 60 % des investissements publics de plusieurs pays africains sont absorbés par le BTP.

L'inventaire du binôme urbanisation-productivité fait ressortir des routes dont la confection a enregistré une baisse des coûts logistiques, des ports qui ont contribué à l'amélioration du commerce et le segment logement qui a beaucoup contribué à la structuration des villes.

Concernant la contribution via l'investissement public, certaines sources indiquent que les investissements publics représentent souvent 6 à 7 % du PIB et alimentent directement le BTP.

D'après elles, le secteur est donc procyclique avec une croissance forte quand l'État investit et un ralentissement rapide en cas de crise budgétaire (à l'exemple du Sénégal).

### Des enjeux et des limites

Si le BTP africain est en forte croissance avec des projets révolutionnaires qui accompagnent les fortes croissances attendues dans le continent, le secteur cache mal les défis auxquels il fait face.

La forte dépendance à l'État est un handicap majeur. Les entreprises dépendent fortement des commandes publiques. Ce qui entraîne souvent des retards de paiement impactant sérieusement les entreprises (au Sénégal la dette intérieure due aux entreprises est évaluée à environ 500 milliards de FCFA).

À cela s'ajoute la concurrence accrue avec la rivalité entre groupes occidentaux, entreprises chinoises, nouveaux champions africains.

En terme de défis structurels figurent en bonne place le financement des projets, le problème de gouvernance et de transparence ainsi que la montée des coûts des matériaux

Un regard panoramique permet de dire que le BTP en Afrique est un moteur clé de croissance (jusqu'à 7-8 % du PIB dans certains pays), un secteur stratégique pour l'industrialisation et l'intégration régionale, mais surtout un terrain de compétition internationale, où émergent désormais des acteurs africains solides.

Mais sa dépendance aux finances publiques en fait aussi un baromètre des cycles économiques africains quand l'investissement ralentit, tout le secteur vacille.

### Le déficit comme atout pour le secteur privé

La Banque africaine de développement (BAD) évalue le déficit

chronique d'infrastructures en Afrique à des dizaines de milliards de dollars par an.

Selon elle, le continent n'investit dans les infrastructures que l'équivalent de 4 % du PIB, contre 14 % en Chine. En comblant son déficit infrastructurel, l'Afrique pourrait accélérer la croissance de son PIB de 2 points de pourcentage par an, dira-t-elle.

Pour impulser cette dynamique, la Banque compte apporter sa contribution en finançant des projets d'énergie, de transport, d'eau et de numérique.

Des investissements qui, selon ses services, visent à réduire la pauvreté, stimuler la croissance économique et construire des infrastructures résilientes au climat.

Pour la BAD, en Afrique, il ne s'agit pas seulement de construire des routes et des ponts; il s'agit de construire des systèmes résilients capables de résister aux pressions du changement climatique et de générer une valeur ajoutée durable.

Elle estime qu'en investissant dans les capacités de transformation et de raffinage et en développant des pôles industriels régionaux, nous renforcerons l'intégration régionale de l'Afrique et renforcerons son rôle sur les marchés mondiaux.

Ce qui nécessite également d'investir dans le développement de projets en réserve et de rendre des secteurs entiers prêts à l'investissement et bancables grâce à des prêts souverains et privés, ainsi qu'à un engagement politique et une assistance technique pour maintenir la dynamique.

## BTP

## Le modèle ivoirien au service de la croissance et de l'emploi

La Côte d'Ivoire a fait des travaux routiers un instrument de souveraineté et un gisement d'emplois. En treize ans, son réseau bitumé est passé de 6 514 à plus de 9 800 kilomètres, le BTP pèse 7,5 % de son PIB et plusieurs centaines de milliers de personnes en vivent. C'est l'anatomie d'une stratégie qui transforme la route en levier économique et social.



Fabrice COULIBALY, Directeur Général de l'AGERROUTE

### L'Afrique et le mur du déficit infrastructurel

Selon le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), le sous-investissement chronique coûte au continent entre 2 et 3 points de croissance par an. La Banque mondiale le démontre : un dollar investi dans les infrastructures de transport en Afrique subsaharienne génère entre 1,5 et 2,5 dollars de retombées. Une route réduit les coûts logistiques, élargit les marchés, attire l'investissement et libère du temps productif.

Le BTP révèle ainsi son caractère stratégique. En Afrique de l'Ouest, le secteur des transports génère entre 5 et 8 % du PIB régional. Par-dessus tout, il représente entre 7 et 10 % de la main-d'œuvre formelle, avec une très forte proportion de jeunes et de travailleurs peu qualifiés, sur un continent où plus de 60 % de la population a moins de 25 ans et où 10 à 12 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail.

### Côte d'Ivoire : la décennie qui a tout changé

Au lendemain de la crise post-électorale de 2010-2011, sur 6 514 kilomètres de routes bitumées, 70 % étaient dégradés, dont 1 500 km en très mauvais état. Les ponts d'Abidjan croulaient sous les flux d'une métropole de cinq millions d'habitants. Dès 2012, les Plans nationaux de développement ont fait des infrastructures une priorité. Treize ans plus

tard, le linéaire de routes bitumées dépasse les 9 800 km, tandis que le réseau autoroutier est passé de 142 km en 2011 à 400 km en 2025.

### Des chantiers qui ont changé le visage du pays

Le pont Henri-Konan-Bédié (HKB), inauguré en décembre 2014, est devenu le symbole de la renaissance ivoirienne : 1,5 km de pont à péage entre Cocody et Marcory, et l'un des tout premiers partenariats public-privé d'Afrique de l'Ouest. En 2023, c'est le pont à haubans Alassane-Ouattara, construit sur financement de la Banque islamique de développement. Ouvert à la circulation en janvier 2024, le 4ème pont d'Abidjan constitue un ouvrage majeur reliant la commune de Yopougon au quartier des affaires du Plateau ainsi qu'à Adjamé. Au-delà d'Abidjan, l'autoroute du Nord, prolongée jusqu'à Bouaké, constitue l'une des réalisations les plus structurantes. Elle doit, à terme, relier directement le port d'Abidjan à la frontière du Burkina Faso. En plus de ces ouvrages, ce sont des milliers de kilomètres de routes qui ont été réalisés en rase campagne et au niveau de la voirie dans les villes.

### Le BTP, premier amortisseur social du pays

Derrière les chiffres macroéconomiques se joue une histoire plus intime : celle de milliers de personnes dont la vie a basculé grâce aux travaux routiers. En 2025, plus de 10 000 emplois directs ont été créés par les travaux routiers. Le secteur s'impose ainsi comme l'un des amortisseurs sociaux les plus importants du pays.

Le secteur absorbe massivement une main-d'œuvre qualifiée ou pas qualifiée (manœuvres, terrassiers, ferrailleurs, conducteurs d'engins, chauffeurs, etc.), qui constitue la majorité des



jeunes Ivoiriens en recherche d'emploi. Le secteur routier en Côte d'Ivoire joue également un rôle de chantier-école. Sur les grands ouvrages comme le pont HKB ou le 5<sup>e</sup> pont, les entreprises ont formé, par compagnonnage, plusieurs ingénieurs et techniciens locaux, mais aussi des ouvriers spécialisés (coffreurs, soudeurs, ferrailleurs, topographes, etc.), dont plusieurs ont depuis créé leurs propres entreprises. De plus, les retombées sociales dépassent largement les seuls emplois directs.

### La route comme accélérateur économique

Au-delà de l'emploi, la route stimule la croissance par quatre canaux : (i) la réduction des coûts de transport, (ii) l'élargissement des marchés, (iii) l'émergence de pôles urbains secondaires et (iv) l'intégration régionale.

L'illustration la plus saisissante reste le projet d'autoroute Abidjan-Lagos : 1 028 kilomètres, cinq pays (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Nigeria), 15,6 milliards de dollars. Selon la BAD, sa mise en service réduirait de moitié les temps de trajet entre les capitales et créerait, en phase de chantier, plusieurs dizaines de milliers d'emplois directs.

### Qui finance, qui construit ?

Aux côtés des majors internationaux, un tissu local s'est progressivement structuré : le GIBTP fédère près de 100 entreprises ivoiriennes qui réalisent plus de 70 % du chiffre d'affaires du secteur. La montée en gamme reste cependant inégale : les PME demeurent encore à la traîne, avec une faible capacité d'absorption et des marges réduites.

Côté financement, la diversification est spectaculaire, avec l'appui des partenaires au développement comme la Banque mondiale, la BAD, la BOAD, la BIDC, l'AFD, l'Union européenne, Eximbank, la BID, la JICA, etc.

Le pont HKB a inauguré en Afrique de l'Ouest le modèle BOT (Build Operate and Transfer), désormais répliqué.

Le programme d'entretien routier 2023-2025 illustre une dynamique certaine : la pérennité du patrimoine devient enfin une priorité et, avec elle, des milliers d'emplois sont stabilisés.

### Cap sur 2030 et au-delà

La Vision Côte d'Ivoire 2030 inscrit la modernisation au cœur de la stratégie nationale. Plusieurs chantiers structureront la prochaine décennie et continueront d'alimenter le marché de l'emploi :

le métro d'Abidjan, l'achèvement de l'autoroute périphérique Y4, l'autoroute Bouaké-frontière du Burkina Faso, le corridor Abidjan-Lagos, etc. À eux seuls, ces chantiers devraient mobiliser plusieurs dizaines de milliers d'emplois directs au cours des cinq prochaines années.

Pour les autres pays africains, le modèle ivoirien offre des enseignements précieux : vision politique de long terme, administration technique solide, diversification des financements, audace dans les montages innovants et capacité à transformer les investissements en emplois durables.

La réussite de ce système repose principalement sur des conditions, de stabilité politique et une base économique diversifiée.

### La route, instrument de souveraineté et de cohésion

Au terme de ce parcours, une évidence s'impose : la route n'est pas qu'un revêtement, c'est un instrument politique et social. Tracer une route, c'est dessiner un territoire ; l'entretenir, c'est affirmer une présence de l'État ; l'emprunter pour aller à l'école ou au dispensaire, c'est exercer concrètement ses droits sociaux ; y travailler comme employé, c'est entrer dans l'économie formelle. Le BTP, en Côte d'Ivoire comme ailleurs en Afrique, est devenu l'un des principaux ascenseurs sociaux à la disposition des jeunes générations.

L'expérience ivoirienne illustre cette équation. En treize ans, le pays a démontré qu'un État africain peut, par une combinaison de volonté politique, d'ingénierie et de mobilisation financière diversifiée, transformer son patrimoine, faire du BTP un moteur durable de croissance et créer des milliers d'emplois. Reste à transformer l'essai par la pérennisation de l'entretien, le renforcement des entreprises locales et l'amélioration de la qualité de l'emploi.





Oumar Ndir, président du SPEBTPS

## Oumar Ndir, président du SPEBTPS

### « Le New Deal pour les infrastructures, une réponse à l'affaîssement de l'activité »

Le gouvernement du Sénégal a annoncé des avancées majeures dans le développement des infrastructures. Le Syndicat professionnel des entrepreneurs de bâtiments et travaux publics du Sénégal (SPEBTPS), affilié au Conseil national du patronat (CNP), souhaite la mise en œuvre d'un "New Deal" pour les infrastructures. Son président, Oumar Ndir, revient sur cette initiative qui veut rendre le BTP plus dynamique et faire contribuer davantage le secteur privé aux programmes infrastructurels de l'État.

► Entretien réalisé par Bacary DABO

#### Quelle est la situation actuelle du secteur des BTP au Sénégal ?

Le secteur du BTP au Sénégal, d'après l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), c'est 7 % de contribution au PIB. Ce chiffre est bien faible au regard de ce que représente le secteur de la construction au Sénégal. Car si vous

agrégez en rajoutant les entreprises du secteur de la promotion immobilière, qui tournent aux environs de 6 à 7 %, en rajoutant ensuite les entreprises industrielles spécialisées dans les équipements, les matériaux, les accessoires de construction telles que les cimentiers, les fabricants de fer à béton, les unités de production d'agrégats, de carreaux, de

peinture et autres, il ne serait pas surprenant que le secteur de la construction représente environ 20 % du PIB national. Donc, à mon avis, le secteur de la construction au Sénégal pèse non pas 7 %, mais 20%.

C'est un secteur qui a connu de très belles heures, tant au Sénégal qu'à l'extérieur, avec un pic en 2022-2023, qui sont des années où l'effet conjugué des programmes comme PUDC, PROMOVILLE, PUMA, PSD (Programme Spécial de Désenclavement) a permis à de nombreux acteurs sénégalais de la construction de faire de bons chiffres d'affaires, et de croître. Seulement, nous assistons depuis 2024 à une baisse assez significative de chiffres d'affaires.

Pour la seule année 2025, le secteur du BTP sénégalais a enregistré une baisse d'activité assez significative allant jusqu'à 13 %. Si vous cumulez 2024 et 2025, on est à peu près, si je ne m'abuse, à 20 % de baisse de chiffres d'affaires. Et encore, cela cache des disparités, suivant que vous soyez du génie-civil, du conseil, des routes ou du second œuvre, etc. Vous avez ainsi de fortes disparités, pour de nombreuses entreprises, avec des pertes de chiffres d'affaires se situant entre 30 et 50 %.

Donc, cette baisse globale de 20 % est un chiffre moyen estimé pour l'ensemble des acteurs. Cette situation découle de l'effet induit des arrêts de chantiers décidés par les nouvelles autorités, mais aussi de l'absence d'investissement de l'État du fait des contraintes financières auxquelles il fait face.

### **Quels sont les défis auxquels le secteur est confronté ?**

Le premier défi est celui des emplois. Nous sommes certes des entrepreneurs, mais nous sommes avant tout des employeurs. Il y a beaucoup d'emplois qui ont été perdus au Sénégal. On parle de 15 mille emplois directs, avec contrat de travail. On parle d'environ 100 mille personnes qui sont dans le BTP ou qui sont dépendantes du secteur, ayant perdu leur travail. C'est cela, l'impact en termes d'emplois. Nous avons parcouru le Sénégal et nous avons constaté qu'il y a encore beaucoup de chantiers qui sont à l'arrêt. Chacun de ces chantiers faisait travailler une quantité de manœuvres, de journaliers, de restaurateurs, de transporteurs, et autres prestataires qui, malheureusement, dans ce contexte de crise, se retrouvent sans emploi. Nous notons que plusieurs ouvriers du BTP tentent de survivre en retournant dans leur village pour se livrer à des activités agricoles ou se tournent, quand elles le peuvent, vers d'autres secteurs d'activité.

Aujourd'hui, cela se reflète sur le taux de chômage qui a connu une augmentation.

### **Malgré les difficultés, une forte présence d'entreprises étrangères dont des Turques, des Chinoises, des Françaises, entre autres, est constatée notamment dans la réalisation des grands travaux. Comment les entreprises locales appréhendent-elles cette concurrence ?**

Vous touchez du doigt une problématique qui n'est pas seulement sénégalaise mais africaine. La forte présence d'entreprises originaires des pays que vous avez cités n'est pas récente. C'est un phénomène qui a commencé il y a à peu près 12, voire 15 ans. L'Afrique attire parce que c'est un continent jeune, dynamique où il y a les meilleurs taux de croissance au monde. L'Afrique est donc une terre d'opportunités. Et par conséquent, de nombreux acteurs étrangers, notamment du secteur du BTP, ne cessent de tenter de venir s'implanter dans nos pays.

Leur présence est facilitée par le fait qu'ils ont la possibilité de venir avec des banques, des organismes de financement, qui prêtent à nos États non seulement à des conditions préférentielles, c'est-à-dire avec des prêts à taux bonifiés, sans conditionnalités telles que le respect de certaines règles démocratiques ou d'autres considérations qui, en général, sont l'apanage des organismes de financement du monde occidental.

Le monde asiatique, par exemple, est moins regardant sur ces règles, et a donc tissé des liens plus facilement avec les maîtres d'ouvrage africains. Le Sénégal ne fait pas exception à ce principe. De ce fait, on constate depuis une quinzaine d'années, une forte pénétration de ces acteurs étrangers et cela ne fait pas que des heureux dans le secteur du BTP africain.

Cette pénétration des entreprises de BTP du nouveau monde est d'autant plus encouragée par nos acteurs politiques détenteur du pouvoir dans leur pays qu'elle leur permet de pouvoir réaliser dans des délais records des infrastructures de qualité.

Ces décideurs politiques n'ont plus besoin de fournir les mêmes efforts qu'auparavant pour trouver des financements. Ceux-ci leur parviennent sans trop de difficultés, mais à la condition (quasi-obligatoire) de faire travailler les entreprises des pays dont les fonds sont originaires. C'est ce qui a fait qu'au Sénégal comme ailleurs, on a vu débarquer des acteurs du BTP inconnus au bataillon qui se sont évertués petit à petit à prendre la place des

acteurs locaux historiques du BTP sénégalais. Avec comme conséquence directe le fait que l'on ait substitué des emplois naguère réservés à des sénégalais par l'emploi de nombreux ingénieurs, agents de maîtrise, employés et ouvriers étrangers. Comme vous le savez, la plupart de ces pays viennent avec leur propre main d'oeuvre et ne sous-traitent quasiment pas.

Ils prennent peut-être quelques locaux sous-qualifiés mais je n'ai pas entendu dire qu'ils emploient des ingénieurs, des employés de bureau ou des cadres africains. Ils préfèrent, avec la bienveillante mansuétude de nos autorités, venir avec l'ensemble des moyens humains dont ils ont besoin et sans qu'il ne leur soit, dans les faits, imposé la moindre contrainte ou stricte obligation de recruter du personnel local. Je suis triste de constater avec vous que les dirigeants des États d'Afrique subsaharienne sont toujours heureux de faire de bons bilans matériels (en termes de construction d'infrastructures), mais ils font l'impasse sur la catastrophe que cela représente en termes de pertes d'emplois.

La triste conséquence en est que nos États offrent du chiffre d'affaires et des emplois à des entreprises venant de pays qui sont en situation de plein emploi et ces entreprises parviennent ainsi facilement à exporter leurs quelques compatriotes cadres et employés encore au chômage.

Il faut rajouter à cela le fait que faire travailler une entreprise étrangère revient à verser dans le pays de celle-ci de fortes sommes dues en contreparties des prestations effectuées.

Lorsqu'un projet d'infrastructure est financé par un État ou par une banque étrangère, les fonds empruntés ne font que transiter par le trésor public sénégalais avant de retourner dans le pays d'origine de ces entreprises. Ils peuvent aussi être payés directement à l'entreprise étrangère sans que les fonds ne passent dans les comptes du trésor public de l'État emprunteur. Cet État ne reçoit donc aucun flux financier : absolument rien !

Ces nouveaux mécanismes de "financements extérieurs liés" n'emportent pas d'effet de création de richesse pour l'Afrique. Cet argent emprunté par les Africains va directement dans les pays d'origine de ces entreprises étrangères et fait travailler leur système bancaire.

Il permet aussi à leur pays de collecter des impôts en toute sécurité et ainsi l'économie de ces pays s'en retrouve positivement impactée. Quant à nous pays africains, qu'obtenons-nous ? Un petit peu



de travail pour l'industrie du ciment ou du basalte, parce qu'on ne peut pas les importer. Je suis certain que si elles en avaient la possibilité, ces entreprises étrangères n'hésiteraient pas le moins du monde à tout importer de leur pays. Donc, je pense qu'il est temps que nos politiques et nous-mêmes, les citoyens sénégalais et africains, comprenions qu'il y a matière à réflexion, matière aussi à revoir nos rapports avec ces puissances étrangères dont les pratiques en matière de financement de nos infrastructures laissent à désirer.

Il y a quelques années (15 à 30 ans en arrière), des entreprises étrangères venaient opérer au Sénégal ou ailleurs en Afrique, mais elles avaient la courtoisie et l'intelligence de travailler avec les entrepreneurs nationaux. Ainsi, elles utilisaient en sous-traitance des entreprises africaines à qui elles permettaient non seulement de travailler, mais également de grandir. Il y avait un partage équitable à la fois de chiffres d'affaires, mais également de bénéfices parce qu'une grosse partie des travaux était confiés

à des sous-traitants locaux. L'impact était substantiellement local : fonds versés dans les banques africaines, une bonne partie des équipements et matériaux achetés en local et les impôts payés localement.

C'est ainsi que les entreprises en provenance de l'Union européenne ou du Golfe, quand bien même elles venaient avec des financements accordés par les banques de leur pays, mettaient un point d'honneur à faire travailler de nombreux sous-traitants locaux. Ces géants du BTP d'Europe ou du Golfe ont toujours fait travailler nos entreprises locales en sous-traitance ou en co-traitance.

Très souvent, elles n'hésitaient pas à se mettre en groupement avec des entreprises africaines. Ce qui est moins le cas des entreprises qui viennent de pays que vous avez cités. Beaucoup d'opérateurs économiques étrangers ne viennent en Afrique que pour chasser les opportunités, s'emparer de ce dont ils peuvent s'emparer, en sachant que nous-mêmes, africains, n'avons pas la possibilité d'aller travailler dans leur pays.

Pendant ce temps, nous, Sénégalais ou Africains, n'hésitons pas à leur confier des chantiers dans nos pays. Je pense qu'il est temps que l'on fasse face à cette réalité et qu'on y remédie.

### **Est-ce qu'il existe une plate-forme africaine pour discuter de cette question et envisager des solutions face à la concurrence étrangère qui étrangle les entreprises locales ?**

Vous posez une bonne question à laquelle, d'ailleurs, je suis incapable de répondre. Je pense que cela doit bien exister. Et si cela n'existe pas aujourd'hui, ça a dû exister dans un passé plus ou moins lointain. Il y a peut-être eu dans le passé une sorte de plateforme réunissant des syndicats ou fédérations de plusieurs pays et permettant d'adresser ensemble les problématiques rencontrées. En tout cas, le syndicat professionnel des entrepreneurs de BTP du Sénégal est tellement engagé dans les actions de plaidoyer, d'alerte et de relance du secteur qu'il n'a pas forcément prêté attention aux actions entreprises en ce sens par ses pairs africains. Si cela est possible nous n'hésiterons évidemment pas à adhérer à des organisations ou à des plateformes permettant de partager nos expériences ainsi que les solutions aux problèmes que nous rencontrons.

**Dans cette dynamique, le syndicat que vous dirigez a récemment proposé aux**

### **autorités sénégalaises un « New Deal pour les infrastructures ». Est-ce que vous pouvez revenir sur cette initiative qui sonne comme une solution du secteur privé face aux défis auxquels il fait face ?**

Ce New Deal pour les infrastructures, c'est une réponse à l'affaissement de l'activité du BTP au Sénégal. C'est une proposition que nous avons soumise aux autorités. Le dossier est entre les mains du ministre des Infrastructures.

Ce n'est pas un nouveau projet ou un nouveau système. C'est juste une nouvelle approche permettant une réappropriation du domaine des infrastructures et donc du secteur BTP par les entreprises sénégalaises. Celles-ci doivent être au cœur de la construction nationale. Personne ne construit mieux son pays si ce ne sont les entreprises nationales locales.

Au Maroc, ce sont les entreprises marocaines qui construisent le pays. Ce ne sont pas les entreprises françaises, chinoises, turques qui construisent le Maroc. Le roi du Maroc s'y est fortement impliqué depuis des années et est parvenu à hisser les entreprises de BTP marocaines sur le toit de l'Afrique. Ses séjours au Sénégal, en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays (où il a fait de longs séjours) ont été mis à profit pour y implanter les entreprises marocaines. Je pense qu'il est temps pour nous de dire qu'il n'est plus normal de voir les choses sous l'angle affectif mais sous l'angle du réalisme et du business.

L'intérêt du Sénégal et de ses fils, commande qu'une approche comme le New Deal pour les infrastructures, soit mise en œuvre au bénéfice de la nation, par le secteur privé national. Il s'agit d'une nouvelle approche qui va mettre l'accent sur le recours à des consortiums d'entreprises du Sénégal. Pourquoi ? Parce qu'on se rend compte que, très souvent, les arguments de la taille et de la faiblesse des moyens financiers sont opposés par l'État aux entreprises du secteur.

Pour nous permettre de réaliser de très grands projets, le regroupement d'entreprises sénégalaises, dans le cadre de consortiums, permettra de faire face à n'importe quelle taille de projet. D'un point de vue technique, le regroupement en consortiums puissants permettra de contourner tous les obstacles d'ordre technique. Du point de vue des capacités financières, les consortiums auront la taille critique leur permettant de ne plus écarter systématiquement les entreprises sénégalaises de BTP des grands projets de l'État.

Il y a aussi un autre point important de ce New

Deal qui est le recours aux PPP (Partenariats Public Privé), plutôt qu'aux marchés publics. L'État collecte des impôts. L'État s'endette pour la santé, pour l'éducation, pour la sécurité nationale. C'est-à-dire pour les secteurs prioritaires. Mais l'État collecte également des impôts pour construire des infrastructures.

Nous pensons que l'État ne doit plus construire des infrastructures avec l'argent collecté qui doit être affecté à ces services prioritaires. L'endettement, doit être à présent du ressort du secteur privé national dans le cadre des PPP. Un de nos champions du BTP vient de lever plusieurs centaines de millions d'euros pour faire une route dans un pays voisin dans le cadre d'un contrat PPP. Si une entreprise sénégalaise, toute seule, peut convaincre un État de lui permettre de réaliser ce genre d'opérations je pense que des entreprises agrégées en consortium seront capables de faire beaucoup plus.

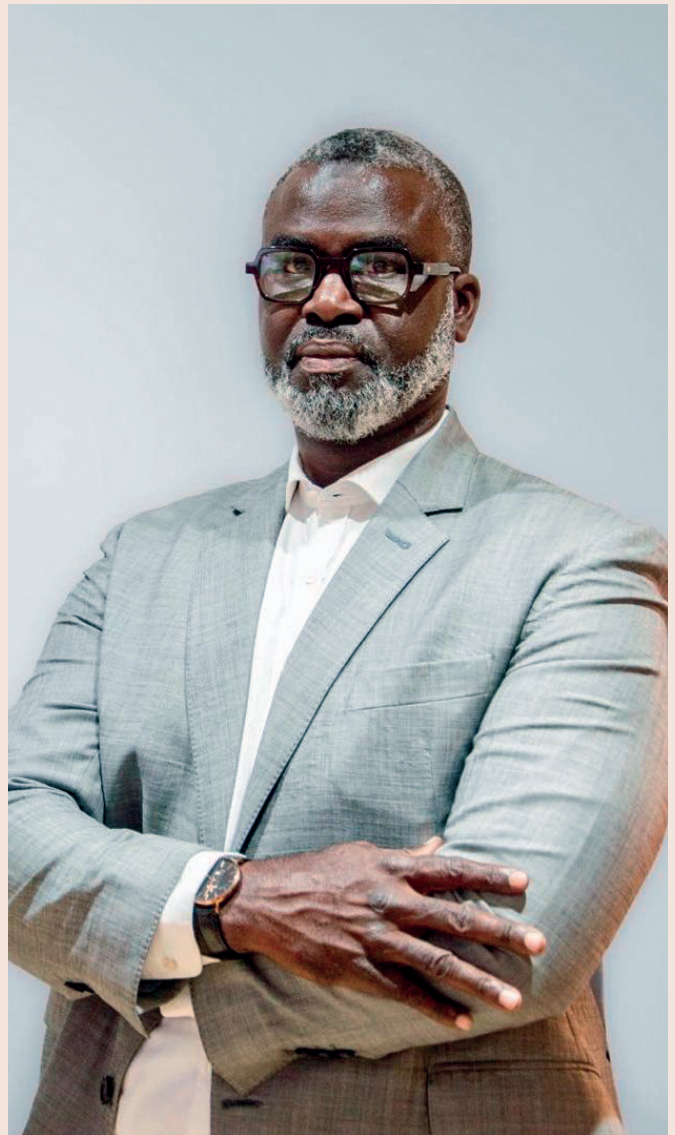
Et enfin, le dernier but, c'est que les entreprises sénégalaises doivent pouvoir compter sur les banques nationales, pour pouvoir lever des fonds permettant de réaliser les études techniques, les études d'impact, les études économiques. L'ensemble des études en phase de développement et de maturation de projet doivent pouvoir être financées par les banques nationales sénégalaises. Dans un second temps, ces dernières doivent pouvoir, en relation avec les banques de développement sous-régionales, trouver des fonds permettant de financer les infrastructures. Nous estimons que chaque année, à peu près 2 000 à 3 000 milliards de FCFA peuvent être mobilisés par les banques locales sénégalaises et les banques de développement sous-régionales pour les programmes d'infrastructure du Sénégal. C'est cela aujourd'hui le modèle que nous soumettons. C'est à ça que nous appelons le gouvernement. Nous en avons fait la proposition à notre ministre de tutelle, M Déthié Fall qui l'a bien apprécié. Nous espérons que le gouvernement acceptera de faire le portage institutionnel de ce New Deal et d'en faire son modèle parce que cela est bon pour le Sénégal. Pour les entreprises, c'est la solution aux problèmes que connaît le secteur du BTP sénégalais et africain pour le financement et la construction d'infrastructures.

### **Votre dernier mot à l'endroit de tous les acteurs concernés**

À l'endroit de nos frères sénégalais et africains, nous déclarons que nous ne devons plus considérer que les autres sont meilleurs que nous. Nous

n'avons à nourrir de complexe d'infériorité vis-à-vis de personne. Quand nous souhaitons être meilleurs dans tous les domaines (sport, culture, presse, art, BTP...), les entreprises, les hommes et les femmes sénégalais et africains peuvent exceller.

J'en appelle aussi à notre classe politique africaine pour qu'elle arrête de privilégier les entreprises étrangères au motif que nos entreprises africaines ne sont pas compétentes. Cela est blessant, cela est vexant et cela est contre-productif et contribue à l'affaiblissement de l'économie africaine. J'en appelle au sursaut africain. Ce n'est pas de l'idéologie panafricaniste ou autre mais c'est un appel à ce que nous puissions nous ressaisir, bâtir l'Afrique pour les Africains et par les Africains.



## Côte d'Ivoire

# PORTEO BTP renforce son positionnement parmi les leaders des infrastructures

Dans un contexte où les grands projets d'infrastructures exigent désormais autant de performance technique que de rigueur organisationnelle, PORTEO Group franchit une nouvelle étape stratégique à travers sa filiale PORTEO BTP Côte d'Ivoire.



Chantier routier achevé par PORTEO BTP, illustration de son positionnement parmi les leaders du secteur

L'entreprise vient d'obtenir une triple certification internationale : ISO 9001 : 2015, ISO 45001 : 2018 et ISO 14001 : 2015. Ces certifications ont été délivrées par Apave Certification à l'issue d'un processus d'audit mené entre fin 2025 et début 2026. Cette reconnaissance confirme la conformité des systèmes de management de PORTEO BTP aux standards internationaux les plus exigeants du secteur des infrastructures et des travaux publics.

### Un levier de crédibilité opérationnelle

Au-delà de leur portée symbolique, ces certifications constituent un véritable levier de crédibilité opérationnelle auprès des maîtres d'ouvrage publics, des partenaires institutionnels et des bailleurs internationaux. Dans un environnement où les exigences liées à la qualité d'exécution, à la sécurité des travailleurs et à la maîtrise des impacts environnementaux deviennent déterminantes, PORTEO BTP consolide ainsi sa capacité à intervenir sur des projets de grande envergure avec des standards alignés sur les meilleures pratiques internationales. En structurant ses processus autour de ces référentiels ISO, l'entreprise renforce la maîtrise de ses opérations et sécurise

davantage l'exécution de ses chantiers routiers, de terrassement et d'aménagement urbain.

### La force du modèle industriel intégré

L'un des principaux atouts de PORTEO BTP réside également dans son modèle industriel intégré, qui lui permet de maîtriser une grande partie de sa chaîne de valeur. Grâce à ses capacités internes de production de béton, de granulats et de structures métalliques, le Groupe réduit sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs externes tout en optimisant ses coûts, ses délais et le contrôle qualité de ses réalisations. Cette intégration industrielle constitue aujourd'hui un avantage concurrentiel majeur dans un secteur où la réactivité et la fiabilité d'exécution sont devenues essentielles.

### Positionnement au Salon des Infrastructures d'Abidjan

La participation de PORTEO BTP au Salon des Infrastructures d'Abidjan s'inscrit dans la dynamique portée par PORTEO Group, qui ambitionne de contribuer durablement au développement des infrastructures africaines à travers un modèle fondé sur l'exécution, l'innovation et la création de valeur locale.

## Congo

# Gouvernance et digitalisation, la nouvelle dynamique de la DGTT

Au Congo, la modernisation des services publics constitue aujourd'hui une priorité de l'action gouvernementale. Dans cette dynamique, la Direction Générale des Transports Terrestres (DGTT) s'impose progressivement comme l'une des administrations les plus engagées dans la transformation numérique et l'amélioration des services aux usagers.



Le DG avec les agents au HUB

**C**e processus de transformation s'inscrit dans la vision du Président de la République, Denis Sassou Nguesso, qui place la modernisation de l'administration publique et la gouvernance numérique au cœur des priorités nationales. Sous l'impulsion du Ministère des Transports, de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande, la DGTT, dirigée par Atali Mopaya, poursuit une réforme profonde fondée sur la digitalisation des

procédures administratives, le renforcement du cadre réglementaire et la professionnalisation du secteur des transports terrestres.

La stratégie 2025-2030 de la DGTT repose sur plusieurs priorités : la digitalisation des services administratifs, la lutte contre la fraude documentaire, la sécurisation des recettes publiques et le renforcement de la sécurité routière. Elle vise également à accompagner l'intégration régionale du Congo dans le cadre de la Zone de libre-échange

continentale africaine, en améliorant la compétitivité du transport terrestre.

### 2025 : l'année des grandes réformes

L'année 2025 marque une étape décisive dans le processus de modernisation engagé par la DGTT. L'institution a multiplié les réformes structurelles, juridiques et technologiques afin d'améliorer la qualité des services publics et de renforcer la gouvernance administrative.

Parmi les avancées majeures figure la mise en opération du Bureau de Gestion du Fret Terrestre (BGFT), destiné à mieux organiser le transport des marchandises. Le lancement du Document Unique de Transport (DUT) permet désormais de sécuriser et de tracer les opérations de transport, tout en réduisant les tracasseries administratives. 2025 a également été marquée par la réforme du permis de conduire grâce à une plateforme numérique de gestion des examens. Plus de 20 000 permis sécurisés ont été produits, accompagnés d'attestations provisoires dotées de QR Codes permettant leur authentification rapide. Cette réforme contribue à renforcer la qualité de la formation des conducteurs et à améliorer la sécurité routière.

La transformation numérique de la DGTT s'est aussi traduite par le déploiement du Fichier National des Immatriculations (FNI), qui centralise les données du parc automobile national. Plus de 65 000 véhicules sont désormais enregistrés dans une base de données sécurisée et près de 15 000

immatriculations ont été réalisées en 2025.

Dans la même dynamique, la DGTT a modernisé le contrôle technique automobile à travers la Plateforme Digitale des Opérations de Contrôle Technique (PDOCT), permettant une meilleure traçabilité des contrôles grâce à des certificats sécurisés.

La modernisation engagée par la DGTT concerne également la gestion financière avec le système « ZéroCash DGTT ». Grâce à la digitalisation des paiements via Mobile Money et une caisse centralisée, l'administration a renforcé la transparence et la sécurisation des recettes publiques.

Parallèlement aux réformes technologiques, plusieurs décrets et arrêtés ont été adoptés afin de renforcer le cadre réglementaire des transports terrestres. Des concertations avec les syndicats de transporteurs, les forces de sécurité et les partenaires techniques ont également accompagné ces réformes.

Après cette phase de modernisation, l'année 2026 s'annonce comme celle de la consolidation des acquis, avec le lancement du système SUPILA et de la troisième plaque électronique sécurisée destinée à renforcer le contrôle routier et à lutter contre la fraude documentaire.

À travers ces réformes, la Direction Générale des Transports Terrestres confirme sa volonté de bâtir une administration moderne, transparente et performante, capable d'accompagner les ambitions de développement du Congo et d'offrir un service public résolument tourné vers l'avenir.



Mise en service du DUT 1



## Marie-Joséphine SIDIBE, DG de la Société Multinationale de Bitumes (SMB) de Côte d'Ivoire

### « Sans le bitume, pas de croissance économique ! »

À la tête de la Société Multinationale de Bitumes (SMB) de Côte d'Ivoire depuis bientôt cinq ans, Marie-Joséphine Sidibé évoque avec aisance le rôle des infrastructures routières dans la croissance économique.

► Entretien réalisé par Léon Anjorin KOBOUDÉ

#### Madame la Directrice générale, comment se porte la Société Multinationale de Bitumes (SMB) ?

La SMB se porte très bien, car la demande du marché national du bitume augmente chaque année, notamment depuis la sortie de la crise de 2010-2011. À titre d'exemple, les ventes de bitume sur le marché ivoirien ne représentaient que 7 000 tonnes sur l'ensemble de l'année 2011. En 2025, nous avons enregistré une consommation nationale de 150

000 tonnes, après avoir atteint 200 000 tonnes en 2023 à la faveur de la CAN.

La SMB produit entre 330 000 et 350 000 tonnes de bitume par an. Cette production permet de satisfaire le marché ivoirien ainsi que le marché export terre ; l'excédent est entièrement écoulé via l'export mer.

Depuis plus de sept années consécutives, l'entreprise enregistre des bénéfices annuels supérieurs à

huit milliards de FCFA, avec des pics de 17 milliards et 13 milliards de FCFA respectivement en 2023 et en 2025. Il s'agit des deux meilleurs résultats nets enregistrés depuis la création de la société.

Enfin, la SMB se porte bien parce qu'elle s'est profondément réformée de l'intérieur et qu'elle est engagée dans un plan de développement stratégique structuré autour d'une vision : « Être le leader dans la fourniture de bitume de qualité en Afrique de l'Ouest et du Centre pour des routes durables. »

Il faut dire que plus l'État construit des routes, plus il y a de connectivité et d'ouverture, plus l'activité économique se développe, plus les revenus augmentent. De plus, les populations acquièrent davantage de véhicules, ce qui entraîne une hausse de la consommation de bitume. Nous évoluons donc dans une dynamique de croissance.

Avec le Plan national de développement (PND 2026-2030) de l'État, plusieurs projets routiers sont planifiés et les financements sont déjà identifiés. Cela signifie qu'il y aura de nouveaux chantiers et que notre activité continuera de bien se porter.

Aujourd'hui, nous écoupons la moitié de notre production sur le marché national. L'autre moitié est exportée vers le Nigeria, le Ghana, où nous disposons d'une joint-venture avec des sociétés partenaires, mais aussi vers le Cameroun, le Togo et d'autres pays de la sous-région.

### **Comment décririez-vous le bitume et son rôle dans le développement des infrastructures ?**

Le bitume est un produit pétrolier obtenu par raffinage du pétrole brut. Dans le cas de la SMB, il est obtenu par distillation d'un pétrole brut lourd et bitumineux. Le bitume est reconnu pour ses propriétés d'imperméabilisation et d'adhérence et est largement utilisé dans la construction des routes et des autoroutes, des tarmacs d'aéroport, des quais portuaires, qui sont des infrastructures jouant un rôle de levier pour le développement économique. Le bitume ne peut se vendre que si l'on construit des routes et autres infrastructures. Il s'agit donc d'un produit pétrolier fortement dépendant de la croissance économique. En réalité, l'État est le client final, puisque c'est lui qui construit les routes. Lorsqu'il y a de la croissance, l'État dispose de davantage de moyens pour mobiliser des financements et développer ses infrastructures.

Le bitume est donc indissociable des infrastructures routières. D'ailleurs, c'est l'un des premiers éléments qui attirent l'attention lorsqu'on se rend dans les pays développés. Comme je le dis souvent,

les infrastructures sont des catalyseurs du développement.

En Afrique, la SMB dispose du bitume nécessaire et se tient prête à accompagner la croissance économique de nos États. Une croissance qui, à terme, pourra bénéficier à toutes les couches de la population.

### **La qualité semble occuper une place centrale au sein de la SMB. Quelle importance lui accordez-vous ?**

La SMB est certifiée ISO 9001 depuis 2006. Nous renouvelons cette certification tous les trois ans. Pour nous, c'est une obligation. Nous sommes certifiés aussi bien sur la qualité que sur nos processus de fabrication.

Cette rigueur confère au bitume SMB une excellente réputation, aussi bien en matière de qualité que de respect des normes. Nos clients savent qu'ils peuvent utiliser notre produit en toute confiance.

Au-delà de la qualité, il y a également la question de la sécurité, car qui dit pétrole dit aussi hautes températures. Tous nos produits sont fabriqués conformément aux normes internationales de spécification (EN/ASTM). Ils sont testés dans des laboratoires accrédités COFRAC ISO 17025 et recertifiés par un inspecteur indépendant de renommée internationale.

Nos produits sont obtenus par distillation directe d'un brut à bitume de type latino-américain. Ce procédé, différent du soufflage, permet de produire des bitumes sans modification de leur structure chimique.

La route, au même titre qu'une école ou qu'un hôpital, constitue une infrastructure essentielle. Elle relève des fonctions régaliennes de l'État. Notre rôle consiste donc à accompagner l'État en mettant à sa disposition le bitume nécessaire à ses projets.

Nous avons également des exigences fortes en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et de développement durable. Une grande entreprise doit intégrer ces dimensions dans sa stratégie de croissance afin d'assurer sa pérennité et de rassurer ses partenaires. Nous évoluons dans un secteur particulièrement exigeant.

### **D'où provient le pétrole utilisé pour produire votre bitume ?**

Le pétrole brut traité par la SMB provient principalement d'Amérique latine. La raison est simplement parce qu'il n'existe pas, en Afrique de l'Ouest, de pétrole brut véritablement adapté à notre activité. En

Afrique du Nord, les faibles quantités disponibles sont majoritairement consommées localement. Nous importons donc notre pétrole brut de Colombie, du Venezuela et du Mexique. Malgré les tensions sur les marchés internationaux, nous ne rencontrons pas, pour l'instant, de difficultés d'approvisionnement.

Avec les récentes découvertes de champs pétroliers en Côte d'Ivoire, il est possible qu'à l'avenir nous disposions d'un brut compatible avec nos besoins. À défaut, nous pourrions envisager, si nécessaire, d'adapter notre procédé de production afin de fabriquer du bitume à partir des bruts disponibles dans la sous-région. Cela nous permettrait de réduire notre dépendance extérieure.

### **Comment est structuré le secteur du bitume et quels en sont les principaux acteurs ?**

C'est un secteur très structuré. Il y a d'abord les producteurs, c'est-à-dire les raffineurs ou les importateurs, comme nous. Ensuite viennent les distributeurs tels que Shell, Total, Petro Ivoire, Libya Oil, entre autres. Enfin, il y a les consommateurs finaux, principalement les entreprises de BTP.

Lorsqu'une société de BTP remporte un marché, elle se tourne vers les distributeurs pour s'approvisionner. Toute la chaîne obéit à des exigences strictes, notamment en matière de transport, de stockage et de sécurité.

Il existe plusieurs types de bitume et nous veillons à produire les qualités adaptées à chaque besoin. La durabilité et la qualité des routes en dépendent directement.

### **Au plan international, la SMB bénéficie d'un bon rayonnement. Parlez-nous-en !**

Je voudrais d'abord évoquer l'Association des Raffineurs et Distributeurs Africains (ARDA), fondée en 2006. Cette organisation regroupe des raffineurs de pétrole, des importateurs, des exploitants de terminaux, de grands distributeurs ainsi que des organismes de régulation du secteur.

Au lendemain des indépendances, de nombreuses raffineries avaient vu le jour en Afrique. Mais face à des coûts de maintenance élevés et à des difficultés de rentabilité, la plupart ont disparu. Pour notre part, nous avons eu la chance de bénéficier du soutien des États, ce qui nous a permis de maintenir nos activités.

Par ailleurs, les spécifications techniques ont fortement évolué au fil des années, ce qui représente un défi permanent pour les raffineries africaines.



Au sein de l'ARDA, nous échangeons donc sur les bonnes pratiques afin d'aider nos structures à maintenir leurs standards aux meilleurs niveaux internationaux.

C'est une association qui, en vingt ans d'existence, a largement démontré son utilité et son efficacité. D'ailleurs, du 13 au 17 avril 2026, nous étions réunis au Cap, en Afrique du Sud, à l'occasion de l'Assemblée générale organisée dans le cadre de l'ARDA Week 2026.

### **En tant que présidente de l'ARDA, quel message avez-vous porté lors de cet événement ?**

Nous avons fait le bilan du chemin parcouru, notamment de ces deux décennies de croissance, d'impact et d'engagement partagé.



Aujourd'hui, de nombreux acquis ont été enregistrés et nous devons poursuivre le travail de sensibilisation auprès des gouvernements, des populations et de nos partenaires sur l'importance des raffineries et leur rôle stratégique dans les économies africaines. Ce sont de grandes industries et de véritables stabilisateurs économiques.

À l'horizon 2050, l'Afrique comptera près de 2,5 milliards d'habitants. Une personne sur quatre dans le monde sera africaine. Tous ces gens auront des besoins énergétiques considérables. Or, l'Afrique dispose de ressources en pétrole brut. Il est donc essentiel d'investir dans les raffineries ainsi que dans les infrastructures logistiques afin de produire et de transformer notre pétrole sur le continent. Cela permettra de créer davantage de valeur ajoutée et

d'accélérer l'industrialisation de l'Afrique.

Nous avons également évoqué la nécessité de renforcer la formation. À ce titre, nous envisageons une collaboration avec l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) afin de faciliter la mobilisation de financements.

La bonne nouvelle, c'est que nos membres sont aujourd'hui mieux structurés. J'insiste d'ailleurs sur l'importance, pour les entreprises africaines, de se structurer davantage et de s'aligner sur les standards internationaux afin d'être en mesure de lever des fonds.

On ne peut plus se présenter devant une banque avec des comptes non normalisés tout en espérant obtenir des financements. Les ressources existent, les besoins sont réels et le marché est porteur. Il faut donc travailler au renforcement de la crédibilité et de la gouvernance des entreprises. C'est ce qui permettra de dynamiser les investissements dans le secteur.

En avril 2020, le Conseil d'administration d'Euro-bitume, l'organisation européenne de l'industrie du bitume, a coopté la SMB en tant que premier membre international non européen. Il s'agit d'un cercle très fermé, avec un niveau d'exigence particulièrement élevé.

Nous sommes fiers d'appartenir à ce réseau. Au-delà des opportunités de réseautage, cela nous permet de renforcer nos compétences et de rester informés des méthodes de production ainsi que des nouveaux standards internationaux. Le partage d'informations y occupe également une place importante.

### Un mot de fin pour clore cet entretien ?

Le secteur pétrolier est relativement bien structuré en Côte d'Ivoire. Tous les maillons de la chaîne y sont implantés, grâce à la vision des gouvernements successifs qui, depuis l'indépendance, ont accordé une attention particulière à ce secteur.

Aujourd'hui, une nouvelle ère pétrolière s'ouvre pour la Côte d'Ivoire. Les retombées attendues pour le pays et les populations sont considérables, notamment en matière de création d'emplois. Toutefois, il est essentiel de continuer à suivre l'évolution du secteur afin de ne pas se laisser dépasser.

Il faut investir dans les infrastructures. Nos jeunes sont créatifs. Si nous leur donnons les moyens nécessaires, notamment des routes de qualité et un environnement favorable, ils pourront échanger, entreprendre et créer davantage de croissance pour le pays.

## Femme d'exception, dirigeante de vision !



À la Société Multinationale de Bitumes, Marie-Joséphine SIDIBE est dans son marigot. Elle maîtrise son sujet ! Première femme à la tête de cette entreprise stratégique ivoirienne fondée en 1976, elle incarne la méritocratie. Originnaire d'Abengourou (chef-lieu de la région de l'Indénié-Djuablin, à l'est de la Côte d'Ivoire, à 210 km d'Abidjan, cité royale historique fondée au XVIII<sup>e</sup> siècle), Marie-Joséphine est une princesse. « J'ai grandi dans un environnement un peu particulier avec le respect strict des valeurs de respect, du travail, de dignité et d'honnêteté », confie la Princesse, qui revendique son ascendance royale. Diplômée de l'École Supérieure de Commerce d'Abidjan (ESCA), elle se spécialise en marketing avant de poursuivre des formations en gestion des fonds communs de placement et en anglais au Royaume-Uni. Après ses études, elle entame sa carrière professionnelle à la Société Générale, en France puis en Côte d'Ivoire. En 1991, elle rejoint la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR), où ses compétences lui permettent de gravir les échelons. Aujourd'hui installée dans le fauteuil de Directrice générale de la SMB, elle inspire le respect dans le milieu industriel grâce à ses

performances et à son leadership visionnaire, y compris au-delà des frontières ivoiriennes. « Mon parcours et mes performances sont le fruit de mes efforts personnels. Je dois rendre hommages à ma famille, mon époux, et mes chefs qui m'ont toujours soutenue. C'est un parcours de plus de 30 ans que j'ai toujours voulu baser sur l'excellence et une vision de progrès », déclare Marie-Joséphine SIDIBE, qui occupe la 2<sup>e</sup> place dans le Classement des femmes dirigeantes des plus grandes entreprises de Côte d'Ivoire, publié en mars 2025.

Aux jeunes filles qui rêvent de faire carrière dans les sphères industrielles, traditionnellement reconnues comme très masculines, la dirigeante recommande le travail, l'ambition, la patience et la formation continue. « La mondialisation impose des normes plus strictes dans plusieurs domaines et il est important par exemple d'être bilingue pour avoir la capacité de travailler partout », conseille Marie-Joséphine SIDIBE, qui rappelle : « si vous voulez réaliser des résultats exceptionnels, vous devez travailler plus que les autres ».

LAK

## La route, levier stratégique du développement économique en Côte d'Ivoire

# Le Fonds d'Entretien Routier, acteur clé de la transformation nationale



Mme Nina TOHE LASMEL, Directrice Générale du Fonds d'Entretien Routier (FER)

**L**e Fonds d'Entretien Routier (FER) est une Société d'État ivoirienne créée par décret le 19 septembre 2001, placée sous la tutelle technique du Ministère des Infrastructures et de l'Entretien Routier.

Sa mission est précise et structurante : mobiliser, sécuriser et gérer les ressources financières à la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'ouvrage déléguée, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, les études et travaux d'entretien routier.

En Afrique de l'Ouest, où 90 % des déplacements s'effectuent par le réseau routier, les infrastructures routières revêtent une portée stratégique de premier ordre, tant pour la compétitivité économique des pays que pour l'intégration régionale. En Côte d'Ivoire, dont le réseau routier constitue la véritable colonne vertébrale des échanges économiques et de la cohésion territoriale, cet enjeu prend une dimension encore plus déterminante.

Le FER Côte d'Ivoire opère selon un modèle de financement dédié et pérenne, fondé sur plusieurs sources de revenus affectées exclusivement à l'entretien routier : redevances prélevées sur la vente des produits pétroliers à usage routier, droits de péage sur les grands axes, redevances des postes de pesage, subventions de l'État et appuis de partenaires techniques et financiers internationaux.

Par disposition légale dérogatoire au principe d'unicité de caisse de l'État, ces ressources sont logées dans des comptes sécurisés, à l'abri des aléas budgétaires, garantissant leur disponibilité, leur traçabilité et leur affectation exclusive aux travaux routiers. Ce mécanisme fait du FER Côte d'Ivoire une institution financièrement sécurisée et un interlocuteur fiable pour tout partenaire souhaitant s'engager dans le financement des infrastructures ivoiriennes.

### **Un réseau en expansion au service de la mobilisation des ressources**

Le FER Côte d'Ivoire gère, en date de Mai 2026, 15 postes de péage opérationnels sur les principaux axes du pays, auxquels s'ajoutent 7 sites de pesage, une aire de stationnement moderne pour les poids lourds et la radio des routes et autoroutes FER-FM. Cette politique active de commercialisation de la route génère des recettes directement réinvesties dans l'entretien des infrastructures. C'est un cercle vertueux : plus le réseau est entretenu, plus il est utilisé ; plus il est utilisé, plus les ressources pour l'entretenir sont mobilisées.

### **La route au service des ambitions nationales**

L'action du FER Côte d'Ivoire s'inscrit pleinement dans le cadre des Plans Nationaux de Développement (PND) successifs, qui ont fait des infrastructures routières un axe stratégique prioritaire. Le PND 2021-2025 a mobilisé plus de 3 000 milliards de FCFA pour les infrastructures routières, dans un programme d'investissement global de 59 000 milliards. Ces efforts ont permis de porter le réseau bitumé national à plus de 9 000 km en 2025, contre

6 514 km en 2011, et de plus que doubler le nombre de ponts et échangeurs sur la période.

Le FER est le gardien de ce patrimoine : construire des routes est un investissement ; les entretenir, c'est en préserver la valeur sur le long terme.

« Notre pays a fait le choix d'une approche structurée et continue en matière d'infrastructures routières. Il dispose aujourd'hui d'un cadre macroéconomique stable, d'une vision claire et d'institutions dédiées à leur préservation. »

### **Des routes durables pour une économie qui avance**

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao et une plaque tournante régionale pour le commerce et la logistique ouest-africaine.

Des routes praticables toute l'année, ce sont des délais d'acheminement réduits pour les producteurs agricoles, des corridors régionaux compétitifs, une chaîne de valeur agro-industrielle plus performante. C'est aussi l'amélioration du capital humain à travers l'accès aux centres de santé, établissements scolaires et à l'emploi pour des millions d'ivoiriens.

Entretenir les routes, c'est donc soutenir les conditions de la croissance inclusive voulue par le Président de la République, Son Excellence M. Alassane OUATTARA.

### **Une institution de référence, ouverte sur l'avenir**

Fort de 1 927 agents en mai 2026 dont 50,2% de femmes, doublement certifié ISO 9001 et ISO 45001, lauréat de cinq distinctions nationales et internationales entre 2023 et 2025, et hôte de la 21e Assemblée générale de l'Association africaine des Fonds d'Entretien Routier (AFERA) réunissant 35 pays à Abidjan en 2024, le FER Côte d'Ivoire s'est imposé comme une référence en matière de gouvernance des entreprises publiques africaines. En 2026, année de son 25ème anniversaire, l'institution aborde l'avenir avec une ambition claire : un FER plus résilient face aux défis climatiques, plus prédictif dans sa gestion des infrastructures qu'il exploite, et plus innovant dans ses solutions de financement au service d'une Côte d'Ivoire qui avance.

---

**FER : 25 ans à entretenir l'avenir · Des fondements solides. Des routes d'avenir.**

# FORUM RSE

**8ÈME ÉDITION DES  
RENCONTRES DE LA RSE**

**Les Trophées RSE / ODD**

**« La finance durable, moteur  
du développement équitable  
et écoresponsable »**



Cotonou, les 25 et  
26 juin 2026



+229 01 97 30 43 83



contact@mindo-consultants.com



mindo-consultants.com





## Réhabilitation du Chemin de fer Congo-Océan Un pari économique pour relancer la machine congolaise

**Au Congo, la relance du CFCO (Chemin de fer Congo-Océan) s'impose comme l'un des chantiers économiques les plus structurants du pays. Derrière les annonces politiques et les cérémonies officielles, se joue une bataille décisive pour la compétitivité, la stabilité des prix et la diversification de l'économie nationale.**

► Par Par Grace-Nature

inauguré en 1934, le CFCO relie Brazzaville à Pointe-Noire sur plus de 500 kilomètres. Longtemps considéré comme l'épine dorsale du système logistique congolais, il a progressivement perdu de sa substance, victime

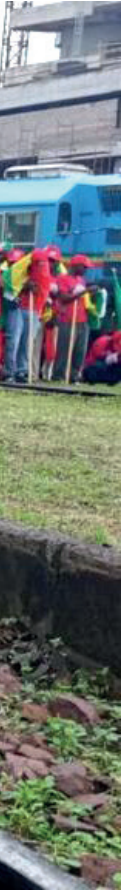
du sous-investissement, de la mauvaise gestion et des crises sécuritaires dans le département du Pool.

« Aujourd'hui, le rail ne joue plus son rôle de régulateur économique », constate un cadre du ministère des Transports. Et

d'ajouter : « Cela crée une dépendance excessive à la route, plus coûteuse et moins adaptée aux volumes industriels. »

**Une économie pénalisée par la désorganisation logistique**

Les conséquences de la dégra-



dation du CFCO se diffusent dans l'ensemble du tissu productif. Dans le secteur agricole, les producteurs du département du Pool peinent à écouler leurs récoltes.

« Nous produisons, mais nous ne pouvons pas acheminer. Les coûts de transport routier ont doublé, et une partie de la production est perdue », explique Jean-Marie Ndziessi, exploitant agricole.

Même constat dans le secteur énergétique. Pour les distributeurs de gaz butane, la désorganisation du transport ferroviaire a entraîné une hausse significative des coûts logistiques.

« Le rail permettait d'absorber les volumes à moindre coût. Aujourd'hui, nous n'avons pas de choix que de répercuter une partie de ces charges sur les consommateurs », souligne sous couvert d'anonymat, un responsable de la société de distribution pétrolière GPLSA.

Le port de Pointe-Noire, principal hub d'exportation du pays, subit également les effets de cette défaillance structurelle. Les flux de bois, de minerais et de produits pétroliers sont ralentis, affectant directement les recettes d'exportation.

« Nous avons des stocks immobilisés faute de transport fiable. Cela réduit notre compétitivité à l'international et augmente les coûts de stockage », témoigne un habitant de Kinkala.

Dans le secteur minier, notamment autour de Mayoko, les ambitions de diversification économique restent freinées.

### Un chantier aux attentes élevées

Face à cette situation, le gouvernement a lancé un programme de réhabilitation estimé à près

de 600 millions de dollars, avec l'appui de partenaires internationaux, dont Hunan Construction Investment Group.

D'ici à 20230, le projet prévoit le renouvellement complet des rails, la modernisation des infrastructures, l'introduction de systèmes de signalisation numérique et l'acquisition de nouvelles locomotives. Un projet estimé à 595 millions de dollars (environ 360 milliards FCFA).

Pour le chef de l'État congolais, l'enjeu est clair : « Il faut impérativement restaurer cet outil stratégique au service de la croissance et de l'intégration nationale. » D'où sa réhabilitation prévue sur 5 ans après le coup de démarrage des travaux donné le 27 février 2026.

Pour le ministre de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux, et vice Premier ministre Jean Jacques Bouya, « Au terme de ces travaux, le CFCO, tendon d'Achille de l'économie congolaise et levier de développement économique sous-régional, permettra de consolider le système de transport multimodal au service des grands projets de développement agricole, minier et industriel, avec comme corolaire la création des emplois au profit des jeunes et l'amélioration des conditions de vie de la population ».

Seulement, au-delà des investissements, nombre de congolais encore septiques s'accordent à dire que la réussite dépendra avant tout de la gouvernance. « Injecter des fonds ne suffira pas », prévient Alcème Tsassa Fumu-Kanda, politologue. « Il faut une réforme en profondeur de la gestion, avec des mécanismes de transparence et de performance », souligne-t-il.

De nombreux salariés impayés

depuis des lustres, eux, insistent sur la question salariale et les conditions de travail. « Les arriérés de salaires ont détruit la confiance », rappelle un représentant des cheminots pour qui : « Sans stabilité sociale, aucune relance durable n'est possible. »

### Le CFCO, une équation complexe

Si elle est menée à bien, la réhabilitation du CFCO pourrait générer un effet d'entraînement significatif : baisse des coûts de transport, amélioration de la compétitivité des entreprises, stabilisation des prix des denrées, relance des exportations, création d'emplois directs et indirects.

Pour Josué Rodrigue Ngouniba, nouveau ministre des transports, l'objectif est pragmatique. « Ce sont les résultats qui comptent », martèle-t-il.

Entre ambitions politiques, attentes économiques et contraintes structurelles, la réhabilitation du CFCO apparaît comme un test grandeur nature pour l'économie congolaise. Comment alors amorcer les premières déclinaisons opérationnelles de la réhabilitation du CFCO dans un contexte de récession économique ?

Il convient de relever que le FMI vient de revoir à la baisse ses prévisions de croissance pour le Congo au titre de l'exercice 2026, les ramenant à 2,8 %, alors que le CNEF tablait sur 5,3 % et que la loi de finances 2026 retenait une hypothèse de 3,6 %.

The image shows a close-up of the S&P Global logo mounted on a modern building's facade. The logo consists of the letters 'S&P' in a bold, sans-serif font, followed by 'Global' in a similar font. The letters are three-dimensional and appear to be made of a light-colored material, possibly metal or plastic, with a dark shadow cast behind them. The building's facade is a light beige or off-white color, and there are dark window frames visible above and below the logo.

## États-institutions contre Agences de notation

# Un trouble profond lié à la remise en cause d'un système

De Dakar à Abuja, en passant par Le Caire, la défiance envers les agences de notation internationales grandit en Afrique. Contestations de notes souveraines et ruptures de collaboration relancent le débat sur l'adaptation de leurs méthodes aux réalités économiques du continent.

► Par Bacary DABO

**L**a crise de confiance entre des États et des institutions africains et les agences de notation internationales s'amplifie. Un partenariat en mal qui révèle, plus qu'un désamour,

une brusque aggravation d'un état chronique. Un choc accompagné de cris de fureur. Des agacements débordent et révèlent la nature de la crise, le sens des désaccords qui s'intensifient au fil des ans. À l'origine une

notation financière qui assoit un accès durablement coûteux aux capitaux internationaux alors que l'Afrique est confrontée à des besoins massifs de financement pour ses infrastructures, sa transition énergétique et son

industrialisation.

En janvier 2026, Afreximbank (Banque africaine d'import-export) a mis fin à sa relation avec Fitch Rating après plusieurs dégradations de sa note, invoquant des divergences méthodologiques et des incompréhensions sur la qualité de ses actifs et la conformité aux normes comptables internationales.

Le samedi 11 octobre 2025, le Sénégal avait contesté la notation de Moody's qui a abaissé à deux reprises la note de sa dette à long terme à « Caa1 » contre « B3 » auparavant. Une notation assortie d'une perspective négative. Le ministère des finances disait avoir pris connaissance, avec regret, de la décision de l'agence de notation Moody's Investor Service, Inc., en date du 10 octobre 2025, relative à la notation souveraine de son pays. En 2022, Fitch Rating a publié une notation sur la Tunisie en dehors du calendrier prévu, sans tenir compte de toutes les informations disponibles. L'agence a corrigé cette erreur trois mois plus tard, sous la pression réglementaire européenne.

Moody's a révisé la note du Cameroun après une interprétation erronée d'impôts supplémentaires.

La note du Nigeria a été abaissée puis relevée en l'espace de sept mois par S&P (Standard & Poor's). Ce qui a suscité des critiques sur les méthodologies des agences de notation.

Les restructurations de dette de pays comme la Zambie ou le Ghana ont ravivé les tensions. Les longues négociations avec les créanciers, notamment du Cadre commun du G20, ont souvent été accompagnées de notations sévères, accentuant la pression sur les économies

concernées.

### Un équilibre à reconstruire

Ces désaccords soulignent les tensions entre les agences de notation et les pays africains, qui estiment souvent que les méthodologies des agences ne reflètent pas fidèlement leur situation économique.

Devant cet état de fait, des observateurs pointent plusieurs facteurs pour expliquer les désaccords entre les agences de notation financière et des pays ou institutions africains.

Ils ont fustigé les différences méthodologiques avec le fait que chaque agence a sa propre approche pour évaluer la solvabilité. Ce qui peut conduire à des notations divergentes.

L'asymétrie de l'information n'a pas été épargnée. Pour eux, les agences s'appuient sur les informations fournies par les émetteurs, alors que celles-ci peuvent être incomplètes ou manipulées.

Les principales agences mondiales comme Moody's, Standard & Poor's et Fitch Ratings exercent une influence déterminante sur la perception du risque souverain. Une dégradation de note entraîne une hausse des primes de risque, renchérissant le coût des emprunts sur les marchés internationaux.

Plusieurs gouvernements africains dénoncent des méthodologies jugées rigides, procycliques et insuffisamment adaptées aux réalités structurelles du continent avec un niveau d'informalité élevée, la dépendance aux matières premières, la vulnérabilité climatique, ou encore des chocs exogènes comme la pandémie.

Par ailleurs, il y'a des conflits d'intérêts avec le modèle

économique des agences, où l'émetteur paie pour être noté. Ce qui peut inciter à la complaisance. Une subjectivité est aussi dénoncée avec le fait que les analystes des agences peuvent avoir des jugements, des interprétations et des biais différents. Entre autres griefs figure un horizon temporel. Les agences peuvent avoir des perspectives à court ou long terme différentes, la dynamique du marché avec les conditions économiques et les tendances du secteur qui peuvent influencer les notations. À cela s'ajoute la réglementation avec les cadres réglementaires qui peuvent varier et influencer les décisions des agences. Beaucoup d'observateurs estiment que ces facteurs contribuent à la complexité des désaccords de notation et soulignent la nécessité d'une transparence et d'une régulation accrues.

Dans cette crise entre les agences de notation financière et des États africains, le débat porte aussi sur la méthodologie. Plusieurs institutions panafricaines, dont la Banque africaine de développement (Bad), ont publiquement interrogé la cohérence des notations appliquées aux économies africaines. Selon certaines études internes, l'Afrique supporterait une « prime de risque » structurellement plus élevée que d'autres régions à fondamentaux comparables. Ce qui soulève une salve de critiques portant notamment sur la prise en compte limitée des actifs naturels et des réserves stratégiques ; l'appréciation des capacités fiscales à long terme ; l'évaluation des soutiens multilatéraux implicites.

Un divorce stratégique sous tension s'impose désormais comme un enjeu central de la souverai-

neté financière du continent. Derrière les débats techniques sur les notations se joue une bataille plus large. Celle de l'accès au financement, du coût de la dette et de la crédibilité économique des pays africains sur les marchés internationaux.

Face à cette défiance, des voix s'élèvent pour accélérer la mise en place d'agences de notation africaines crédibles et reconnues par les investisseurs internationaux. L'enjeu ne serait pas de remplacer les agences internationales, mais de proposer une lecture complémentaire, ancrée dans les spécificités régionales. Pour certains, la question est aussi politique. Il s'agit de renforcer l'architecture financière africaine pour réduire la dépendance aux centres de décision extérieurs.

### Une méthodologie à adapter

Ce débat virulent laisse entrevoir de nouvelles solutions préconisées pour résoudre les désaccords entre les agences de notation financière et les pays ou institutions africains.

Pour restaurer la confiance, il est préconisé d'accroître la transparence. Les agences de notation sont appelées à divulguer leurs méthodologies, hypothèses et sources de données pour réduire les écarts.

Les spécialistes plaident pour un environnement concurrentiel encourageant les agences de notation à améliorer l'exactitude de leurs évaluations.

Sur cette lancée, les organismes de réglementation sont priés de superviser les agences de notation pour garantir l'intégrité et la transparence du processus de notation.

Entre autres actions, il est souhaité la création d'un organisme indépendant pour valider les décisions de notation, la standardisation des méthodologies de notation à travers les agences pour minimiser les disparités, l'éducation des investisseurs sur les limites et les nuances des notations de crédit pour favoriser une prise de décision éclairée.

Dans cette dynamique, les agences de notation, les régulateurs et les acteurs du marché

sont invités à collaborer pour harmoniser les méthodologies, partager les meilleures pratiques et faire face aux risques systémiques.

Pour les marchés, la crédibilité des notations repose sur l'indépendance et la rigueur méthodologique. Pour les États africains, l'enjeu est d'obtenir une évaluation plus nuancée, tenant compte des trajectoires de réforme et des perspectives de croissance.

Au-delà du conflit de confiance, une certitude s'impose. L'Afrique, confrontée à des besoins massifs de financement pour ses infrastructures, sa transition énergétique et son industrialisation, ne peut pas se permettre un accès durablement coûteux aux capitaux internationaux.

Le débat sur les agences de notation dépasse ainsi la technique financière. Il interroge la place de l'Afrique dans la gouvernance économique mondiale et sa capacité à redéfinir les règles du jeu.





Patrice Talon, ancien président du Bénin

## Bénin

# Quel héritage économique laisse Patrice Talon ?

**Dix années de réformes, de grands chantiers et de performances économiques saluées par les partenaires internationaux, plusieurs observateurs africains, mais aussi nombre de ses compatriotes. Au terme de ses deux mandats, quel héritage Patrice Talon laisse-t-il au Bénin ?**

► Par Jesdias LIKPETE

**L**es chiffres traduisent une dynamique rarement observée dans l'histoire économique récente du pays. Selon la Banque mondiale, la croissance du Bénin a atteint 7,5 % en 2024, son niveau le plus élevé depuis 1990. Une progression portée notamment par les services et l'industrie, avec une prévision de croissance moyenne de 7,1 % entre 2025 et 2027. Cette évolution s'inscrit dans une trajectoire de transformation engagée dès les premières années de la gouvernance Talon.

L'ambassadeur Babacar Sané BA, ancien diplomate sénégalais et spécialiste de la diplomatie économique, voit dans ce parcours l'un des tournants majeurs de la sous-région. « Le bilan économique du Président Patrice Talon est, à bien des égards, l'un des plus structurants d'Afrique de l'Ouest sur la

dernière décennie », estime-t-il. Selon lui, « le Bénin a connu une dynamique de croissance soutenue, une modernisation de ses finances publiques, une amélioration de la mobilisation des recettes internes et une volonté manifeste de transformer l'économie ».

Cette ambition de transformation s'est traduite par la mise en place d'une architecture économique plus structurée autour de la planification. Le Plan national de développement (PND) 2018-2025 a été conçu pour inscrire l'action publique dans une logique durable, articulée autour du capital humain, de la compétitivité économique, de la gouvernance et du développement territorial.

### Une machine économique remise en ordre

L'un des marqueurs du mandat Talon reste la

gestion des finances publiques. Depuis 2016, les recettes fiscales progressent régulièrement grâce à l'amélioration du recouvrement et à la digitalisation des procédures. Le Fonds monétaire international a également salué les réformes fiscales engagées. Observateur attentif de la dynamique économique régionale, Babacar Sané BA souligne cette évolution : « Patrice Talon a imprimé une culture du résultat, parfois exigeante, parfois verticale, mais incontestablement tournée vers l'efficacité administrative », a-t-il noté.

Les résultats macroéconomiques renforcent cette lecture. Le déficit budgétaire est revenu à 3 % du PIB en 2024, permettant au pays de respecter à nouveau le critère de convergence de l'UEMOA pour la première fois depuis cinq ans. Pour l'analyste, cette rigueur a progressivement transformé le regard extérieur porté sur le pays. « Le Bénin est passé de l'image d'un petit État stable mais relativement discret à celle d'un pays réformateur, sérieux dans la gestion macroéconomique et crédible auprès des bailleurs, des investisseurs et des marchés financiers », confie-t-il.

## Infrastructures, industrie : la vitrine du "Bénin révélé"

L'autre pilier du legs économique repose sur les investissements structurants. Routes, moderni-

sation du port, numérisation de l'administration, énergie, logistique : plusieurs secteurs ont été ciblés. La Zone industrielle de Glo-Djigbé apparaît aujourd'hui comme l'un des symboles de cette stratégie industrielle. Sa première phase représente un investissement de 1,4 milliard de dollars et accueille déjà plus d'une trentaine d'industries ayant généré près de 10 000 emplois. Les premières exportations estampillées "Made in Benin" y ont été lancées.

Pour Babacar Sané BA, ces investissements ont profondément modifié la perception des investisseurs, le Bénin étant aujourd'hui « perçu comme un pays plus lisible, plus organisé et plus ambitieux ». Il explique que les investisseurs apprécient généralement trois éléments : la stabilité macroéconomique, la clarté des réformes et la capacité de l'État à exécuter ses projets. Trois leviers sur lesquels le Bénin a précisément progressé, selon le consultant international.

## Les chiffres progressent, les attentes aussi

L'un des principaux défis de l'héritage Talon réside toutefois dans sa traduction sociale. La croissance économique, aussi élevée soit-elle, ne garantit pas automatiquement une amélioration des conditions de vie. La Banque mondiale estime qu'une croissance soutenue accompagnée d'une inflation maîtrisée pourrait réduire la pauvreté à 22,3 % d'ici 2027. En parallèle, les politiques budgétaires et les transferts sociaux ont déjà contribué à réduire les inégalités. Bien que des progrès aient été observés au cours des dix dernières années, avec un taux de pauvreté passé de 38,5 % en 2019 à 36,2 % en 2022, des efforts supplémentaires restent nécessaires.

« La croissance ne suffit pas à elle seule à juger un héritage économique. Le véritable enjeu reste la transformation de cette performance en emplois massifs, en pouvoir d'achat, en réduction durable de la pauvreté et en inclusion sociale », explique Babacar Sané BA. Selon lui, une croissance forte peut être politiquement fragile si elle n'est pas suffisamment ressentie par les populations.

En conséquence, le prochain cycle devra, selon lui, dépasser la logique des chiffres. Il devra être celui de l'inclusion, de l'apaisement, de la transformation sociale et de la consolidation démocratique. Après avoir convaincu les institutions et les marchés, il reste désormais à convaincre les ménages. Et ce sera là le défi du nouveau président de la République, Romuald Wadagni.



Babacar Sané BA, ancien diplomate sénégalais et spécialiste de la diplomatie économique

## "Forward Africa" au Kenya

# New deal pour « l'Afrique qui va réussir »

Échaudé, violemment et régulièrement pris à partie dans plusieurs régions d'Afrique subsaharienne, le président Emmanuel Macron a cette fois pleinement pris la juste mesure des réalités africaines.

► Par Yao Noël



Le président français Emmanuel Macron et son homologue kényan William Ruto

**A**vec une subtilité teintée d'opportunisme, voire de malice, le dirigeant français a eu l'idée de concevoir un nouveau format : « Forward Africa » ou « L'Afrique en avant », tout en choisissant de le coorganiser, les 11 et 12 mai, avec le président kenyan William Ruto.

Le Kenya, pays anglophone d'Afrique de l'Est, n'a en effet pas encore atteint ce niveau de rejet observé ces dernières années dans plusieurs pays du continent où la France est quotidiennement honnie et parfois même publiquement humiliée. Du côté français, l'on sussure que le chef de l'État, en choisissant à la fois cette formule et ce pays, a voulu « s'extirper des déboires accumulés en Afrique francophone », notamment au Sahel avec les pays de l'AES

(Alliance des États du Sahel), à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger, dirigés par des militaires putschistes ayant pris le pouvoir d'État.

Sans compter que le président kenyan apparaît lui-même comme « un allié-clé pour réformer l'architecture financière internationale afin de mieux mobiliser l'argent privé en ces temps de disette de l'aide publique au développement ».

Voilà donc les raisons ayant motivé le choix de Nairobi par le président Emmanuel Macron, soutenu dans cette démarche par le dirigeant kenyan William Ruto, lui aussi en quête de légitimité avant le prochain sommet du G7 à Évian, en France.

Il est censé y représenter l'ensemble du continent africain. La stature politique du président Ruto s'en trouve ainsi renforcée. Exit donc les longues et habi-

tuelles messes diplomatiques franco-africaines dans le style de la désormais honnie et surannée « Françafrique ».

Désormais, la France entend changer de paradigme en mettant l'accent sur les investissements et les financements privés.

### Forum de dirigeants d'entreprise

À Nairobi, les 11 et 12 mai, la délégation française ressemblait davantage à un forum d'entrepreneurs, ou plus précisément d'entreprises à la recherche de nouveaux marchés, d'opportunités et d'investissements sur le continent africain.

Comme pour le sommet de juin à Évian, en France, les priorités portent désormais sur l'intelligence artificielle, les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient ainsi que leurs répercussions sur l'économie mondiale, mais aussi sur d'autres initiatives lancées à Nairobi, notamment le mécanisme de garantie de « première perte » avec l'African Trade and Investment Development Insurance (ATIDI).

Les lignes bougent désormais dans le sens d'une coalition occidentale plus active, à commencer par l'Allemagne et les autres membres du G7.

En attendant, et de manière plus concrète, les nombreuses réunions entre dirigeants et hommes d'affaires à Nairobi ont posé les jalons d'un « new deal africain » orienté vers un véritable partenariat « gagnant-gagnant ».

La logique d'une exploitation servile, aveugle et éhontée des pays africains par certaines entreprises occidentales semble désormais dépassée face aux nouvelles revendications « souverainistes » et « panafricanistes » portées par la jeunesse et les peuples du continent.

## 15 087 milliards FCFA d'investissements

Ainsi, à l'issue des travaux et des discussions, le président Emmanuel Macron a annoncé, non sans fierté, environ 15 087 milliards FCFA d'investissements pour l'Afrique.

Sur ce montant équivalant à 23 milliards d'euros, 14 milliards

proviendraient d'investissements strictement français, à la fois publics et privés.

La nouvelle orientation française repose sur une conviction : l'Afrique a davantage besoin d'investissements que d'aide publique.

Neuf milliards de ces investissements seront africains, avec pour principaux secteurs concernés la transition énergétique, l'intelligence artificielle et le numérique, l'économie bleue (ressources liées à l'eau), l'agriculture, la santé, entre autres.

En tout état de cause, tous comptes faits, « AFRICA FORWARD », à Nairobi, se présente comme un nouveau

départ : un nouveau récit, un nouveau paradigme, un nouveau partenariat « WIN-WIN » (gagnant-gagnant).

De l'assistance, voire de l'assistanat, cette nouvelle ère semble vouloir évoluer vers une relation d'affaires plus équilibrée, d'égal à égal, à condition toutefois que les engagements pris dans cette volonté affichée de réforme ne demeurent pas, comme auparavant, de simples vœux pieux.

Alors, l'on se prend à rêver d'une aube nouvelle pour l'Afrique qui "va réussir", selon les mots du président Emmanuel Macron, et "on réussira avec", promet-il avec force engagement et détermination.

## M. Darius Okolla, chercheur et écrivain kenyan en sciences économiques et politiques

### « L'Afrique doit définir sa place et tracer sa propre voie »

Au terme des travaux d'Africa Forward (11-12 mai), organisés au Centre international Kenyatta de Nairobi, IMPACT BUSINESS a interrogé M. Darius Okolla, chercheur et écrivain kenyan en sciences économiques et politiques, qui a pris part aux débats.

#### ► Entretien réalisé Yao Noël



#### Selon vous, quels sont les principaux enseignements et résultats à retenir du sommet Africa Forward de Nairobi ?

-Le principal résultat est qu'il a suscité une réflexion critique sur la position politique du Kenya au fil des années, ainsi que sur la place qu'occupent les intérêts américains,

britanniques, chinois et français dans la région et plus largement sur l'ensemble du continent africain. Voilà, en résumé, ce que je peux en retenir.

#### À vous entendre, quel rôle la France peut-elle concrètement jouer dans le développement de l'Afrique ? Dispose-t-elle encore des moyens d'y contribuer efficacement ?

-Dans un monde multipolaire, l'Afrique doit définir sa place et tracer sa propre voie. Le développement de l'Afrique est avant tout une priorité africaine, et non celle de quelqu'un d'autre. La France, comme les autres puissances, poursuit ses propres intérêts, qui ne coïncident pas toujours avec les besoins et les priorités du continent africain.

#### À vous écouter, faut-il alors tourner la page de la coopération économique traditionnelle ?

-Non ! La coopération est la bienvenue, mais elle ne doit pas être envisagée comme une démarche

désintéressée. Si l'aide peut être appréciable, le travail de fond devra être accompli par les Africains eux-mêmes, sur le continent comme au sein de la diaspora.

#### En définitive, Africa Forward peut-il répondre aux attentes des peuples africains en matière de souveraineté, de liberté et d'indépendance ?

-La vérité est que, selon moi, l'indépendance et les libertés africaines ne peuvent être garanties par personne d'autre que les Africains eux-mêmes : leurs constitutions, leurs croyances, leurs droits humains ainsi que le respect du temps, de la nature et de leur propre histoire.

#### Et concernant la souveraineté, notion aujourd'hui de plus en plus mise en avant sur le continent ?

-La souveraineté ne peut être ni déléguée ni louée. Elle doit être ancrée, définie et protégée dans le contexte de notre propre compréhension et reconnaissance de notre humanité en tant qu'Africains.



## République Démocratique du Congo

# Regard économique sur le Sept ans de Félix Tshisekedi

Sept ans après son accession à la présidence de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi met en avant un bilan économique axé sur la stabilisation du cadre macroéconomique, l'augmentation des recettes publiques et la relance des infrastructures stratégiques.

► Par Roger KABENGELE

**E**ntrée en fonction le 24 janvier 2019, Félix Tshisekedi dirige la République démocratique du Congo depuis sept (7) ans et trois (3) mois. Durant cette période, il a placé la reconstruction économique du pays au cœur de son mandat. Entre stabilisation

du franc congolais, maîtrise de l'inflation, modernisation des infrastructures et diversification des secteurs stratégiques de l'économie de la RDC.

### Stabilisation monétaire et discipline budgétaire

D'après le gouvernement et les données communiquées par la

Banque Centrale du Congo, la politique monétaire a été resserrée afin de contenir l'inflation et stabiliser le franc congolais. « Le taux de change est passé d'environ 2 800 CDF pour 1 USD à près de 2 095 CDF pour 1 USD. L'inflation annuelle, qui avait dépassé 13 %, a été ramenée dans une fourchette comprise entre 4 % et

6 %, selon les périodes », indique le gouvernement congolais.

Selon le ministère des Finances, dirigé actuellement par l'économiste Doudou Mfwamba, cette évolution serait liée à une meilleure coordination entre politique budgétaire et politique monétaire, à la réduction du financement monétaire du déficit et au renforcement des réserves internationales.

Le gouvernement met également en avant l'augmentation du budget national. Il est passé d'environ 4 milliards USD en 2019 à plus de 22 milliards USD en 2026. Une hausse due, selon les autorités, à une amélioration significative de la mobilisation des recettes internes grâce à la modernisation des régies financières et à la numérisation.

Sur le plan sécuritaire, la revalorisation de la solde des militaires constitue l'un des marqueurs du mandat. La solde men-

suelle d'un militaire du rang, estimée à environ 100 USD en début de mandat, a été portée progressivement à près de 300 USD. Même chose dans le secteur public, des ajustements salariaux ont été engagés afin d'accompagner la réforme de l'administration.

### Mise en œuvre de grands projets économiques

L'une des innovations majeures dans le secteur des transports aériens est le lancement de Air Congo, compagnie aérienne détenue à 51 % par l'État congolais et à 49 % par Ethiopian Airlines. Elle exploite trois Boeing 737-800, avec un objectif annoncé d'atteindre une dizaine d'appareils dans les prochaines années. Dans le même secteur, l'aéroport international de N'djili a bénéficié de travaux de modernisation. Des aéroports provinciaux, notamment à Lu-

bumbashi et Kisangani, ont été réhabilités.

Au-delà des transports, le gouvernement a misé dans le secteur halieutique. La RDC a acquis plus de cinq bateaux de pêche industrielle et semi-industrielle. L'objectif étant de renforcer la production locale et de créer les emplois. La digitalisation progressive de certains services publics et des réformes visant l'amélioration du climat des affaires ont aussi été engagées.

### Un bilan en construction

Selon le gouvernement central, ces sept années traduisent une volonté de stabiliser les fondamentaux économiques et de poser les bases d'une bonne transformation de l'économie de la RDC. Toutefois les défis restent considérables. « Les sept ans de Félix Tshisekedi sont positifs du point de vue économique, mais le plus grand défi reste la création d'emplois massifs, la transformation locale des minerais, la diversification réelle des exportations et la réduction durable de la pauvreté, c'est possible s'il y a une bonne discipline budgétaire, une lutte contre la corruption et une bonne transparence dans la gestion des affaires publiques » déclare Pascal Ilunga Banza, spécialiste en gestion économique à l'Université de Lubumbashi.

Le mandat de Félix Tshisekedi apparaît comme une phase de consolidation et de chantiers ouverts, mais l'opinion publique reste perplexe. Au vu des détournements, et autres corruptions qui font rage dans l'administration publique, des populations se demandent si la vision économique de Félix Tshisekedi sera concrétisée ?





Présidence du Sénégal

## Recours aux Total Return Swaps (TRS)

# Le Sénégal face à la révolution silencieuse des financements non conventionnels

Révéle par le Financial Times, le recours du Sénégal à un instrument financier de type Total Return Swaps (TRS) soulève de vives interrogations sur la gestion de la dette publique. Présentés comme des instruments techniques de trésorerie, ces montages financiers pourraient masquer une forme d'endettement plus coûteuse et plus risquée qu'il n'y paraît.

► Par Aïssatou DIOP

**A**yant émergé dans les années 1990, à la suite de l'évolution des produits dérivés de crédit et de la nécessité pour les banques de gérer les risques de contrepartie sans vendre leurs actifs, les Total Return Swaps (TRS) sont devenus, au fil

des années, un mécanisme de financement très souvent utilisé par les pays, notamment ceux en développement.

Il s'agit d'instruments financiers techniques qui permettent à un État d'obtenir des liquidités en échange d'engagements adossés à des actifs, notamment des obligations. En contrepartie,

l'État s'engage à verser des intérêts, souvent dans des conditions plus complexes qu'un emprunt classique. Cependant, du fait du coût élevé des taux de remboursement, leur usage fait débat chez les économistes. C'est le cas au Sénégal où, depuis la publication, le 23 mars 2026, d'un article du site d'infor-



Dr Mor Gassama, économiste

mation britannique Financial Times faisant état d'une dette de plus de 650 millions d'euros, soit près de 427 milliards de FCFA, contractée par le pays via ce mécanisme financier, la polémique s'enflamme. Responsables politiques, économistes et membres de la société civile y vont chacun selon leur interprétation du sujet.

D'ailleurs, pour dissiper la polémique sur une supposée « dette cachée », le ministère des Finances et du Budget s'est expliqué dans un communiqué de trois pages, détaillant point par point sa décision d'avoir recours à ce mécanisme de financement.

Le Sénégal a reçu 105 millions d'euros pour l'opération avec l'AFC, en contrepartie du transfert de la propriété de 150 millions d'euros d'obligations en francs CFA, assortis d'intérêts de 3,5 à 4 % sur un taux variable. En juin 2025, un second accord de trois ans a été conclu avec la First Abu Dhabi Bank, permet-

tant d'emprunter 300 millions d'euros en cédant la propriété d'environ 400 millions d'euros d'obligations.

Dans chaque opération, le Sénégal absorbe une « décote » initiale d'environ 30 %, c'est-à-dire qu'il cède 150 millions d'euros de titres pour recevoir 105 millions d'euros de liquidités.

Doctorant contractuel en finances publiques et chargé de cours à l'université de Poitiers, Mor Thiam lit, derrière cette sophistication juridique, une réalité économique. L'État reçoit du cash aujourd'hui contre des engagements futurs potentiellement coûteux. Selon lui, le débat porte désormais sur la manière de comptabiliser ces opérations et sur leur impact réel sur la dette publique.

À l'en croire, ces opérations ne doivent pas être regardées comme de simples produits dérivés, car elles s'apparentent économiquement à une forme d'endettement, même si leur qualification juridique est plus

complexe.

Habituellement utilisés par les banques et investisseurs institutionnels, les TRS permettent d'échanger la performance d'un actif contre un flux financier. Appliqué à un État, le mécanisme revient alors à transformer des obligations existantes en source immédiate de trésorerie. Un type de financement qui doit être intégré dans les analyses de soutenabilité de la dette, selon le FMI.

Pour sa part, l'économiste Dr Mor Gassama estime que la controverse vient surtout d'une incompréhension de l'instrument et de sa présentation. Car, au moment où certains y voient une forme de dette dissimulée, les autorités sénégalaises ont indiqué qu'il s'agissait d'une stratégie assumée.

En atteste, selon lui, les échanges réguliers entre le gouvernement et le FMI sur ces opérations, tels que mentionnés dans le communiqué du ministère des Finances et du Budget. Par conséquent, parler de dette cachée semble infondé, de l'avis de ce maître de conférences titulaire à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Toutefois, l'économiste reconnaît que les TRS ne sont pas des outils de gestion courante de la dette. Leur utilisation s'explique par la situation exceptionnelle que traverse le pays, notamment un niveau d'endettement élevé, un accès plus difficile aux marchés financiers et l'absence d'accord avec le FMI, qui limite les marges de manœuvre.

Pour lui, si le Sénégal a eu recours à cette méthode de financement, c'est simplement parce que le contexte actuel est marqué par un resserrement des conditions de financement,



Mor Thiam, Doctorant contractuel en finances publiques et chargé de cours à l'université de Poitiers,

plus élevé ou risquer un défaut de paiement. En ce sens qu'un défaut enverrait un signal très négatif aux marchés et aux partenaires.

L'enjeu aujourd'hui est donc « de rétablir des conditions de financement plus favorables, notamment à travers un accord avec le FMI, afin de réduire le recours à ce type de mécanisme », indique l'enseignant-chercheur. En outre, il faut rappeler que les finances publiques sénégalaises font face à un coût élevé de la dette publique. Le rapport d'exécution budgétaire du 4e trimestre 2025 révèle des charges de la dette ayant atteint 1 088,1 milliards FCFA, correspondant à 102,9 % des prévisions inscrites dans la Loi de finances rectificative (LFR2). Ces charges financières regroupent principalement les intérêts et commissions dus sur les emprunts contractés par l'État, qu'ils soient internes ou externes. Sur le montant total exécuté, 641,7 milliards FCFA, soit 59 %, concernent la dette extérieure, tandis que 446,4 milliards FCFA, représentant 41 %, relèvent de la dette intérieure.

avec des taux élevés sur les euro-bonds et un accès plus contraint aux ressources extérieures. Dans le même temps, l'État doit faire face à des remboursements importants d'obligations arrivées à échéance.

Ainsi, les TRS apparaissent comme une solution alternative pour mobiliser rapidement des ressources. Encore faut-il rappeler qu'ils ont l'avantage de faciliter aux pays un accès rapide à des liquidités, souvent en devises, ce qui est crucial dans une période de tension budgétaire. En effet, c'est un instrument généralement utilisé lorsque les sources classiques de financement deviennent difficiles d'accès. Par ailleurs, ces opérations peuvent être traitées hors bilan, ce qui permet de limiter certains coûts immédiats liés à la mobilisation de capital.

Cependant, l'économiste alerte sur les risques, car ces avantages ont un coût pour les finances publiques. À en croire

le Dr Gassama, les TRS sont en général plus coûteux qu'un emprunt classique, dans la mesure où l'État supporte une double charge : les intérêts des obligations sous-jacentes et un taux de financement indexé sur des références internationales. Ce qui, selon lui, alourdit mécaniquement le coût de la dette. Mais pour lui, le choix est vite fait : entre supporter un coût



Le président sénégalais, Bassirou Diomaye FAYE, avec l'ex premier ministre Ousmane SONKO.



Distribution de sacs scolaires solaires à des élèves du Bénin par la ministre béninoise en charge des affaires sociales, Véronique TOGNIFODE

## New Vision Group

### La solution à l'éducation par le solaire au Bénin

Au Bénin, la société New Vision Group SA (NVG) s'impose progressivement comme une référence sous-régionale en matière de conception et de production de sacs scolaires solaires grâce à son unité industrielle LIGHT-TC, installée au sud-ouest du pays, dans le département du Mono, commune de Lokossa.

#### ► Par Ronie Floride AGAMMA

**A**ccompagner le système éducatif national et africain par des solutions adaptées : telle est la dynamique portée par New Vision Group SA (NVG), une société béninoise créée en 2008 par Christophe TOZO. Forte d'activités et d'une notoriété qui dépasse les frontières, NVG ambitionne l'excellence et le savoir-faire. Elle mise également sur la technologie, l'innovation et une compréhension approfondie du commerce mondial

pour fournir des équipements scolaires adaptés aux réalités socio-culturelles et économiques du Bénin et d'autres pays d'Afrique.

Avec son unité industrielle dénommée LIGHT-TC, installée à Lokossa, NVG se distingue des entreprises classiques en se spécialisant dans la conception et la production de sacs scolaires solaires. Elle intervient également dans la production de trousseaux scolaires, de tenues kaki, ainsi que de serviettes hygiéniques réutilisables et de sacs

scolaires ordinaires, des produits destinés à accompagner les élèves au quotidien.

Cette dynamique s'inscrit dans une démarche visant à satisfaire une demande nationale estimée, chaque année, à près de 3 millions de sacs.

#### Innovation à LIGHT-TC

Grâce à son unité industrielle, New Vision Group SA produit des sacs équipés de panneaux solaires, d'une batterie intégrée ainsi que de deux lampes LIGHT-TC. La batterie rechargeable



offre une autonomie d'environ cinq heures, permettant aux élèves, notamment ceux vivant dans des zones faiblement électrifiées, d'étudier la nuit.

Par cette innovation, l'objectif du promoteur est clair : réaliser un vieux rêve, capitaliser sur plus de dix années d'expérience dans l'importation et la vente de sacs scolaires au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Cameroun, et révolutionner ce marché avec des produits authentiques adaptés aux réalités africaines.

Cette initiative suscite l'intérêt et l'engagement de plusieurs partenaires impliqués dans le développement local. « Aujourd'hui, ce que je viens de voir à Lokossa dans les différents départements de cette unité est, l'aboutissement d'un rêve qui a effectivement démarré et dont les périphéries de la vie économique ont fait que nous n'avons pas pu le faire aboutir de là où, nous étions en Côte d'Ivoire », a laissé entendre Laïticia Apling-Kouassi au détour d'une visite de l'unité effectuée par une délégation d'entrepreneurs venue de la sous-région, afin de toucher du doigt le savoir-faire et le dispositif industriel de LIGHT-TC.

Pour elle, ces initiatives restent essentielles pour renforcer le tissu industriel et économique du Bénin et de l'Afrique.

### Capacité de production et ventes

Dotée de 100 machines et d'équipements de pointe adaptés à l'industrialisation, LIGHT-TC dispose d'une capacité de production estimée à plus de 500 000 sacs par an. Implantée en août 2024 à Lokossa, l'unité a déjà produit, selon les chiffres

officiels, plus de 12 899 sacs, 37 199 troussees scolaires, 834 tenues kaki et 417 serviettes hygiéniques.

Ces produits, fabriqués à partir de matériaux recyclables et de composants soigneusement sélectionnés, sont plus abordables que les lampes à pétrole. Cet engagement en faveur de l'innovation et de la durabilité contribue au succès de l'entreprise, qui réalise des ventes dans plusieurs pays africains, notamment au Togo, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Cameroun.

Pour accompagner la politique nationale du Bénin en matière d'emploi, New Vision Group SA a contribué à la formation de plus de 50 ouvriers issus de six départements et douze communes, grâce à l'appui technique de cinq experts venus de Tunisie. Des partenariats ont également été signés, notamment avec le projet SWEDD, pour la fourniture de sacs scolaires solaires.

Après un an d'activité, Christophe TOZO se dit fier du chemin parcouru. Avec ses 250 employés, il entend se positionner durablement sur le marché des fournitures scolaires au Bénin et en Afrique, en misant sur une production locale et une attention particulière portée à l'innovation.

### Vision à long terme de NVG

Si NVG ambitionne d'accroître la production de sacs scolaires solaires et d'autres produits, de générer des emplois et de renforcer le tissu socio-économique, l'entreprise consolide son ancrage pour s'imposer comme un acteur clé du développement du secteur éducatif au Bénin.

Dans un contexte où le pays fait face à une crise d'apprentissage estimée à 56 %, la question de

l'accès aux outils pédagogiques reste centrale, malgré des progrès relatifs par rapport à d'autres pays de la région. Ces sacs apparaissent ainsi comme une solution potentielle pour promouvoir une éducation plus inclusive. Un levier pour le gouvernement, qui peut intervenir afin de renforcer le capital humain du Bénin, lequel représente, selon la Banque mondiale, 63 % de la richesse nationale. La vision de New Vision Group SA est donc d'accompagner la politique gouvernementale en matière d'éducation en renforçant la production de sacs scolaires solaires à des coûts abordables.

« Ce que nous avons vu est un début intéressant qu'il faut soutenir, renforcer et comprendre que les privés africains qui s'engagent dans l'industrie doivent avoir le coût des dirigeants de nos pays et des institutions de financements pour permettre à ce que ces entreprises prennent le pas et arrivent à jouer un rôle de promotion, de développement, de création d'emplois et de richesses », a mentionné Ramanou Kouferidji après une visite à LIGHT-TC.

En alliant innovation, utilité et impact au service des communautés et des différentes couches socio-professionnelles, la société New Vision Group SA accompagne également les organisations dans la réalisation de leurs projets, en cohérence avec leurs objectifs d'impact et de développement. Une stratégie qui renforce sa présence au Bénin et sur le continent, en tant qu'acteur de référence dans la production de sacs scolaires solaires.

## Angola

# La stratégie João Lourenço pour réconcilier et repositionner le pays

Cinquième économie d'Afrique subsaharienne, l'Angola entend désormais capitaliser sur sa stabilité retrouvée, ses ressources naturelles et sa position géographique stratégique pour devenir un hub économique et diplomatique majeur en Afrique centrale.

► Par Ronie Floride AGAMMA



Rencontre entre le pape Léon XIV et le président angolais João Lourenço

**C**inquante ans après son indépendance et près de trois décennies après la fin d'une guerre civile traumatisante, l'Angola tente de tourner définitivement la page des fractures du passé. Longtemps associé aux violences politiques, aux rivalités idéologiques et à l'instabilité, ce géant d'Afrique australe projette désormais l'image d'un État stable, fréquentable et ambitieux, capable de compter sur les plans diplomatiques, économiques et touristiques du continent.

Sous l'impulsion du président João Lourenço, Luanda travaille progressivement à construire une nation réconciliée avec elle-même et tournée vers

l'avenir. L'un des gestes les plus marquants de cette nouvelle orientation politique reste la reconnaissance officielle des grandes figures historiques de l'indépendance angolaise, au-delà des clivages idéologiques qui ont longtemps divisé le pays.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance célébré le 11 novembre 2025, le président João Lourenço a décoré, à titre posthume, les trois signataires des Accords d'Alvor à savoir Agostinho Neto pour le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), Holden Roberto pour le FNLA (Front national de libération de l'Angola) et Jonas Savimbi pour l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de

l'Angola). Au-delà de la portée protocolaire, cette décision a revêtu une forte dimension politique et mémorielle. Pendant des décennies, chaque camp a cultivé ses héros et ses blessures. En honorant simultanément les figures des trois mouvements ayant participé à la lutte pour l'indépendance, João Lourenço a voulu envoyer un message clair : l'histoire nationale appartient désormais à tous les Angolais. Même José Eduardo dos Santos, malgré les controverses entourant sa personne, a été distingué pour ses efforts en faveur de la paix.

Pour de nombreux observateurs, cette démarche traduit une volonté assumée de fermer les blessures du passé et de bâtir une identité nationale fondée sur le respect mutuel, la stabilité et la cohésion.

## Une image internationale soignée

La dynamique de réconciliation interne engagée par le président João Lourenço s'accompagne d'une stratégie plus large de repositionnement international. Riche en pétrole et en diamants, fort de près de 39 millions d'habitants, l'Angola se veut un partenaire crédible et un acteur incontournable en Afrique subsaharienne.



Geste symbolique de reconnaissance des figures historiques de l'indépendance

Les visites internationales récentes participent de cette nouvelle projection diplomatique engagée par le pouvoir en place. En avril 2026, le Pape Léon XIV a effectué sa première visite en Afrique avec une étape très remarquée en Angola. À Luanda, au sanctuaire de Muxima et à Saurimo, le souverain pontife s'est présenté comme un « pèlerin d'espérance, de réconciliation et de paix ».

Dans un pays où la population catholique est largement majoritaire, cette visite a eu une portée hautement symbolique. Le pape a salué les progrès accomplis tout en encourageant les autorités à poursuivre les efforts en matière d'éducation, de lutte contre la pauvreté et de promotion de la dignité humaine. Pour le pouvoir angolais, cette séquence diplomatique a renforcé l'image d'un pays stabilisé, ouvert au dialogue international et engagé dans une transformation politique progressive.

### Luanda, nouvelle vitrine culturelle et touristique

L'Angola œuvre également à développer son attractivité culturelle et touristique. Longtemps absente des grandes destinations africaines, Luanda s'est aujourd'hui repositionnée

comme une capitale moderne et connectée aux circuits internationaux.

En mars 2026, Will Smith s'est rendu en Angola dans le cadre de la promotion de la marque touristique « Visit Angola » et du championnat mondial de bateaux électriques E1. L'acteur américain a évoqué des projets liés au cinéma et au tourisme, tout en affichant publiquement son intérêt pour le pays. Quelques mois plus tôt, la venue de Lionel Messi avec la sélection argentine avait déjà marqué les esprits lors des célébrations du jubilé d'or de l'indépendance. Ces événements participent d'une stratégie assumée du pouvoir en place : faire de l'Angola une nouvelle scène africaine

capable d'accueillir des compétitions sportives internationales, des productions audiovisuelles et des figures mondiales de la culture et du sport.

### La reconnaissance diplomatique internationale

Sur le plan géopolitique, l'Angola bénéficie également d'un regain d'attention de la part des grandes puissances. En 2024, Joe Biden s'est rendu à Luanda, une visite historique qui a consacré le rapprochement stratégique entre Washington et l'Angola. Au cœur des discussions figurait notamment le corridor de Lobito, projet ferroviaire stratégique reliant le port de Lobito à la frontière de la République démocratique du Congo. Les États-Unis ont annoncé un financement supplémentaire de 600 millions de dollars, portant leur engagement total à près de 3 milliards de dollars.

Pour João Lourenço, cette visite a représenté bien plus qu'un simple partenariat économique. Elle symbolise aussi la normalisation complète des relations avec les États-Unis, autrefois adversaires indirects durant la guerre froide.



L'acteur Will Smith reçu en audience par le président angolais João Lourenço



Un marché moderne au Bénin, construit dans le cadre du PAG 2016-2021

## Nouveaux marchés modernes au Bénin

# Commerçants et consommateurs sensibles au beau

**Le Bénin vit une transformation profonde de son paysage commercial. Sous l'impulsion de l'ancien président Patrice Talon, le gouvernement a entrepris la modernisation des infrastructures marchandes à travers tout le territoire. Trente-cinq (35) marchés modernes ont été construits, s'inscrivant dans une stratégie nationale visant à offrir un cadre hygiénique et sécurisé aux commerçants et aux usagers.**

► Par Dorcas Davier AHOUEGAN

**L**e coût total de construction des 35 marchés modernes au Bénin est estimé à plus de 100 milliards de francs CFA. Ce montant se répartit entre les neuf marchés urbains de Cotonou, dont les travaux ont coûté plus de 32 milliards de francs CFA, et les 26 autres marchés qui représentent le solde d'environ 68

milliards de francs CFA. Lancés en décembre 2019 dans le cadre du Programme d'actions du gouvernement (PAG 2016-2021), ces travaux ont duré environ 12 mois pour les premières phases. Ce budget colossal intègre la construction des halls et hangars améliorés, mais aussi les équipements annexes tels que les toilettes hygiéniques, les chambres froides, les infirme-

ries, les bureaux administratifs, les systèmes de sécurité incendie et les parkings. L'objectif est d'offrir aux commerçants des conditions de travail dignes et modernes, conformes aux standards internationaux, tout en assurant la durabilité de ces équipements grâce aux redevances perçues auprès des usagers. Cette ambition, portée par

l'Agence nationale de gestion des marchés (ANaGeM), répond à un double défi : mettre fin à l'insalubrité et à l'insécurité des anciens « marchés de fortune », tout en dynamisant l'économie locale. Ce qui rend ces nouvelles infrastructures si attractives, c'est surtout leur originalité.

## Une architecture pionnière en Afrique de l'Ouest

Contrairement aux marchés traditionnels souvent à ciel ouvert et sans organisation spatiale définie, les nouveaux marchés béninois se distinguent par leur architecture moderne et leurs fonctionnalités innovantes. Exemple, le marché moderne de Ganhi à Cotonou. Véritable fleuron de cette politique, il est érigé en R+1 avec une couverture en charpente métallique dont la forme centrale évoque un parapluie. Ce design, unique dans la sous-région, intègre un aménagement paysager central et des parkings arborés dédiés (deux-roues sur la façade sud, quatre-roues sur les trois autres côtés).

Cette architecture ne se limite pas à l'esthétique. Elle répond à des impératifs climatiques et fonctionnels : les allées sont plus larges, la ventilation naturelle est optimisée grâce aux charpentes métalliques, et la gestion des flux est pensée pour décongestionner les centres-villes comme celui de Cotonou. L'objectif est clair : transformer ces lieux d'échanges en véritables centres commerciaux intégrés, à des années-lumière des amas de tôles que l'on trouve encore chez certains voisi-

## La fin du « marché de fortune »

Avant ces constructions, les commerçants évoluaient dans

des conditions précaires. Les « marchés de fortune » comme l'ancien Ganhi ou les zones non aménagées de Dantokpa se caractérisaient par l'absence d'évacuation des eaux usées, des sols en terre battue, une promiscuité dangereuse et des risques d'incendie élevés en raison des branchements électriques sauvages.

Aujourd'hui, la donne a changé. Les 35 marchés modernes offrent des infrastructures conformes aux standards internationaux. Il s'agit de toilettes hygiéniques en nombre suffisant, équipées de lavabos et d'un système d'assainissement, systèmes de sécurité tels que éclairage public performant, clôtures et présence d'agents de sécurité financés par les redevances, gestion des déchets : un tri et un ramassage organisés qui contrastent avec les immondices des anciens marchés et des services sociaux dont la présence de garderies pour les enfants des commerçantes, d'infirmiers et de salles polyvalentes pour les réunions. Les commerçants bénéficient

désormais de points d'eau potable et d'électricité inclus dans leurs redevances, leur permettant de conserver leurs denrées dans de meilleures conditions et de travailler la nuit en toute sécurité.

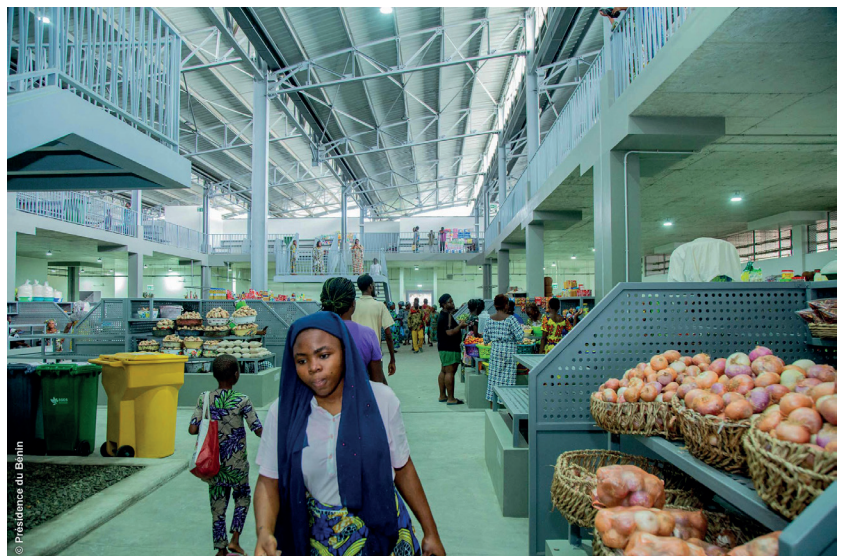
## L'impact économique

Le bilan chiffré de cette politique est éloquent. Selon les données officielles de l'ANaGeM arrêtées au 17 juillet 2025, 14 472 marchands ont déjà été installés dans ces nouvelles infrastructures. Parmi eux, 99 % sont des femmes, véritables piliers de l'économie informelle béninoise qui accèdent désormais à la dignité et à la visibilité.

Les marchés modernes ne se limitent pas à Cotonou. Ils couvrent l'ensemble du territoire pour équilibrer le développement régional. À Cotonou, il y a 9 marchés urbains, tandis que chacune des quatre villes en est doté d'un de grande envergure.

## Marchés régionaux et autres localités

Le projet couvre également des zones comme Glazoué,



© Présidence du Bénin

Pahou, Azovè, Houègbo, Natingou, ainsi que les futurs pôles d'envergure comme le Pôle commercial Général Mathieu KÉRÉKOU (GMK) à Cotonou et le Pôle agroalimentaire du Grand Nokoué à Akassato bâti sur 168 hectares.

Le nombre de places varie selon la taille des marchés. Le marché de Ganhi, par exemple, dispose de 700 étals primaires pour les légumes et fruits, une dizaine de grandes boutiques, et une vingtaine de restaurants fast-foods.

À l'échelle nationale, le gouvernement prévoit de doubler ces capacités avec la deuxième phase du projet, visant à accueillir encore plus d'acteurs, notamment ceux provenant du transfert progressif du marché de Dantokpa.

## Un modèle économique durable

Pour que ces infrastructures séduisent durablement, il faut

qu'elles soient entretenues. Le gouvernement a donc mis en place un système de redevances incluant l'eau, l'électricité, la sécurité, le nettoyage et l'assurance.

Ce système est clé pour comprendre pourquoi les marchés fonctionnent. Les commerçants paient un montant fixe et n'ont plus à gérer les imprévus tels que les pannes et le gardiennage. Les tarifs sont modulés selon les zones. Dans les marchés urbains de Cotonou, il faut payer 600 FCFA par jour pour un étal classique. Du côté des villes à statut particulier, les commerçants déboursent 450 FCFA par jour. En ce qui concerne les marchés régionaux, la redevance est de 1 250 FCFA par jour de marché (activité périodique).

Cet investissement de plus de 100 milliards FCFA engagés par l'État est perçu comme un levier de croissance. La Chambre de

commerce et d'industrie (CCI Bénin) projette d'ailleurs une croissance de 91 % pour les PME en 2026, portée par cet environnement des affaires amélioré.

## Une adhésion croissante

Initialement sceptiques face au déménagement de lieux historiques comme Dantokpa, les commerçants adhèrent désormais massivement. La raison est simple : la sécurité des biens, la propreté des lieux et l'afflux de clients dans ces espaces modernisés compensent largement le coût de la redevance.

Le Bénin est en train de réinventer son commerce de détail et de gros, offrant à la sous-région un modèle de développement marchand alliant innovation architecturale, inclusion sociale et viabilité économique.



Vue intérieure d'un marché moderne au Bénin



Le port autonome d'Abidjan

## Côte d'Ivoire

# Ports, aéroports, métro..., des raisons d'un changement de tutelle technique

Le gouvernement mis en place, le 21 janvier 2026 à la suite de l'élection présidentielle du 25 octobre 2025, a opéré un changement remarqué au niveau de l'autorité en charge des infrastructures.

► Par Alakagni HALA

**Q**uand le 21 janvier 2026, la liste du nouveau gouvernement a été rendue publique, nombre d'Ivoiriens ont été intrigués par les changements de dénominations du ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier et celui des Transports. Le premier s'appelle désormais ministère des Infrastructures

et de l'Entretien routier, tandis que le second est, maintenant, ministère des Transports et des Affaires maritimes.

Si le grand public est resté dans des interrogations sur les raisons du changement, les observateurs avertis ont immédiatement compris que le contenu des portefeuilles de ces deux « nouveaux ministères » allait connaître des changements

importants. Et ce qui confortait la conviction de ces observateurs, c'était le nom du titulaire du ministère des Infrastructures et de l'Entretien routier : Hien Yacouba Sié. Il quitte le poste de directeur général du Port autonome d'Abidjan pour entrer au gouvernement. L'homme a accompli un travail colossal à la tête du Port abidjanais à travers les grands chantiers de

développement et de modernisation. Tout portait à croire que le chef de l'État veuille lui confier la gestion de tous les grands investissements infrastructurels. À la publication du décret n° 2026-84 du 4 mars 2026 portant attribution des membres de gouvernement, « ça n'a pas loupé », comme aiment à dire les Ivoiriens. En plus de la conduite des chantiers de constructions des routes et de l'entretien routier, la tutelle technique des ports, des aéroports et du métro en construction, est transférée du ministère en charge des transports au ministère des Infrastructures et de l'Entretien routier.

Il est clair que cette décision traduit une nouvelle vision de la gouvernance des infrastructures en Côte d'Ivoire. Visiblement, le pouvoir entend centraliser la

gestion des grandes infrastructures de transport afin d'améliorer la coordination de tous les projets structurants. À savoir les ports, les aéroports, le métro, les chemins de fer et le réseau routier et les ponts.

Toutes ces entités, à un degré moindre les chemins de fer, connaissent une forte accélération des investissements publics ces dernières années. En témoignent les projets d'extension du Port autonome d'Abidjan et du Port autonome de San Pedro, ainsi que les travaux liés au métro d'Abidjan et aux infrastructures routières (routes neuves et autoroutes).

Au Port d'Abidjan, après la réalisation d'un deuxième terminal à conteneurs et de l'élargissement et de l'approfondissement de la passe d'entrée du canal de Vridi, le grand challenge à relever est

incontestablement l'extension de la plateforme portuaire sur sa réserve foncière de l'île Boulay. Le Metro est en plein chantier avec les travaux de réalisation de la Ligne 1. Quant aux infrastructures routières, le prolongement de l'autoroute du Nord se poursuit. La reprise des travaux est imminente entre la ville de Bouaké (350 Km d'Abidjan) et le Nord. Du côté de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny, de grands travaux d'extension sont prévus. En regroupant ces leviers sous une même autorité, l'exécutif veut réduire les lenteurs administratives et éviter les chevauchements de compétences déplorés entre ministères.

En ce qui concerne les Ports, Hien Yacouba Sié a été choisi parce qu'il connaît parfaitement les enjeux portuaires. Il a dirigé pendant près de 15 années le Port autonome d'Abidjan, considéré comme le principal hub maritime d'Afrique de l'Ouest francophone. C'est un technocrate expérimenté dont la nomination et l'élargissement de ses compétences apparaissent comme une volonté du président Alassane Ouattara de confier les infrastructures stratégiques à des mains expertes en vue d'une meilleure efficacité administrative.

Quant au ministère des Transports, épargné de la gestion des infrastructures lourdes, celui-ci peut se concentrer davantage sur les missions de régulation, de mobilité, de sécurité et d'organisation des flux de transport. À ce propos, les chantiers et les défis ne manquent pas. Au nombre desquels, le renouvellement du parc automobile visant à moderniser le transport, sécuriser les usagers et réduire l'âge des véhicules.



Hien Yacouba Sié, ex Dg du Port autonome d'Abidjan et actuel Ministre des Infrastructures et de l'Entretien routier



## Entrepreneuriat des jeunes au Mali

# Entre nécessité vitale et germes d'innovation

**Au Mali, des milliers de jeunes refusent de rester les bras croisés face au chômage et à la précarité. Entre la ferme familiale et l'atelier de transformation, du lait pasteurisé aux huiles bio locales, en passant par les agences immobilières et les solutions solaires, une nouvelle génération d'entrepreneurs émerge. Derrière cette énergie créatrice se cache une réalité plus complexe : la plupart entreprennent d'abord par nécessité, faute d'emploi salarié.**

► Par Oumar SANKARÉ

**L**e soleil levant caresse les herbes sèches autour d'une petite ferme aux abords de Bamako. Fatoumata Diallo, 24 ans, les mains encore fraîches du contact avec les bêtes, tire le lait d'une vache qui

meugle doucement. À quelques mètres, dans sa modeste salle de traitement - quatre murs en parpaings, une table en inox et le ronronnement discret des machines envoyées par son frère depuis la Turquie - elle pasteurise, stérilise et emballe.

« J'ai lancé Dial Lait parce que je ne trouvais pas d'emploi », raconte-t-elle avec un sourire franc. Titulaire d'un Master en Audit, elle a enchaîné les stages pendant deux ans avant de saisir une opportunité de microfinance : 3 millions de FCFA,

l'appui de son père éleveur et de sa famille. « Je récupère le lait de ses bœufs et je le transforme. C'est un parcours simple, mais c'est le mien ».

Cette scène illustre le quotidien de milliers de jeunes maliens : transformer ce qui est à portée de main, lait, savoir-faire familial, résilience, en source de revenus. Derrière cette détermination, la question centrale reste entière : les jeunes entreprennent-ils par réelle opportunité ou par nécessité de survie dans un marché du travail apparemment saturé?

### Un contexte marqué par le sous-emploi et l'informel

Selon le Bulletin du marché du travail 2024 de l'Institut national de la statistique du Mali (INSTAT), environ 98 % des jeunes actifs travaillent dans le secteur informel. Le taux de chômage officiel des jeunes de 15 à 24 ans s'établit autour de 3,98 % en 2024, un chiffre qui masque la réalité du sous-emploi massif et des jeunes NEET (ni en emploi, ni en éducation, ni en formation).

En 2026, l'État prévoit de former et d'insérer 3 500 jeunes supplémentaires, tandis que le pays a enregistré en 2025 la création de plus de 65 000 emplois nets, selon le ministère de l'Entrepreneuriat. Malgré ces efforts, la précarité reste dominante, surtout dans les régions du Nord et du Centre, où l'insécurité et le manque d'opportunités locales pèsent lourdement.

Dans ce paysage, le digital offre un souffle : Facebook pour promouvoir des appartements ou du lait pasteurisé, WhatsApp pour les commandes, mobile money pour les paiements... représentent des outils de survie pour les uns, tremplins pour les autres.



### Des parcours où nécessité et passion se mêlent

Amadou Guindo, promoteur de Sigui Tolo Industries, incarne une résilience forgée dans la violence. Il valorise les produits locaux maliens - huiles bio et naturelles destinées à l'alimentation et à la cosmétique. « L'entrepreneuriat exige patience et souffrance initiale, mais la passion et la vision claire permettent de surmonter les obstacles », insiste-t-il. Il a personnellement perdu trois collaborateurs, victimes de terroristes, dans un contexte sahélien particulièrement hostile. Pour lui, en période de crise, l'entrepreneur devient « un inventeur de solutions pour sa communauté », priorisant la survie collective plutôt que la croissance à tout prix. Sa détermination vient de l'intérieur : les appuis externes s'épuisent, mais sans moteur personnel, rien ne

dure.

Bakary Bamba, la trentaine, a grandi en partie en Côte d'Ivoire avant de revenir au Mali. Après avoir travaillé dans le transport avec ses aînés et tenté une carrière de footballeur, il a lancé son agence immobilière avec 900 000 FCFA de fonds propres. « J'étais déjà dans ce milieu grâce à des proches. J'ai appris le circuit et j'ai pris mon indépendance. J'aime entreprendre : à chaque opportunité de gagner de l'argent, je la saisis ». Son activité lui permet de se prendre en charge, d'aider ses parents et même d'épargner, bien qu'il ne soit pas encore marié. Mais les défis quotidiens sont concrets : délestages fréquents, clients qui ne paient plus parce qu'ils ont perdu leur emploi.

« La crise touche tous les secteurs », dit-il. Il utilise intensément Facebook pour toucher



la diaspora, qui constituait autrefois une clientèle fidèle. Ses ambitions ? « En faire un empire et diversifier, notamment vers le carburant, très demandé actuellement ».

Zoumana Doumbia, ingénieur en Génie industriel énergétique, diplômé de la Faculté des sciences et techniques de Bamako (FAST), n'avait pas prévu d'entreprendre. Il aidait son père, technicien en froid et climatisation, pendant les vacances universitaires. Après son diplôme, face à l'âge de son père et aux besoins familiaux, il a repris et formalisé l'activité sous Doum-Tech Energy (électricité, froid, solaire, informatique avancée). « On peut dire les deux : choix par amour du domaine et nécessité, car attendre un emploi salarié stable n'était plus possible. » Son capital initial ? Zéro argent liquide, seulement

les outils de son père et son savoir-faire. Il vit dignement, mais la pression familiale (« la famille ne mesure jamais le sacrifice »), les impôts et taxes divers, et surtout les délestages intempestifs freinent la croissance. En 2024, il a obtenu un prêt via le programme GoGreen (une initiative dédiée à l'entrepreneuriat des jeunes dans l'économie verte) - pas une subvention. Il mise sur le digital avec des agents intelligents via IA pour gérer les rendez-vous sur WhatsApp et email. Ses ambitions restent grandes : développer l'énergie renouvelable et la digitalisation.

### Les obstacles structurels persistents

L'accès au financement reste le principal mur. Hamidou Dicko, consultant en finance et auteur du livre *Entrepreneuriat au Mail*, ce qu'il faut savoir pour réussir, explique que les banques appliquent des règles prudentielles strictes (inspirées de Bâle) face au risque élevé de mauvaise gestion et au manque de garanties solides chez les jeunes.

Sidi Sidibé, banquier, confirme : absence de garanties, projets mal structurés, apport personnel insuffisant. Le risque est souvent jugé trop élevé pour les nouvelles initiatives.

D'autres freins quotidiens : instabilité énergétique, insécurité dans certaines zones, bureaucratie et pression sociale exigeant une ascension sociale rapide.

Des acteurs comme Impact Hub Bamako (première implantation en Afrique francophone depuis 2016) accompagnent des jeunes de 18 à 35 ans, tous profils confondus. Ils interviennent dans le digital, l'agro-transformation, les industries créatives

et l'environnement. DoniLab, depuis 2015, et les programmes de l'approche Youth Employment and Entrepreneurship (YEE) de SNV (ONG partenaire mondial de développement) apportent formation, incubation-accelération, accès aux marchés et financements et renforcement de l'écosystème entrepreneurial. Le Programme entrepreneuriat jeunesse Mali (PNUD, Fondation Tony Elumelu, Luxembourg) vise l'autonomisation de milliers de jeunes via le renforcement de capacités, le financement de démarrage et le mentorat.

Ces structures produisent des résultats concrets (emplois créés, fonds mobilisés, entreprises en croissance), mais beaucoup restent dépendants de financements externes et peinent à assurer une pérennité à long terme une fois les financements épuisés ou arrivés à terme.

Au-delà des chiffres encourageants, une question de fond émerge : quelle est la réelle durabilité de ces entreprises une fois les programmes d'accompagnement achevés ? Beaucoup d'initiatives, qu'elles soient portées par Impact Hub, DoniLab ou d'autres structures, restent fortement dépendantes des financements externes (PNUD, Coopération luxembourgeoise, Embassy of the Netherlands, SNV, etc.). Que se passe-t-il lorsque les projets s'arrêtent et que les subventions prennent fin ?

Tchegoun Adebo Koba, conseiller technique mondial des Systèmes agroalimentaires emploi et entrepreneuriat des jeunes au siège global de SNV (Royaume des Pays-Bas) mais basé au Mali, alerte sur ce point avec lucidité : « Bien trop souvent, les programmes emploi et



entrepreneuriat pour les jeunes sont financés en cycles courts, s'arrêtant juste au moment où les entreprises prennent leur envol. Cela érode la confiance et mine l'impact. Trop d'interventions commencent et se terminent encore par une formation. Pourtant, la formation sans accès aux ressources financières ne mène nulle part. Il est nécessaire d'arrêter de penser aux échéanciers des projets pour commencer à penser aux systèmes : alignement à long terme des politiques, capacité institutionnelle et partenariats qui durent plus longtemps que les subventions ou programmes individuels. »

Selon lui, le vrai défi ne réside pas seulement dans la création d'entreprises, mais dans leur capacité à survivre et à grandir de manière autonome dans un environnement où l'accès à la terre, au financement pérenne et aux marchés reste structurellement difficile.

Pour Fatoumata, Bakary et beaucoup d'autres, c'est d'abord

la nécessité : « Je ne trouvais pas d'emploi. » Pourtant, la passion surgit rapidement - valorisation de produits locaux chez Amadou, solutions énergétiques et IA chez Zoumana.

Modibo Mao Makalou, économiste, y voit un potentiel moteur de transformation structurelle pour exploiter le dividende démographique du continent. Mais une grande partie de ces initiatives reste de la survie économique : micro-activités précaires, faible scalabilité, dépendance à l'informel.

### **Perspectives : vers une véritable dynamique de croissance ?**

L'avenir passe par une meilleure digitalisation, le développement des énergies renouvelables, l'agro-transformation à valeur ajoutée et des politiques publiques plus adaptées : simplification des procédures administratives, produits financiers spécifiques adaptés aux jeunes, accès facilité à la terre et à l'énergie stable, formation axée sur

les compétences transversales (gestion, leadership, accès aux marchés).

Retour à la ferme de Fatoumata. Les bouteilles de lait pasteurisé sont alignées, prêtes pour la livraison via WhatsApp. Elle regarde son troupeau avec détermination : « Je rêve de plus. » Amadou Guindo, malgré les tragédies, maintient que la vision claire finit par triompher. L'entrepreneuriat des jeunes au Mali est aujourd'hui un mélange de douleurs et d'espoir : majoritairement une réponse à la nécessité, mais porté par une minorité audacieuse qui innove et crée de la valeur locale. Il pourra devenir un vrai moteur de croissance inclusive si l'écosystème passe d'une logique d'urgence à une stratégie systémique durable - énergie fiable, financement adapté, accompagnement de long terme. Ces jeunes ne demandent pas seulement à survivre. Ils veulent bâtir. Le Mali a tout à y gagner.

## Économie ivoirienne

# Des fondamentaux solides, des investisseurs confiants

Lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington, la Côte d'Ivoire a présenté un bilan jugé « particulièrement positif », porté par des engagements financiers majeurs et un intérêt renforcé des investisseurs internationaux.

► Par Jesdias LIKPETE



À Washington, la Côte d'Ivoire consolide sa crédibilité économique avec plus de 800 millions de dollars d'engagements

**À** la tête d'une délégation comprenant notamment les ministres du plan et du développement, Souleymane Diarrassouba, et des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Sangafowa Coulibaly, le ministre Adama Coulibaly a apprécié sur la qualité des échanges avec les partenaires techniques et financiers. « Nous avons noté avec satisfaction l'appréciation que nos partenaires ont vis-à-vis des progrès au niveau de la Côte d'Ivoire », s'est-il réjoui d'emblée

avant de souligner que les performances économiques de la Côte d'Ivoire, unanimement saluées, traduisent la solidité du cadre macroéconomique ivoirien et la pertinence des réformes engagées.

Au-delà des performances macroéconomiques, la délégation ivoirienne a surtout capitalisé sur l'intérêt croissant des investisseurs. « Beaucoup d'investisseurs sont désireux d'investir en Côte d'Ivoire parce qu'ils considèrent que ce pays présente un meilleur profil en termes d'attractivité », a affir-

mé le chef de la délégation ivoirienne à Washington. Les banques internationales ont, dans la foulée, exprimé leur volonté d'accompagner ces projets, notamment dans le cadre du Plan national de développement 2026-2030, présenté devant des entrepreneurs américains et accueilli avec intérêt.

### Des engagements financiers concrets et structurants

Concrètement, la mission ivoirienne s'est traduite par la signature d'accords structurants. Un mémorandum d'intentions a été conclu avec ABD Group pour un montant initial d'au moins 500 millions d'euros. Il vise le financement de projets à fort impact social, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'hydraulique. « Ce mémorandum pose les bases d'un engagement ambitieux [...] dans des secteurs essentiels qui touchent directement la vie des populations », s'est félicité le ministre Adama Coulibaly.

Autre avancée notable, la signature du deuxième Compact du Millennium Challenge Corporation, d'un montant de 300 millions de dollars, en présence du vice-président par intérim du Département des Opérations Compact, Jason A. Small. « Ce deuxième Compact

visé à faire de la Côte d'Ivoire un pôle énergétique régional solide et durable », a déclaré le chef de la délégation ivoirienne. Le programme prévoit notamment la modernisation des infrastructures énergétiques, le renforcement des capacités techniques et le développement d'un marché régional intégré, avec une contribution ivoirienne estimée à plus de 22,5 millions de dollars.

En parallèle, les discussions avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) ouvrent la voie à de nouveaux mécanismes de sécurisation des investissements dans des secteurs jugés stratégiques. Enfin, les échanges ont également porté sur les défis liés au contexte international, notamment la volatilité des prix du pétrole et la disponibilité des

engrais, deux enjeux majeurs pour les économies agricoles. Des pistes ont été explorées pour atténuer les impacts de ces tensions sur l'économie ivoirienne.

Au terme de ces rencontres, Abidjan est reparti de Washington avec des engagements financiers significatifs et une image renforcée auprès des investisseurs, confirmant sa volonté de s'imposer comme un acteur économique de premier plan en Afrique de l'Ouest.

### **Une dynamique économique confortée par les agences de notation**

Cette embellie économique a récemment été confirmée par les agences internationales de notation financière. Fitch Ratings a relevé la note souveraine de la Côte d'Ivoire à BB+, plaçant

le pays parmi les économies les mieux notées du continent africain, derrière seulement l'île Maurice et le Botswana. Le ministre Adama Coulibaly, intervenant le jeudi 26 mars 2026 à Abidjan, à l'occasion de la cérémonie de relance des activités de la Chambre de commerce suisse (SwissCham) après une période d'interruption, a souligné que cette progression reflète la résilience et la diversification de l'économie ivoirienne, soutenue par une croissance robuste de 6,5 % en 2025, l'une des plus élevées au monde. Une performance qui consolide la position de la Côte d'Ivoire comme moteur économique en Afrique de l'Ouest.

Le gouvernement met également en avant l'amélioration des équilibres macroéconomiques. Le déficit budgétaire, passé



Le ministre Adama Coulibaly, entouré de la Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, Nialé Kaba et du Vice-président de la Confédération Suisse, Ignazio Cassis

de 6 % en 2022 à 3 % fin 2025, ainsi que la baisse de l'inflation à moins de 1 %, traduisent, selon les autorités, la solidité des fondamentaux économiques du pays. À cela s'ajoutent une baisse graduelle de la dette publique, une première depuis

une décennie, et des réserves de change couvrant entre sept et huit mois d'importations. Également, le climat politique jugé apaisé après les dernières élections rassure davantage les investisseurs. Pour Abidjan, cette dynamique ouvre la voie à des

conditions de financement plus favorables et renforce l'ambition d'atteindre à moyen terme le statut d'« Investment Grade », encore inédit dans l'espace UEMOA.

## La Côte d'Ivoire, pays à risque modéré aux perspectives stables



La 10e édition de la conférence-débat Risque Pays Côte d'Ivoire, organisée le 30 avril à Abidjan par Bloomfield Intelligence, a livré plusieurs enseignements intéressants sur la trajectoire économique et sociale du pays. À cette occasion, Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield Investment Corporation, a présenté le Rapport Risque Pays Côte d'Ivoire 2026 et annoncé une amélioration de la notation du pays. Celle-ci progresse de 20 points de base, passant de 6,3 à 6,5 sur 10.

Cette note évalue la cartographie des risques liés à l'investissement en Côte d'Ivoire à travers cinq principaux critères : la performance macroéconomique, le système financier, l'environnement des affaires, l'évolution socio-politique et sécuritaire, ainsi que la gestion des finances publiques. Malgré un environnement international marqué par de fortes incertitudes, la Côte d'Ivoire confirme ainsi son attractivité

économique. Le pays semble engagé sur une trajectoire favorable lui permettant de mieux faire face aux défis de gouvernance et aux enjeux politiques à venir.

À Abidjan, les panels et débats consacrés à diverses thématiques liées à l'économie, au commerce régional, à la politique et à l'entrepreneuriat ont également mis en évidence le caractère contextualisé des rapports sur le risque pays, ainsi que la

pertinence de cette conférence. Une approche qui témoigne du travail méthodique mené par Stanislas Zézé et ses équipes. Au-delà du cadre d'échanges, la Conférence Risque Pays apparaît comme un véritable instrument de structuration de l'information économique, particulièrement dans des marchés encore perçus comme risqués par les investisseurs internationaux. La notion de « risque pays », qui intègre des variables économiques, politiques et financières, est devenue un indicateur central pour évaluer la solvabilité et l'attractivité d'un État.

En tant qu'agence africaine de notation financière, Bloomfield Investment Corporation contribue ainsi à réduire le déficit d'informations stratégiques et pertinentes sur les économies africaines.

LAK



L'Afrique enregistre une hausse significative des flux d'investissements internationaux

## Investissements étrangers en Afrique

# Rebond historique, défis et opportunités

**Les investissements directs étrangers en Afrique ont connu un rebond spectaculaire en 2024, avec une hausse de plus de 75 % pour atteindre 97 milliards de dollars, selon le rapport Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique publié en janvier 2026 par la Banque africaine de développement.**

► Par Dorcas Davier AHOUGAN

**E**ncore un paradoxe africain : une performance économique contrastant avec la stagnation des flux vers les autres régions en développement et la contraction de 22 % enregistrée dans les économies avancées. Elle confirme la résilience du continent et

son attractivité croissante dans un paysage financier mondial marqué par la fragmentation géopolitique et l'incertitude commerciale. Si l'on exclut l'Égypte, qui a capté près de la moitié de ces flux grâce au mégaprojet de Ras El-Hekma, les investissements directs étrangers vers l'Afrique ont tout

de même progressé d'environ 10 % par rapport à 2023, une augmentation significative qui concerne plus de trente pays. Ce dynamisme est largement attribuable aux stratégies de « délocalisation amicale » et de « délocalisation à proximité » qui se développent dans le contexte des tensions commerciales

mondiales. L'Afrique du Nord tire particulièrement profit de sa proximité géographique avec l'Europe et le Moyen-Orient, attirant des investisseurs dans les énergies renouvelables, l'industrie manufacturière et les infrastructures de transport. Le Maroc, la Tunisie et l'Égypte deviennent des hubs stratégiques, tandis que des pays comme le Nigeria, le Ghana, la Zambie ou la Guinée enregistrent également des progressions notables de leurs flux entrants. Cette tendance montre que la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales offre une opportunité historique à l'Afrique pour se positionner comme un partenaire industriel et logistique de premier plan.

Parallèlement, les investissements de portefeuille ont connu un retournement spectaculaire, passant de sorties nettes de 1,6 milliard de dollars en 2023 à des entrées nettes de 22,9 milliards de dollars en 2024. Ce revirement est soutenu par l'assouplissement des politiques monétaires dans les économies avancées, qui a rendu les rendements des actifs africains plus attractifs, et par l'appréciation de nombreuses monnaies locales face au dollar américain. La Côte d'Ivoire et l'Égypte figurent parmi les principaux bénéficiaires de ce mouvement, grâce à l'amélioration de leurs soldes extérieurs et à des réformes ayant stabilisé leur taux de change. Ce regain de confiance des investisseurs étrangers pourrait marquer le début d'un retour aux tendances d'avant la pandémie, à condition que la stabilité macroéconomique et la prévisibilité réglementaire soient maintenues.

## Des fragilités persistent

Malgré ces avancées, le rapport met en garde contre plusieurs fragilités qui pourraient compromettre la capacité de l'Afrique à tirer pleinement parti de ces flux financiers. L'encours de la dette publique a continué d'augmenter pour atteindre 1 900 milliards de dollars en 2024, et les coûts du service de la dette grèvent lourdement les budgets nationaux, réduisant la marge de manœuvre budgétaire pour les investissements publics productifs. En outre, la baisse annoncée de l'aide publique au développement, en particulier de la part des États-Unis, menace les secteurs sociaux qui dépendent fortement de ces financements.

Dans ce contexte, les investissements directs étrangers et les flux de portefeuille ne peuvent pas à eux seuls combler les besoins de financement du développement, d'autant qu'ils se concentrent souvent sur des secteurs extractifs ou des projets spécifiques sans toujours générer d'effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie.

## Recommandations pour un

## investissement durable

Le rapport recommande aux pays africains de renforcer leur environnement des affaires pour rendre les investissements étrangers plus durables et mieux intégrés aux économies locales. Cela passe par des réformes réglementaires prévisibles, une gestion efficace et transparente des marchés des changes, ainsi que par des processus d'approbation simplifiés pour les projets. Il est également essentiel de canaliser les capitaux étrangers vers des secteurs productifs à forte intensité de main-d'œuvre, tels que l'agro-industrie, les infrastructures et les services numériques.

En parallèle, les gouvernements doivent accélérer la mobilisation des ressources nationales et encourager l'investissement de la diaspora, par le biais d'instruments financiers dédiés et de plateformes numériques sécurisées. Enfin, l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine est présentée comme un levier majeur pour créer des chaînes de valeur régionales, diversifier les exportations et réduire la dépendance aux marchés extracontinentaux.





Les capitaux en quête de rendement se tournent vers les obligations africaines

## Obligations Africaines

# La nouvelle destination des capitaux en quête de rendement

**Portées par des rendements attractifs, les obligations africaines séduisent de plus en plus les investisseurs. Une dynamique qui ouvre de nouvelles perspectives de financement pour les États, malgré des risques encore élevés.**

► Par Kevin da SILVA

**D**ans un environnement financier international marqué par des taux d'intérêt élevés dans les économies avancées et une recherche accrue de rendement, les obligations africaines s'imposent progressivement comme une classe d'actifs incontournable.

Pour Sèmèvo Mon désir Amidje, analyste financier, cette dynamique s'explique par une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels. « Les

rendements élevés, le besoin de diversification, des besoins de financement importants et une évolution progressive du cadre économique expliquent cet engouement », souligne-t-il.

Au cœur de l'intérêt des investisseurs pour la dette souveraine africaine se trouve un différentiel de rendement particulièrement marqué. Dans un contexte où les économies développées ont longtemps évolué avec des taux faibles, les obligations africaines offrent une prime significative. L'analyste est explicite : « Dans

un environnement où les taux ont longtemps été faibles dans les économies développées, les obligations africaines offrent souvent des taux d'intérêt nettement plus élevés. » Cette caractéristique en fait une classe d'actifs recherchée par des investisseurs institutionnels en quête de performance. Les rendements observés sur plusieurs émissions africaines dépassent fréquemment ceux des autres marchés émergents, ce qui renforce leur compétitivité nominale. L'analyste confirme

cette tendance en affirmant que « les obligations africaines sont compétitives et souvent même plus rémunératrices ».

Cette attractivité ne repose pas que sur le rendement. Elle s'inscrit dans une logique de diversification des portefeuilles. Face aux incertitudes sur les marchés financiers traditionnels, notamment liées à l'inflation et aux politiques monétaires changeantes, les investisseurs recherchent des actifs moins corrélés. Dans ce contexte, les marchés africains apparaissent comme une alternative stratégique.

### **Stabilité macroéconomique et réformes, véritables variables de confiance**

Si les rendements constituent un point d'entrée, la confiance des investisseurs dépend avant tout de la stabilité macroéconomique des États émetteurs. Pour Sèmèvo Mon désir Amadidje, cette stabilité est déterminante. Elle influence directement la perception du risque souverain. « Lorsqu'un État maintient une inflation maîtrisée, une trajectoire de dette soutenable et des finances publiques relativement équilibrées, il envoie un signal de prévisibilité ». Cette notion de prévisibilité est centrale dans les décisions d'investissement. Elle permet d'anticiper les risques et de structurer les flux financiers sur le long terme. À l'inverse, l'instabilité politique ou la mauvaise gouvernance réduisent l'attractivité d'un pays, même en présence de rendements élevés. Les réformes structurelles jouent ici un rôle décisif. Elles permettent de réduire le risque perçu et d'améliorer la crédibilité des États sur les marchés internationaux. Comme le

souligne l'analyste, ces réformes incluent « l'amélioration de la gouvernance, la sécurisation du cadre juridique ou la lutte contre la corruption ». Autant de leviers qui renforcent la confiance des investisseurs.

### **Une compétitivité relative face aux autres marchés émergents**

Si les obligations africaines affichent des rendements élevés, leur positionnement reste à nuancer dans un univers émergent très hétérogène. L'analyste rappelle que « sur le rendement, les États africains proposent en général des taux plus élevés que la moyenne des marchés émergents, car le risque perçu est plus important ». Toutefois, cette prime de rendement s'accompagne d'un arbitrage complexe. D'autres régions émergentes, notamment en Asie ou au Moyen-Orient, offrent des profils de risque plus stables, parfois avec une meilleure liquidité et une volatilité plus faible. Cela signifie que la compétitivité africaine repose sur un équilibre fragile entre rémunération élevée et perception du risque.

L'attractivité des obligations africaines ne doit pas occulter les risques auxquels sont exposés les investisseurs. Ceux-ci sont multiples et structurels. L'analyste Amadidje identifie notamment le risque de change, l'endettement élevé, l'instabilité politique et l'inflation comme principaux facteurs de vulnérabilité.

Il précise que « les investisseurs font face à quelques risques majeurs notamment le risque de change, l'endettement, l'instabilité politique et l'inflation ». Ces variables peuvent affecter significativement la rentabilité réelle des investissements et

leur sécurité.

### **Une dynamique entre cycle conjoncturel et transformation structurelle**

L'essor des obligations africaines ne peut être interprété comme une tendance uniforme. Pour Sèmèvo Mon désir Amadidje, il s'agit d'un phénomène hybride. « À court terme, une partie de la dynamique est clairement conjoncturelle », influencée par les cycles des taux mondiaux et les tensions géopolitiques. À long terme, des facteurs structurels comme la croissance démographique ou l'urbanisation soutiennent cette trajectoire. Cette dualité implique une forte volatilité potentielle des flux financiers, rendant les marchés africains sensibles aux chocs externes.

L'afflux de capitaux vers les obligations africaines constitue une opportunité majeure pour les économies du continent. Il permet aux États de financer des infrastructures essentielles et de diversifier leurs sources de financement. Toutefois, cette dynamique comporte des risques de surendettement et de dépendance aux conditions des marchés internationaux. Comme le résume l'analyste, la clé réside dans la transformation de ces financements en croissance durable. Sans discipline budgétaire et sans allocation efficace des ressources, « même des rendements élevés ne suffisent pas à fidéliser les investisseurs ». Entre promesse de développement et fragilité financière, les obligations africaines incarnent ainsi un nouvel équilibre des forces sur les marchés mondiaux de la dette.



Créée par le décret n°97-228 du 16 avril 1997, la SODEXAM est responsable de la gestion, de l'exploitation et du développement des aéroports, de la météorologie et des activités aéronautiques en Côte d'Ivoire. A ce titre, elle est chargée de toutes les opérations industrielles, commerciales, mobilières, immobilières et financières permettant de **développer 8 aéroports et 14 stations météorologiques** de l'intérieur du pays et/ou se rattachant directement ou indirectement à son activité. Et ce à travers : la mise en œuvre de la réglementation relative à l'aviation civile et à la météorologie dans les domaines d'activités ci-après :

la navigation aérienne

la médecine aéronautique et aéroportuaire

la météorologie et les secteurs y afférents (ex: agrométéorologie, hydrologie, changement climatique, etc)

le suivi et le contrôle des concessions d'aéroports

la sûreté et facilitation aéroportuaire

## Les Grandes réalisations Aéroports



Aéroport de Korhogo



Aéroport de San Pedro



### Nos Stations météo

Abidjan	Korhogo
Adiaké	Man
Bouaké	Odienné
Bondoukou	San Pedro
Daloa	Sassandra
Dimbokro	Tabou
Gagnoa	Yamoussoukro

### Nos Aéroports

Bouaké	Korhogo	San Pedro	Sassandra
Man	Odienné	Tabou	Yamoussoukro

## Médecine Aéronautique et Aéroportuaire



Radiologie

Ophthalmologie

Psychiatrie

Otorhinolaryngologie

Kinésithérapie

Laboratoire

Cardiologie

Expertise médicale

## Météorologie

Les Projets **VIGICLIMM** et **SPAP-PARU** sont déployés concomitamment entre 2024 et 2027 et ils vont permettre de renforcer les capacités des acteurs institutionnels de la chaîne d'alerte précoce. Les deux projets sont complémentaires et ont une seule et même finalité, celle d'améliorer la résilience de la population et de l'économie ivoirienne aux événements météorologiques et climatiques.

C'est un projet de construction du 1er centre régional en Afrique subsaharienne francophone pour la vigilance, les alertes et un centre de maintenance comprenant:

• La fourniture et l'installation d'équipements d'observation météorologique comprenant 30 stations météorologiques;

• La fourniture, l'installation et la réception de systèmes d'informations météorologiques, système de prévision et d'utilisation améliorée de modèles de prévisions météorologiques et climatiques;

\*Développement d'applications dédiées à la fourniture de services agro-météo et aux alertes aux inondations.



Depuis le 3 juin, la SODEXAM a lancé sa politique RSE et ESG, dans l'optique d'affirmer son engagement responsable dans le secteur aéroportuaire, aéronautique et météorologique en Côte d'Ivoire, la SODEXAM a entrepris depuis 2022, sa démarche de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE).

Par Mamadou DIALLO, vice-président du laboratoire d'idées ouest africain WATHI



## Une Afrique sans frontières, vraiment ?

La dernière édition de la conférence Africa Prosperity Dialogues s'est conclue le 6 février 2026 par le lancement d'une campagne en faveur d'une « Afrique sans frontières » (Borderless Africa). Accra abritant le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), et le Ghana se positionnant comme le fer de lance du panafricanisme, cet appel en faveur de l'intégration continentale fait sens.

Donner la parole à des PME est fondamental, tant leur importance économique est sous-évaluée par les décideurs. Associer la société civile à des discussions éminemment politiques est également bienvenu. En effet, l'Afrique souffre, pour une bonne part, d'un décalage préoccupant entre les priorités d'une partie des élites et les attentes de la majorité de la population. Cependant, les efforts internationaux en faveur de la libre circulation des citoyens et des biens ne sont pas nouveaux sur le continent. Créée en 1975, la CEDEAO offre l'exemple d'un projet économique inachevé dont nous devons tirer les enseignements. L'un des principaux freins du projet d'intégration économique ouest africain est l'incapacité des États membres à mettre en conformité leurs engagements et leurs actes.

### Leadership - et protectionnisme - intellectuel

Nous ne pourrions faire l'économie de réformer nos administrations, et d'améliorer la conception et la mise en œuvre de nos politiques publiques. Plus un État est faible, moins il consent à céder une partie de ses prérogatives. Cette vérité s'applique dans nos pays où, souvent, le centre parvient à peine à garantir une continuité de services sur toute l'étendue du territoire. Pour des millions de citoyens africains, l'administration n'est pas (encore) parvenue à démontrer sa valeur ajoutée. À la différence d'autres continents qui adoptent avec enthousiasme l'agenda libéral, nombre d'États africains peinent à concevoir et à mettre en œuvre des politiques économiques créatrices de prospérité partagée. Cet état de fait appelle des solutions innovantes dont la première qualité doit être la pertinence. Or, le paysage médiatique africain est envahi de slogans en décalage complet avec le monde des affaires. Le premier protectionnisme qu'il conviendrait de créer est celui du débat des idées. Notre continent souffre d'une extraversion intellectuelle au moins

aussi problématique que celle de nos économies. Quand ils ne sont pas contraints de s'exiler hors d'Afrique pour vivre de leur savoir, les penseurs africains sont assaillis dans leurs pays par les théories, les préjugés et les lubies provenant d'autres continents. Une industrie des ateliers, colloques ou autres conférences prolifère dans nos pays. L'effet combiné de cette offensive intellectuelle est la perturbation du cours normal de notre pensée. Rares sont les lieux où se tiennent des débats informés et concentrés sur l'atteinte de nos objectifs. En somme, nous sommes aussi les victimes de notre incapacité à définir notre agenda, selon nos priorités et avec nos deniers. Alors que la quatrième révolution industrielle repose sur le savoir, il est le parent pauvre de nos budgets. Nous préférons consommer les idées des autres, et nous finissons par nous cantonner aux tâches qu'ils nous assignent - avec plus ou moins de bonheur. Le moment est donc venu de nous ressaisir pour interrompre la course échevelée que nous vivons. Quel que puisse être le bien-fondé de la libéralisation des échanges, l'urgence n'est pas de se mettre à appliquer l'agenda d'une « Afrique sans frontières » de façon indiscriminée. Comment s'attendre à des résultats satisfaisants dans ce domaine quand l'essentiel fait défaut à nombre d'États et de citoyens ? Au quotidien, chacun d'entre nous vit dans un espace circonscrit, où s'appliquent des règles et l'autorité d'un régime juridique et politique. Aucune entité internationale ne pourra remédier à l'impéritie d'une administration locale ou nationale. Et les pays ne cesseront d'être classés ou de se comparer en fonction de leur richesse ou de la performance de leur administration. Pourquoi refuser de se rendre à l'évidence ? Un pays et ses habitants ne deviennent pas prospères malgré leur administration. Seul le bon fonctionnement de cette dernière leur permet de le devenir, non pas en tant qu'individus pris séparément mais en tant que société.

### Se concentrer sur nos fondamentaux ...

Nombre d'États africains doivent redoubler d'efforts pour donner sens aux (id)entités créées au terme d'une colonisation ayant laissé de profonds traumatismes dans les consciences. Il faut pacifier les âmes des uns, donner du sens à la trajectoire de certaines nations

et consentir d'importants investissements pour créer des pays souverains, sereins et suffisamment prospères pour tirer parti de l'ouverture de leurs frontières. Est-il raisonnable de vouloir créer au niveau continental ce que nous avons échoué à créer au niveau régional ? Notre premier horizon international se situe à nos frontières physiques. Comment échanger avec des pays dont les langues officielles sont peu ou pas enseignées dans nos établissements ? La facilitation du commerce ne repose pas que sur des procédures technocratiques - a fortiori en Afrique. Elle suppose que nous construisions, méthodiquement, les conditions-cadres pour pouvoir réaliser notre potentiel, en bonne intelligence et en saine concurrence avec nos voisins. Nous disposons d'atouts considérables qui tiennent, pour une part, au fait que l'intégration régionale des africains est plus avancée que celle des États dont ils sont les ressortissants. Malgré la profonde perturbation créée par la parenthèse coloniale, nous n'avons cessé de défier le tracé imposé des frontières. Communautés culturelles existant en plusieurs pays, références communes, circulation des femmes et des hommes charriant idées, gastronomie, musique et textile ... l'intégration africaine est déjà une réalité. Pourquoi vouloir donc, à toute force, démanteler les frontières (poreuses) qui séparent nos États ? Quels gains tangibles avons-nous à l'esprit ?

### **... ou atteindre les objectifs d'autrui ?**

Les matières premières stratégiques de la quatrième révolution industrielle et les tensions géopolitiques actuelles placent l'Afrique au cœur d'une compétition féroce et accrue. Américains, asiatiques, européens ... tous veulent leur part d'une Afrique que certains persistent à définir comme pauvre (tout en voulant faire main basse sur ses richesses). Et tous perçoivent nos territoires avec le regard aiguë d'acteurs rompus aux arbitrages entre de nombreux paramètres qui échappent souvent à notre intelligence. Je me souviendrai toujours d'une réunion sur le commerce transfrontalier convoquée par la BAD à Abidjan voici près de 10 ans. Alors que j'accompagnais une organisation régionale africaine (sous-) financée par ses États membres, j'eus la surprise de rencontrer une forte délégation européenne. Certains de ses membres défendaient à grands cris les intérêts des femmes commerçantes ouest-africaines. Surpris, je me remémorais le proverbe cité par Amadou Hampaté Bah - quand une chèvre est présente, rien ne sert de bêler à sa place. Après la visite d'un poste-frontière en Afrique de l'Ouest, la rencontre en Afrique de l'Est du PDG d'une entreprise financée par plusieurs bailleurs de fonds européens, et plusieurs mois de travail pour ce client, j'ai fini par assembler les pièces du puzzle. Les objectifs de développement humain étaient la couverture d'une vaste opération d'intelligence économique et de conquête de marchés. De fait, la Banque africaine de développement

est aussi un outil de business development pour les entreprises de ces membres non-régionaux. Faute d'investir dans la recherche et faute de nous doter d'un leadership intellectuel digne de ce nom, nous laissons nos marchés sans défense face à des conquérants d'un nouveau genre. Les partenaires techniques et financiers publient des études de piètre qualité scientifique prétendant documenter les défis créés par le (dys)fonctionnement de nos douanes. Plutôt que d'exposer la mauvaise gestion des ressources humaines de leurs agents, on s'attardera sur la destruction de valeur dont souffre les acteurs du secteur informel. Jusque-là, rien n'est fondamentalement faux mais ... l'essentiel est ailleurs. Subrepticement, une solution technologique est évoquée. Présentée. Puis fortement recommandée. Sans y prendre garde, sans véritable décision politique, avec le coup de pouce de technocrates distraits - ou gagnés à la cause des « partenaires » - un acteur du secteur privé étranger prend place sur nos marchés et capte le nouvel or des temps modernes : nos données. Il est incontestable que nos administrations centrales doivent changer, prêter l'oreille aux citoyens et se moderniser. Soyons cependant vigilants pour ne pas solder un élément fondamental de notre souveraineté économique !

### **Que faire ?**

Le monde évolue à vive allure et il est illusoire de croire que l'Afrique peut se tenir en retrait ou bénéficier d'un déni de réalité. Nous devons toutefois tirer les enseignements de près de sept décennies de politiques publiques. Les Émirats arabes unis sont devenus indépendants après le Gabon. Qu'ont-ils fait de leurs richesses ? La démocratie n'entre pas dans l'équation. Seule l'analyse lucide de l'allocation des ressources effectuée par des dirigeants. Plutôt que de tenter d'être conformes à des standards en décalages avec nos réalités, cultivons la capacité à nous poser les bonnes questions et à trouver des solutions conformes à nos moyens. L'Afrique dispose de l'essentiel pour changer le cours de son histoire. Y parvenir requiert de se faire violence et sortir des sentiers battus. Apprendre à lire les rapports de nos experts. Questionner les données que d'autres produisent pour nous assigner des rôles. Et se concentrer sur nos objectifs - au risque de paraître bornés et monomaniaques. C'est à ce prix que les États d'Asie du Sud-Est ont conquis leur prospérité et forcé le respect de leurs partenaires. Au prix d'un travail opiniâtre, silencieux et efficace. Tout débute par le degré d'ambition d'un peuple et ses dirigeants. Il est des pays où les citoyens se méfient des longs discours et préfèrent les résultats. Où les médias éduquent le public plutôt que de le distraire. Où le travail et l'intelligence sont récompensés plutôt que le divertissement et les louanges. Il nous appartient de choisir nos priorités et d'adopter les valeurs permettant de les atteindre. Ce n'est pas facile, certes - mais quelle est l'alternative ?

# Le Saint-Père a parlé... l'Afrique n'a pas bougé

**Le pape a dressé le portrait sans fard d'un continent paradoxal : le plus riche en ressources naturelles, le plus pauvre en justice sociale. Un tableau sombre que la société civile brosse depuis des lustres mais qui, prononcé depuis la chaire pontificale, résonne autrement. Jusqu'à quand ?**

► Par Jos Blaise MBANGA KACK



Le pape Léon XIV a choisi l'Afrique pour son premier grand voyage apostolique de l'année. Onze jours, quatre pays, un seul et même réquisitoire. De l'Algérie au Cameroun, de l'Angola à la Guinée équatoriale, du 13 au 23 avril 2026 le souverain pontife a parcouru le continent comme un médecin de garde face à un malade que l'on refuse obstinément de soigner. À chaque étape, il a choisi d'aborder les mêmes thèmes lancinants : la capacité prodigieuse de l'Afrique à produire des richesses et l'incapacité criminelle de ses élites à les redistribuer. Le tableau ainsi peint est sombre, presque noir. L'Afrique demeure sans conteste le continent le plus doté en matières premières, et pourtant ses ressortissants figurent parmi les plus pauvres de la planète.

Quelle contradiction. Une poignée d'initiés, gravitant dans l'orbite des palais présidentiels, s'approprie l'essentiel de l'enveloppe de production, pendant que le reste de la population croupit dans la misère. Bidonvilles et paysanneries dénuées de tout - voilà leur ordinaire.

## Un augustinien en terre musulmane

L'Algérie, première étape, portait une dimension singulièrement personnelle. Dès son arrivée à Alger le 13 avril, Léon XIV a déclaré : « Je viens en Algérie avec beaucoup de joie car c'est également la terre de mon père spirituel saint Augustin qui a voulu tant enseigner au monde. » Fils spirituel de l'évêque d'Hippone, il s'est rendu à Annaba, l'ancienne cité antique, sur les traces du grand penseur chrétien, planté un olivier sous la pluie, tandis qu'une chorale entonnait des chants en latin, en amazigh et en arabe. Geste fort dans un pays à majorité musulmane où les catholiques représentent moins de 0,01 % des 47 millions d'habitants. Depuis l'esplanade du Maqam Echahid, le pape a lancé : « Je sais combien il est difficile de pardonner. Cependant, alors que les conflits continuent de se multiplier à travers le monde, nous ne pouvons pas accumuler les ressentiments de génération en génération. » Démontrer que l'on peut construire des passerelles entre humains de confession différente - voilà ce que l'on peut retenir de l'étape algérienne. C'est à louer.

## La confession d'un continent à genoux

Au Cameroun, Léon XIV n'a pas mâché ses mots. Évoquant « l'Afrique en miniature » et ses 250 langues et ethnies, il a pointé « une répartition souvent inégale des richesses », « le défi de donner leur place aux jeunes en surmontant la corruption endémique » et la « nécessité de promouvoir un développement intégral et durable, en oppo-

sant aux diverses formes de néocolonialisme une coopération internationale visionnaire. » La corruption, ici, est devenue une culture, presque une façon de faire - on ne sait plus faire autrement. Le pape s'est également rendu à Bamenda, dans le nord-ouest anglophone déchiré depuis dix ans par un conflit sanglant entre le gouvernement et des groupes séparatistes, pour y présider une rencontre pour la paix.

En Angola, le saint Père a exhorté : « Angola, reste fidèle à tes racines chrétiennes ! Ainsi tu pourras continuer à apporter ta contribution à l'édification de la justice et de la paix en Afrique. »

Mais c'est en Guinée équatoriale que le verbe pontifical a atteint son acuité la plus tranchante. Devant 600 détenus de la prison de Bata, en présence du président Teodoro Obiang Nguema (au pouvoir depuis 1979), Léon XIV a affirmé : « L'administration de la justice a pour but de protéger la société, mais pour être efficace, elle doit toujours miser sur la dignité et les potentialités de chaque personne. » À la fin de la rencontre, les détenus ont explosé dans un mouvement de joie collectif, scandant : « Libertad ! Libertad ! » Sans doute le seul moment véritablement spontané de toute la visite.

Le pape l'a dit et martelé. Et la plupart des dirigeants qu'il a visités se réclament pourtant du catholicisme. Il ne venait pas découvrir l'Amérique, pardon l'Afrique qu'on se le dise. Tout ce qu'il a formulé avec la solennité du Vatican, la société civile le crie depuis des décennies, les oppositions politiques le dénoncent à leurs risques et périls, la presse indépendante - là où elle respire encore - le documente à grand-peine. Des journalistes croupissent en cellule pour avoir critiqué

des scrutins jugés tronqués. Des leaders d'opposition n'ont pas le droit d'organiser un meeting. Dans certains pays, le paysage audiovisuel se résume au média d'État et à la chaîne du fils du président. Comment parler décevement de pluralité en pareille occurrence ?

Depuis le départ du pape, visiblement, rien n'a bougé. Rien ne bougera. La misère s'est enkystée. Les caniveaux sont toujours encombrés d'immondices, les robinets restent secs, le courant continue de désertir des quartiers entiers pendant des jours, parfois des semaines. Les classes débordent, les routes demeurent défoncées, les pistes rurales ressemblent à des layons cacaoyères. Faut-il donc attendre le passage du pontife romain pour que les dirigeants africains prennent conscience du mandat que leurs peuples leur ont confié ?

Le pape lui-même a conclu sobrement : « La visite du Pape est, pour les populations africaines, l'occasion de faire entendre leur voix, d'exprimer la joie d'être le peuple de Dieu et l'espoir d'un avenir meilleur, empreint de dignité pour chacun et pour tous. » Noble intention. Mais l'espoir ne goudronne pas les routes, ne remplit pas les assiettes et n'ouvre pas les geôles politiques. Il serait temps que les Africains - dirigeants et citoyens - cessent d'attendre la prochaine visite apostolique pour se regarder dans le miroir. Pour les pays francophones notamment, le disque rayé de la faute imputée à Paris tourne en boucle depuis trop longtemps. Lusophone, arabophone, francophone, anglophone : peu importe la langue de l'ancienne puissance tutélaire - la misère, elle, parle toutes les langues. Il est temps de prendre son destin en main.





**JACOB DIKO  
MUKETE,**

## **Ce Camerounais qui parle à l'oreille du président Kagame**

**Dans la galaxie des grandes fortunes camerounaises, Jacob Diko Mukete est l'étoile que les télescopes ne captent pas. Là où ses frères ont choisi la visibilité, lui a choisi Cambridge, la BAD, Tunis, Kigali. Portrait d'un homme qui a fait de l'ombre une arme.**

► Par Jos Blaise Mbang Kack

Il y a des destins qui se construisent dans le silence et les coulisses, loin des spots et des conférences de presse. Jacob Diko Mukete est de ceux-là. Dans le paysage des élites camerounaises qui ont su s'imposer sur la scène internationale, cet homme à la mise irréprochable et au verbe rare occupe une place à part : celle du stratège discret, de l'homme des dossiers que les présidents s'arrachent sans faire de bruit. Juriste, économiste, gouvernance : ce triptyque résume quarante ans d'un parcours d'exception, de Douala à Kigali, en passant par Tunis et Cambridge. Et si vous cherchez sa trace sur les réseaux sociaux, une fiche Wikipédia, ou le moindre communiqué à son nom, bonne chance. L'homme n'aime pas les sunlights. Il les évite avec le même soin qu'il met à soigner ses dossiers.

Il est le fils du regretté Chief Mukete, chef traditionnel, sénateur et longtemps président du conseil d'administration de CAMTEL (Cameroon Telecommunications) - ce patriarche qui avait, très tôt, inoculé à

ses enfants le virus des affaires et le goût de l'excellence. La famille Mukete, dont l'empire pèse selon le magazine Forbes Afrique 360 millions de dollars, est aujourd'hui l'une des dynasties les plus influentes du continent africain. Collins Ebako, l'aîné, tient les rênes depuis les États-Unis ; Ekoko, sénateur, chef traditionnel et ancien président du conseil d'administration de United Bank of Africa (UBA), en est le gardien du temple. Jacob, lui, a choisi l'international et, par là, une discrétion presque totale aux yeux du grand public camerounais.

### **De Cambridge aux arcanes de la BAD**

Pour comprendre Jacob Diko Mukete, il faut d'abord comprendre le terreau intellectuel dans lequel il a été formé. Diplômé en économie et en droit de la London School of Economics et du St. John's College de l'université de Cambridge, il rentre au Cameroun armé d'une formation que peu d'Africains de sa génération peuvent revendiquer. Il débute à la Société nationale d'investissement du Cameroun

(SNI) où il affine pendant près d'une décennie sa compréhension des mécanismes industriels nationaux. Une école de rigueur, avant le grand saut continental.

C'est à la Banque africaine de développement (BAD) que Jacob Diko Mukete va véritablement se révéler. Il y passe plus de vingt ans, traversant une succession de postes d'économiste principal pour une dizaine de pays africains, du Ghana aux Seychelles, du Nigéria à l'Égypte. Un tour du continent depuis les salles d'analyse et les bureaux feutrés des institutions, qui forge chez lui une lecture fine et transversale des économies africaines dans leur diversité. Ce n'est pas le profil du technocrate monolithique. C'est celui d'un homme qui a vu l'Afrique de l'intérieur, pays après pays.

### **Le tandem Kaberuka, ou l'art de peser sans paraître**

Puis vient le moment charnière. De 2002 à 2006, Diko Mukete intègre le bureau du président de la BAD comme assistant personnel et responsable direct - une position stratégique qui le place au cœur de la machine. L'homme qu'il sert alors n'est autre que Donald Kaberuka, l'économiste rwandais dont le double mandat à la tête de la BAD, conduit depuis Tunis puis Abidjan, s'achèvera en 2015 après avoir fait de l'institution la première force de financement du développement en Afrique.

Entre Kaberuka et Mukete, il se noue alors quelque chose qui dépasse la relation classique entre un président et son collaborateur. Une confiance totale, absolue, construite dans l'urgence des arbitrages et la pression des grands dossiers. Kaberuka est le visage, la stature, la parole publique. Mukete est la mémoire, la continuité, la précision. L'un pense à voix haute ; l'autre traduit en actes, sans bruit et sans gloire. Ceux qui les ont côtoyés à Tunis disent qu'entre eux, pas même une feuille de papier ne séparait leur proximité. Diko Mukete était de toutes les missions, présent sur tous les fronts, silencieux comme une ombre portée.

D'apparence froide et distante pour qui ne le connaît pas, la carapace se fissure dès lors que vous avez réussi le coup de force d'entrer dans son premier cercle. L'homme se révèle blagueur, enjoué, presque espiègle et répond lui-même à ses messages, sans intermédiaire ni protocole. Parfaitement bilingue, il passe du français à l'anglais sans le moindre accent, avec une aisance qui lui a ouvert bien des portes dans des institutions où la langue est souvent un marqueur de territoire autant qu'un

outil de travail. À Tunis justement, ses compatriotes Eric Chinje et Janvier Litsé – ce dernier finissant vice-président de la BAD sous Kaberuka – compartaient parmi ses compagnons de route, partageant discussions sur les finances africaines et nouvelles du pays.

De 2007 à 2011, Diko Mukete est nommé représentant résident de la BAD au Rwanda et au Burundi. Les résultats qu'il y obtient franchissent les murs de l'institution et parviennent aux oreilles de Paul Kagame. Quittant ses fonctions à Kigali, il rend publiquement hommage à un pays hors du commun, saluant la résilience d'une nation passée des cendres du génocide à une croissance moyenne dépassant les 8 % entre 2000 et 2009. Une déclaration sincère, qui dit tout de la nature de son engagement : Diko Mukete ne fait pas semblant d'admirer le Rwanda. Il y croit.

Sur recommandation de Kaberuka, dont l'influence sur Kigali reste intacte bien après la fin de son mandat à la BAD, Diko Mukete est propulsé dans le cercle des conseillers les plus influents du président rwandais. En novembre 2020, sa nomination au conseil d'administration de Rwanda Finance Limited (l'agence chargée de faire de Kigali un hub financier continental de premier plan) est officialisée. Il en devient vice-président, aux côtés du franco-ivoirien Tidjane Thiam, ancien patron du Crédit suisse, qui en prend la présidence. Loyal envers les hommes et envers les institutions, « d'une fidélité d'épagneul », dit de lui une de ses connaissances, il assume son engagement auprès de celui qui incarne le Rwanda : sa photo de profil WhatsApp est celle du président Kagame en tenue sportive. Non pas une posture de courtisan, mais la marque d'un homme qui, lorsqu'il choisit un camp, y met toute sa conviction. Il fait partie de ces Camerounais rares qui peuvent se targuer de chuchoter à l'oreille d'un chef d'État sans jamais avoir soufflé mot à qui-conque. Une tombe, disent ceux qui l'ont côtoyé à Kigali. Un grand muet qui n'évoque jamais les dossiers auxquels il a accès. Personne ne connaît l'étendue réelle de ses responsabilités et il préfère manifester que les choses restent ainsi.

Jamais pourtant il n'a tourné le dos à Douala, à sa famille, à cette terre bafaw dont il est prince de sang. Dans un monde où la réussite internationale s'accompagne souvent d'un discret oubli des origines, Jacob Diko Mukete fait figure d'exception. L'architecte silencieux de la gouvernance africaine, depuis les hauteurs de Kigali, garde toujours un œil tourné vers le Wouri.



**MOUHAMADOU LAMINE  
MBACKÉ,**

## **Le visage africain de la finance islamique veut séduire l'Europe**

**Pionnier de la finance islamique en Afrique de l'ouest en particulier, en Afrique francophone en général, Mouhamadou Lamine Mbacké a eu la sagesse de fonder dès le 09 décembre 2009 l'Institut africain de finance islamique (AIF), premier Institut de l'espace CEDEAO spécialisé dans la formation et le conseil dans ce domaine assez innovant du financement des économies africaines.**

► Par **MLDIATTA**

**L**e séillant financier avait déjà eu des états de service dans diverses institutions bancaires internationales comme la Citibank. Titulaire d'un MBA à la célèbre Old Dominion University de Norfolk en Virgi-

nie (USA) sans oublier un 3e cycle de Management en France. Mouhamadou Lamine Mbacké a su implanter avec méthode et brio la finance islamique en Afrique de l'Ouest avec Dakar mais également Abidjan comme principaux points de repères et

d'attraction. Il est le fils du khalife de Darou Mar-nane et neveu du khalife général des gourides, puissante communauté religieuse au Sénégal, Après dix bonnes éditions de son forum annuel sur la finance islamique en Afrique de l'Ouest (IFF West Africa 2025) organisées en terre africaine, cette grand'messe, sorte de raout pour décideurs et administrateurs publics, privés et banques internationales va franchir un palier supérieur. Les 29 et 30 juin 2026, ce forum très couru se tiendra à Genève en Suisse. Une manière pour Mouhamadou Lamine Mbacké et les acteurs de cet écosystème doté d'un immense potentiel de prospector le marché européen. C'est d'ailleurs tout le sens du thème centré sur : « Comment financer la diaspora africaine : solutions islamiques et éthique pour le logement ; l'investissement et le financement structuré Sukuk-Diaspora ».

En s'installant à Genève, le forum offre à l'Afrique une plate-forme internationale de structuration surtout que la capitale suisse est reconnue comme un carrefour financier et diplomatique mondial. L'objectif est ambitieux : Connecter les acteurs financiers africains et européens ainsi que les investisseurs privés et promoteurs immobiliers à travers le levier économique de la Diaspora.

Faudrait-il le rappeler, la Diaspora africaine en Europe représente un segment économique en forte croissance avec une capacité d'épargne et d'investissement significative. Toutefois, plusieurs défis restent prégnants notamment l'accès limité au financement immobilier conforme à la Charia et le manque criant de véhicules d'investissement structurés vers l'Afrique.

Mouhamadou Lamine Mbacké reste conscient que sa mission de faire essaimer la finance islamique dans notre continent est historique. Aujourd'hui, cette industrie concentre un volume d'actifs de plus de 4 000 milliards de dollars à travers le monde avec à la clé un taux de croissance à deux chiffres. Seulement voilà, l'Afrique est largement à la traîne et ne capte qu'à peine 5 % de cette manne financière colossale.

À la tête de l'AIF depuis dix-sept ans, Lamine Mbacké s'adosse à une vision consistant à faire de la finance islamique un levier de souveraineté économique au Sénégal et ailleurs en Afrique. Au-delà de sa vocation à booster l'écosystème financier dans un environnement en pleine crise, l'Institut de Monsieur Mbacké est reconnu pour sa rigueur scientifique et académique pour avoir assuré la formation de plus de 2 000 professionnels du monde

économique et financier incluant des banquiers, des cadres de l'administration ainsi que des managers de compagnies d'assurances, d'entreprises publiques et privées et de sociétés de microfinance à travers la sous-région ouest-africaine et le monde entier. Avec un focus spécial sur la formation et l'accompagnement des investisseurs en finance islamique de l'Afrique de l'ouest et de la CEDEAO qui compte 15 pays et un marché intégré de plus de 260 millions de consommateurs.

Le promoteur de la finance islamique en Afrique francophone est convaincu que le Sukuk, obligation adossée à des actifs réels conformes à la Charia, s'impose aujourd'hui comme une solution de financement viable, éthique et résiliente. De même, le caractère de financement participatif (investissement) et impact sur l'économie réelle des Sukuks sont en parfaite adéquation avec les besoins des pays de l'UEMOA à combler leur gap infrastructures et d'attirer les investissements directs conformes à la Charia.

Avec à la clé plusieurs séjours en Malaisie et dans d'autres pays asiatiques et européens, Mouhamadou Lamine Mbacké déroule pourtant un agenda panafricain assumé pour promouvoir cette finance islamique considérée comme un mode de financement alternatif des économies africaines à l'heure de l'essoufflement des outils de financement conventionnel comme l'endettement ou encore l'aide au développement et le recours au PPP.

Si le Sénégal est à l'avant-garde en tant que socle de cette stratégie, l'ambition demeure continentale. AIF tisse avec finesse des ponts avec des centres d'expertise au Maghreb, au Golfe, en Chine, en Inde etc. Objectif : attirer des capitaux, co-développer des curricula et partager des retours d'expérience. Enjeu : positionner Dakar comme hub de structuration de transactions régionales à commencer par les Sukuks souverains et quasi-souverains de même que les véhicules d'investissement thématiques liés aux infrastructures, au climat ou encore au logement.





## Harouna NIANG, Économiste

# « Le développement de l’Afrique ne peut plus être pensé uniquement à partir des villes »

Pour Harouna Niang, la promesse d’un effet d’entraînement des villes vers les campagnes n’a pas été tenue, accentuant au contraire les déséquilibres territoriaux, l’exode rural et la fragilisation sociale. À rebours de cette approche, il défend un changement de paradigme fondé sur la réhabilitation du monde rural à travers le concept de « village productif intégré ». Dans cet entretien, il détaille les leviers économiques, technologiques et institutionnels susceptibles de faire du village un moteur de croissance, d’emploi et de souveraineté pour l’Afrique.

► Entretien réalisé par Oussouf DIAGOLA

### Pourquoi la priorité donnée aux capitales n’a-t-elle pas produit l’effet d’entraînement attendu ?

Le modèle urbano-centré repose sur une hypothèse implicite : que la croissance générée dans les capitales allait diffuser vers les zones rurales. Cette

hypothèse s’est révélée largement erronée. En réalité, nous avons assisté à un phénomène inverse. Il y a eu la concentration des investissements publics (souvent plus de 70 % dans les grandes villes) qui a provoqué une polarisation des services (santé, édu-

cation, infrastructures) avec comme conséquence la marginalisation progressive des territoires ruraux. Résultat : au lieu d'un effet d'entraînement, nous avons créé des îlots de croissance déconnectés de leur hinterland. L'économie urbaine africaine est restée largement tertiaire et dépendante des importations, avec peu de liens productifs avec les campagnes.

### **Serait ce une erreur stratégique et quelles en sont les conséquences ?**

Elles sont majeures et visibles aujourd'hui. Je peux citer l'urbanisation incontrôlée qui fait que les villes africaines croissent à un rythme de 3 à 5 % par an, souvent sans base productive solide. Il faut ajouter à cela l'explosion des bidonvilles (près de 60 % des citoyens africains vivent dans des habitats précaires), le chômage massif des jeunes et particulièrement en milieu urbain où l'économie formelle ne peut absorber les flux migratoires. Tout cela provoque une insécurité et une instabilité sociale qui ont comme conséquences des frustrations liées au manque d'opportunités. Nous avons déplacé la pauvreté au lieu de la résoudre.

### **Ça, c'est s'agissant du Mali, mais est-ce que c'est pareil ailleurs en Afrique ?**

Le problème n'est pas propre qu'au Mali. Il est africain même s'il existe une nuance d'un pays à l'autre. L'Afrique de façon générale a commis deux erreurs majeures : marginaliser ses villages et n'avoir pas donné suffisamment de priorité à son industrialisation. C'est la combinaison de ces deux facteurs qui explique aujourd'hui la pauvreté persistante, le chômage massif des jeunes, et l'instabilité sociale. Nous avons des campagnes qui ne produisent pas assez de richesse et des villes qui ne créent pas assez d'emplois. Je crois que c'est parce que la migration vers les villes n'est pas absorbée. Ces flux de populations sont absorbés par l'industrialisation qui elle-même est favorisée par l'énergie, l'électricité. Sans l'électricité et l'eau, il n'y a pas d'industrialisation. Et sans industrialisation, l'urbanisation devient une impasse économique.

Si l'on considère la situation des pays d'Asie, l'industrie a joué un rôle clé : elle a absorbé la main-d'œuvre issue du monde rural tout en captant plus de valeur donc plus de richesse. En Afrique, ce relais est insuffisant.

### **Que faut-il donc faire ? Y-a-t-il des opportunités ?**

Historiquement, le développement nécessitait des



infrastructures lourdes (barrages, réseaux électriques nationaux). Aujourd'hui, la technologie permet de décentraliser le développement. Le coût de l'énergie solaire a chuté de plus de 85 % en 15 ans, celui des batteries a baissé de près de 80 % depuis 2010. Voilà qui rend possible d'équiper un village en énergie (pompage, transformation, conservation), en eau (irrigation) et même en micro-industries locales. Nous passons d'un modèle centralisé et coûteux à un modèle décentralisé, flexible et scalable. À court terme, les grands réseaux restent nécessaires. Mais à moyen terme, la rentabilité des systèmes décentralisés devient très compétitive, notamment en Afrique rurale.

### **Pourquoi ?**

Parce que tout simplement le coût d'extension des réseaux est très élevé lorsqu'on a faire dans des zones vastes, que les pertes techniques sont importantes et les délais assez longs. À l'inverse, les micro-unités permettent un retour sur investissement plus rapide, une adaptation aux besoins locaux et une création directe de valeur économique.

### **Y-a-t-il un seuil de viabilité en termes de superficie, de géographie, d'urbanité ou d'urbanisation ?**

Ce que j'appelle le Village productif intégré ne doit pas dépasser une superficie de 15 hectares, Ce chiffre n'est pas arbitraire. Il correspond à un minimum économique viable qui se décompose en 10 hectares agricoles pour la production diversifiée (maraîchage, céréales, cultures à valeur ajoutée) et 5 hectares fourragers dédiés à l'alimentation du bétail, l'intégration agriculture-élevage

À ce niveau, on atteint des volumes commercialisables ; on permet la transformation locale ; on gère des revenus monétaires réguliers. En dessous de ce seuil, on reste dans la subsistance. Au-dessus, on entre dans une logique d'économie rurale structurée. Ce seuil est un point de départ. C'est le minimum pour être rentable, mais le vrai moteur, c'est le marché. Le modèle doit être piloté par la demande (demand-driven) pas par l'administration.

Le développement rural ne se fera pas sans eau et sans énergie et bien sûr il faut la formation et la recherche aussi. Ce sont les piliers de toute production. Le concept de village productif repose là-dessus, mais cela ne suffit pas. Un village ne réussit que s'il est connecté au marché. Il doit être intégré aux chaînes de valeur locales, nationales et internationales.

### **Et la gestion se fera comment ?**

Par une société anonyme mixte, ce que l'on appelle aujourd'hui partenariat public privé, le fameux PPP. Cela, parce que ni l'État seul, ni les communautés seules ne peuvent porter ce projet. Une société mixte permet de mobiliser des financements structurés, apporter une gestion professionnelle et assurer la chaîne complète : production - transformation - commercialisation.

Le secteur privé apporte la discipline de gestion, la recherche de performance et la capacité d'innovation. L'État, lui, garantit l'accès au foncier, les incitations fiscales, et la cohérence stratégique.

### **Quelle place pour les coopératives ?**

Elles sont le cœur du système. Sans organisation humaine, aucune infrastructure ne fonctionne. Les coopératives permettent la mutualisation des moyens, la gouvernance locale, l'inclusion sociale et la responsabilisation des producteurs. Elles transforment le village en acteur économique structuré et non plus en simple espace de survie.

### **Comment le village peut-il assurer la souveraineté alimentaire ?**

L'Afrique importe chaque année plus de 50 milliards de dollars de produits alimentaires. Réhabiliter le village permet d'augmenter la production locale, substituer les importations, réduire le déficit commercial et sécuriser l'approvisionnement. C'est une question de souveraineté mais aussi de stabilité macroéconomique.

### **Le village peut-il redevenir attractif pour les**

### **jeunes ?**

Oui, à condition de changer complètement son modèle économique. Un village productif doit offrir des revenus stables, des services (électricité, eau, numérique), des perspectives entrepreneuriales... Aujourd'hui, les jeunes fuient la pauvreté, pas le village en soi. Si le village devient un espace d'opportunités, il redeviendra naturellement attractif.

### **Y-a-t-il un dénominateur commun des pays ayant réussi ?**

À mon avis, quatre éléments ressortent. Il s'agit de l'investissement massif dans le monde rural, du lien fort entre agriculture et industrie, Troisièmement de l'organisation collective des producteurs et enfin de la vision stratégique de long terme. Par exemple, la Chine avec ses entreprises rurales (TVE), le Vietnam avec ses réformes agraires ou le Maroc avec ses chaînes de valeur agricoles.

### **Ces modèles sont-ils transposables ?**

Pas intégralement, mais les principes le sont. La Chine a créé plus de 130 millions d'emplois ruraux grâce aux TVE dont le concept est basé sur la décentralisation économique, l'industrialisation rurale, avec un rôle important donné aux collectivités locales. Ce qui doit être adapté concerne le cadre institutionnel, la gouvernance et les réalités socio-culturelles africaines.

### **Par quoi faut-il commencer dès demain ?**

Le message est simple : il faut inverser la logique du développement. Et partant de cela, trois priorités immédiates s'imposent, D'abord, lancer un programme massif de villages productifs pilotes, ensuite, réorienter les investissements publics vers le monde rural et enfin, mettre en place des mécanismes de financement innovants (PPP, diaspora, fonds souverains).

Le village ne doit plus être un espace de survie, mais un espace de production et de puissance économique. Sans villages productifs et sans industrialisation, il n'y aura ni emploi durable, ni souveraineté, ni stabilité en Afrique. Le village doit devenir un pôle de production, un espace d'innovation et un levier de souveraineté. Le développement de l'Afrique ne se jouera ni uniquement dans les villes capitales, ni dans les institutions centrales. Il se jouera là où vivent ses populations. C'est dans le village que se trouve la clé de la transformation structurelle de nos économies.

## Le contrôle interne

# L'avantage compétitif que les entreprises africaines sous-estiment

► Soulemame BABA DAMAGUI

Expert en gouvernance, risques & transformation  
Executive MBA HEC Paris | Certifié Wharton

**L**a plupart des crises financières d'entreprise ne commencent pas par une chute brutale du chiffre d'affaires. Elles commencent par des écarts tolérés, des anomalies non analysées et des processus mal contrôlés. Autrement dit : par une faiblesse du contrôle interne.

Dans de nombreuses organisations africaines, le contrôle interne souffre encore d'une perception erronée. Il est souvent considéré comme une contrainte administrative, un ensemble de procédures lourdes ou un dispositif destiné à sanctionner les collaborateurs.

Cette vision est non seulement inexacte, mais dangereuse. Le contrôle interne n'est pas un frein à la performance : il en est l'un des moteurs les plus puissants. Un dispositif solide protège les résultats financiers, sécurise la trésorerie, fiabilise les informations de gestion et renforce la crédibilité de l'entreprise vis-à-vis des partenaires, investisseurs et institutions financières.

Dans un environnement économique marqué par la volatilité, les tensions de trésorerie et les exigences croissantes de transparence, la maîtrise des risques devient un véritable avantage compétitif.

### Quand une faiblesse locale devient un risque systémique

Dans les organisations qui manipulent des volumes importants de stocks, de flux financiers ou de créances clients, la moindre faiblesse de contrôle peut produire des effets multiplicateurs.

Une erreur isolée peut devenir systémique. Un écart non détecté peut se transformer en perte structurelle. Une anomalie tolérée peut progressivement devenir une culture.

Prenons quelques situations simples mais fréquentes. Si les stocks sont surévalués, le résultat peut sembler positif alors que la trésorerie réelle ne suit pas. Les décisions d'investissement deviennent



biaisées.

Si les créances clients ne sont pas correctement suivies, la dégradation de la trésorerie se produit silencieusement. Le fonds de roulement devient fragile et la capacité d'investissement diminue.

Lorsque les commissions commerciales sont mal calculées ou insuffisamment contrôlées, des pertes invisibles peuvent s'accumuler, générant tensions internes et érosion progressive de la rentabilité.

Le danger d'un contrôle interne faible est qu'il ne provoque pas toujours un choc immédiat. Il crée une érosion progressive qui reste invisible jusqu'au moment où la situation devient critique.

### Le contrôle interne : un système vivant

Contrairement à une idée répandue, le contrôle interne n'est pas un classeur de procédures ni un audit annuel. C'est un système vivant fondé sur des

règles claires, des validations hiérarchiques, des outils technologiques, des indicateurs de pilotage et surtout des comportements responsables.

Son objectif repose sur quatre piliers fondamentaux :

- protéger les ressources de l'organisation (trésorerie, stocks, actifs et données)
- garantir la fiabilité des informations financières
- assurer la conformité réglementaire et contractuelle
- améliorer l'efficacité opérationnelle

Une entreprise dotée d'un contrôle interne robuste prend de meilleures décisions parce que ses informations sont fiables et ses risques maîtrisés.

### Les trois lignes de défense

Les organisations performantes s'appuient sur le modèle des trois lignes de défense.

La première ligne est constituée par les opérationnels. Ils exécutent les processus et identifient les anomalies en premier.

La deuxième ligne regroupe les fonctions de gestion des risques et de contrôle interne. Elles structurent les règles et supervisent leur application.

La troisième ligne correspond à l'audit interne, chargé d'évaluer de manière indépendante l'efficacité globale du dispositif.

Un principe fondamental doit être rappelé : l'audit

interne ne remplace pas le management. Il évalue le management.

### Cartographier les risques pour mieux décider

Un dispositif de contrôle interne performant commence toujours par une cartographie des risques. Cette démarche consiste à identifier les processus critiques, analyser les risques inhérents, évaluer leur impact et leur probabilité puis hiérarchiser les priorités.

La cartographie transforme l'intuition en méthode. Elle permet de concentrer les ressources sur les zones les plus sensibles et d'éviter la dispersion des efforts.

### Digitalisation : un accélérateur de fiabilité

La digitalisation constitue aujourd'hui un levier majeur de réduction des risques. Les systèmes ERP permettent de centraliser les données, automatiser les validations, paramétrer les droits d'accès et conserver une traçabilité complète des opérations. Contrairement aux fichiers isolés ou aux outils manuels, les systèmes intégrés limitent les manipulations et réduisent l'erreur humaine.

Associés à des tableaux de bord décisionnels, ces outils permettent aux dirigeants d'identifier rapidement les dérives et de piloter les risques en temps réel.

### 5 signaux faibles d'un contrôle interne fragile

- écarts de stock récurrents non expliqués
- balances âgées clients rarement analysées
- calculs de commissions non revus par un second niveau
- dépendance à un fichier Excel détenu par une seule personne
- validations informelles hors workflow

### La discipline d'exécution : clé de la crédibilité

Identifier un risque ne suffit pas. Détecter une anomalie ne suffit pas. Formuler une recommandation ne suffit pas.

L'efficacité du contrôle interne repose sur la capacité de l'organisation à corriger durablement les faiblesses identifiées.

Les organisations les plus matures mettent en place des systèmes de suivi structurés avec un

responsable identifié, une échéance formelle et une preuve documentée de réalisation.

Une règle simple s'impose alors : ce qui n'est pas documenté n'est pas considéré comme réalisé.

### Conclusion : la maîtrise des risques comme avantage compétitif

Dans un environnement économique exigeant, les organisations qui maîtrisent leurs risques prennent de meilleures décisions, investissent plus intelligemment et inspirent davantage confiance.

Le contrôle interne ne doit donc pas être perçu comme une contrainte administrative. C'est un accélérateur de crédibilité, un stabilisateur financier et un levier stratégique de performance durable.

Les entreprises qui l'ont compris disposent d'un avantage décisif : elles ne subissent pas les crises, elles les anticipent.

# Le cacao dans tous ses états

► Par Hervé BECKER



**V**ous êtes peut-être en train d'attendre votre prochain vol ou vous avez déjà embarqué dans votre avion. Depuis ce matin, vous n'avez pas cessé de regarder votre montre, de vous soucier du moindre retard, de vous demander si vous n'avez pas oublié de prendre dans votre valise quelque

chose d'indispensable... Si les voyages forment ou entretiennent la jeunesse, ils sont aussi une source de stress. Il est donc grand temps de vous accorder un petit moment de détente dans cette course permanente. Et quand il s'agit de se faire un petit plaisir raisonnable, quoi de mieux qu'un bon café, accompagné d'un carré de bon chocolat. Un carré

ou un peu plus ... car dans la vie, on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même !

Et puis, tout le monde a déjà entendu ou lu que le chocolat a plein d'effets bénéfiques pour la santé. On va d'ailleurs vous les rappeler pour que vous ayez bonne conscience au moment de croquer dans votre troisième carré. Comme vous le savez, le cacao, qui est l'ingrédient noble et indispensable du vrai chocolat, est riche en antioxydants, ce qui contribue à réduire le mauvais cholestérol et à protéger les cellules du vieillissement. Bravissimo le cacao ! Ensuite, le cacao contribue à une bonne santé cardiovasculaire en favorisant la dilatation des artères et donc la circulation sanguine. Allegro le cacao ! Riche en magnésium, en potassium et en fer, il est une source naturelle de minéraux et a des effets positifs sur le cerveau et sur l'humeur en agissant comme un anti-stress naturel. Crescendo le cacao ! Mais, comme il faut toujours trouver un défaut ou une limite à toute bonne chose, rappelons-nous que le chocolat procure aussi un apport calorifique élevé et qu'une consommation excessive est source de prise de poids. Piano le cacao ! À la fin, l'équilibre et la diversité sont encore et toujours les vertus cardinales de toute bonne alimentation.

Vous venez de finir votre dernier carré de chocolat, vous gardez un goût agréable en bouche et vous cherchez à reconnaître les saveurs dominantes de ces quelques grammes qui vous ont donné du pur plaisir. Mais d'où vient donc ce cacao magique et plein de secrets ? Très probablement d'Afrique, puisque les différents pays du grand continent fournissent entre 70 et 75 % de la production mondiale de fèves de cacao. Avec deux producteurs en catégorie « champions du monde » la Côte d'Ivoire et le Ghana qui assurent à eux deux 50 % de la production mondiale de cacao. Et dans la ligue des champions africains, on trouve également le Nigéria, le Cameroun, la Sierra Leone, le Togo, l'Ouganda... Des facteurs géographiques uniques sont à l'origine de cette Saga Africa. Le cacao trouve en effet des terres particulièrement fertiles dans les régions équatoriales de l'Afrique. Les cacaoyers ont besoin d'un climat à la fois chaud et humide. La Côte d'Ivoire est réputée pour ses fèves de cacao robusta qui donnent un goût pur et onctueux au chocolat. Du Ghana sont issues des fèves de qualité constante avec des saveurs très fines comportant des nuances de fruits. Rajoutons les fèves camerounaises reconnues pour leurs arômes associant épices et fruits rouges. Sans oublier les fèves du Nigéria appréciées pour leur acidité maîtrisée et

leurs saveurs équilibrées. Chaque région apporte un goût particulier à ses fèves de cacao. La nature des sols, du climat et des méthodes de culture contribue à cette grande diversité et permet aux fabricants comme aux artisans de proposer des chocolats africains aux caractères si marqués.

Terminons par les enjeux économiques de la production de cacao. Si vous souhaitez commander une tonne d'or brun, en avril 2026 il vous faudra déboursier environ 3 000 dollars. Ces dernières années, les prix du cacao ont été particulièrement volatiles. Si la moyenne historique du prix de la tonne de cacao a le plus souvent varié entre 2 000 et 3 000 dollars la tonne, l'année 2024 a marqué une rupture haussière avec, pendant plusieurs mois, des prix au-dessus de 10 000 dollars la tonne et même un pic jusqu'à 13 000 dollars. La cause est venue d'une baisse de la production des deux géants que sont la Côte d'Ivoire et le Ghana. Comme pour tout déséquilibre économique, différents facteurs négatifs se sont accumulés au même endroit et au même moment : des stocks faibles, de mauvaises conditions climatiques, une sécheresse provoquée par El Nino, une maladie des cacaoyers appelée swollen shoot. Le retournement à la hausse de la production a débuté mi-2025 et aujourd'hui le risque est celui d'une surproduction et d'une baisse prolongée des cours du cacao. L'éternelle loi de l'offre et de la demande. En 2023-2024, la production mondiale de cacao était tombée à 4,4 millions de tonnes pour une demande de 4,9 millions de tonnes. Effet inflationniste inévitable. En 2025-2026, si la production est remontée à 4,9 millions de tonnes, la demande a reculé à 4,6 millions. Effet baisse des prix incontournable. Mais de votre côté, vous n'avez pas encore vraiment constaté de baisse du prix de votre tablette de référence ou de votre barre chocolatée préférée. C'est lié au temps du cycle de production-livraison-transformation. Deuxième loi économique incontournable : l'effet du temps. Le nouveau cacao à 3 000 dollars la tonne est exporté depuis fin 2025. Il doit cheminer par les usines de broyage pour être transformé en beurre de cacao et enfin livré aux fabricants de produits en chocolat. Dans de nombreux pays européens, les négociations de prix entre producteurs et distributeurs ont lieu une fois par an, en septembre. Il vous faudra donc être encore un peu patient pour.



Plateforme de ElectroChem Ghana Limited

## Ghana

# 540 millions de dollars pour faire d'Ada Songor la capitale africaine du sel

Mobiliser 540 millions de dollars pour propulser la concession d'Ada Songor au rang de plus grande mine de sel d'Afrique, et en faire un hub stratégique pour les industries chimiques et pharmaceutiques mondiales. C'est l'ambitieux pari industriel à la base l'alliance scellée, le 24 avril 2026 à Accra, par Binti Investment et ElectroChem Ghana Limited, fleuron du Groupe McDan.

► Par Oussouf DIAGOLA



**L**e mandat confié à Binti Investment est d'une ampleur rare : structurer un financement hybride - dette, equity,

instruments mixtes - destiné à faire bondir la production de 650 000 tonnes à 5 millions de tonnes par an. Une montée en puissance qui pourrait générer

1 milliard de dollars de revenus annuels pour l'État ghanéen une fois la pleine capacité atteinte. Selon nos informations, Idriss Ahamed active un réseau in-



gisement, c'est un futur pilier de la chaîne de valeur africaine de la soude caustique, des intrants industriels et des produits pharmaceutiques.

Cette alliance est aussi la rencontre de deux univers. D'un côté, Daniel McKorley, alias McDan, self-made titan de la logistique et de l'aviation, a déjà injecté 88 millions de dollars sur fonds propres pour réveiller les 16 600 hectares de Songor. De l'autre Idriss Ahamed, financier de la diaspora, incarne cette nouvelle génération d'intermédiaires capables de rassurer les marchés tout en défendant les intérêts africains.

« En Binti Investment et en M. Idriss Ahamed, nous avons trouvé le partenaire qui dispose de l'envergure mondiale pour réaliser notre vision », confie McDan. Ahamed, qui insiste : « Chaque dollar mobilisé doit créer une valeur maximale pour le Ghana. »

### Un hub industriel au cœur de la ZLECAF

Au-delà du financement, c'est une bataille de positionnement

continental. Avec Ada Songor, le Ghana ambitionne de devenir le fournisseur incontournable d'intrants chimiques pour l'Afrique de l'Ouest, dans un marché continental de plus en plus intégré grâce à la ZLECAF. Ce projet industriel, économique et social hors norme est adossé à une concession de 16 600 hectares, soutenu par une mobilisation financière de 540 millions USD et projeté vers une production de 5 millions de tonnes. Ada Songor porte également un volet social massif avec 3 000 emplois directs déjà créés, et une stratégie de pacification et de développement local dans la région de Songor. Il s'impose comme l'un des projets extractifs les plus structurants du continent. Sa rentabilité attendue - 1 milliard USD par an - s'accompagne d'un impact social déjà tangible. Pour de nombreux analystes, cette alliance illustre une tendance lourde : les grands projets structurants africains naissent désormais de la synergie entre champions industriels locaux et ingénierie financière de la diaspora.



ternational allant de la SFI à la BAD, en passant par plusieurs fonds souverains en quête d'actifs réels et stratégiques. Ada Songor n'est plus seulement un





**Gérard GNÉGNÉ, Responsable Business Unit Industrie  
chez COMPUTEC**

## **« Des solutions éprouvées, adaptées au contexte de nos industries locales »**

COMPUTEC accompagne depuis plusieurs années des acteurs industriels dans la modernisation, l'automatisation et la sécurisation de leurs installations. Gérard Gnégéné, responsable de la Business Unit Industrie chez COMPUTEC, revient sur les enjeux de l'automatisation industrielle, les bénéfices concrets pour les entreprises et l'importance croissante de la cybersécurité industrielle.

► Entretien réalisé par la Rédaction

## **En quoi consiste l'accompagnement que vous apportez aux structures qui vous sollicitent ?**

Notre équipe couvre trois domaines étroitement liés : l'automatisation des procédés (Process Automation), l'instrumentation industrielle et la cybersécurité des systèmes industriels, c'est-à-dire les systèmes de contrôle qui pilotent les outils de production dans une industrie. Concrètement, notre rôle est d'accompagner les industriels, les raffineries, les cimenteries, les agro-industries, les entreprises du secteur de l'énergie ainsi que les acteurs du traitement des eaux dans la modernisation et la sécurisation de leurs installations. Nous intervenons depuis la phase d'étude jusqu'à la maintenance, en passant par l'intégration et la mise en service.

COMPUTEC est présente en Côte d'Ivoire depuis plus de trente ans, et notre Business Unit Industrie s'appuie sur des partenariats stratégiques avec des constructeurs de référence comme Schneider Electric. Cela nous permet d'apporter des solutions éprouvées, adaptées au contexte de nos industries locales.

## **Quel est l'objectif principal de l'automatisation d'une raffinerie ?**

Une raffinerie est un ensemble d'unités de procédés telles que la distillation, le reformage, l'hydrotraitement ou encore le mélange des produits finis, où circulent en permanence des fluides à haute température, à haute pression et parfois hautement inflammables.

L'automatisation consiste à équiper ces unités de capteurs (pression, température, débit, niveau, ...), d'actionneurs (vannes, pompes, ...) et de systèmes de contrôle intelligents (DCS, SCADA, automates de sécurité) qui mesurent en temps réel ce qui se passe dans les équipements et pilotent les opérations depuis une salle de contrôle.

Le but principal est triple. D'abord, la sécurité. Dans une raffinerie, une température ou une pression qui s'emballe peut provoquer un incident majeur. L'automatisation permet de détecter ces dérives en quelques millisecondes et de déclencher automatiquement les actions correctrices, comme la fermeture d'une vanne ou la mise à l'arrêt d'une unité.

Ensuite, il y a la performance. Un procédé bien réglé consomme moins d'énergie, produit moins de rebuts et maintient une qualité constante du produit fini. Enfin, la traçabilité. Chaque mesure est enregistrée, ce qui permet d'analyser, d'optimiser

et de répondre aux exigences réglementaires et environnementales. En résumé, on automatise pour que l'installation fonctionne de manière plus sûre, plus efficace et plus prévisible.

## **Quel est l'impact concret de l'automatisation sur les unités de production, la cybersécurité et les équipes ?**

Nous allons illustrer cela avec le cas d'une industrie de la place que nous accompagnons depuis de nombreuses années. Sur les unités de production, il faut d'abord rappeler d'où l'on part. À l'origine, la conduite de l'usine reposait sur des systèmes pneumatiques, des tableaux équipés de jauges et de traceurs papier : une technologie robuste, mais qui montrait ses limites.

La modernisation a consisté à remplacer ces dispositifs par un système numérique de conduite. Les bénéfices ont été immédiats. Il est désormais possible de relire l'historique des mesures, des alarmes et des événements. Les analyses après incident (déclenchement ou écart de production, par exemple) sont grandement facilitées, puisque l'on dispose de la trace complète de ce qui s'est passé. Par ailleurs, les automatismes de régulation et les logiques de sécurité sont devenus nettement plus fiables.

Ensuite, tout au long de l'exploitation, le système est maintenu à niveau afin de bénéficier des dernières technologies. D'une version à l'autre, les systèmes deviennent plus sécurisés, plus performants et beaucoup plus simples à conduire et à configurer. Les interfaces rudimentaires d'hier ont laissé place à des environnements graphiques intuitifs qui changent réellement le quotidien des utilisateurs (opérateurs, ingénieurs).

Pour ce qui est du gain économique, nous ne pouvons pas citer de chiffres du client. Mais nous pouvons partager un fait très parlant. Ce client a entamé sa modernisation en 2000-2001 avec deux grandes unités. Il a poursuivi avec deux autres unités entre 2005 et 2008. Une cinquième a été modernisée en 2009-2010 et, aujourd'hui, une sixième unité est en cours de réalisation.

Pour cette dernière, il ne s'agit plus d'une modernisation, mais d'une construction neuve, directement conçue autour d'une technologie numérique. Je pense qu'aucun industriel ne poursuivrait ce type d'investissement sur un quart de siècle si le retour n'était pas au rendez-vous.

Concernant la cybersécurité industrielle, il faut rappeler que la modernisation a commencé à une époque où la cybersécurité n'était pas encore un

sujet largement répandu. Chez ce client, la mise en place de la cybersécurité est venue sécuriser le réseau informatique côté usine, c'est-à-dire la partie qui pilote les outils de production, très différente de l'informatique bureautique.

Les apports concrets sont de deux ordres : d'une part, une protection contre les attaques susceptibles de transiter par le réseau IT, lui-même exposé à Internet ; d'autre part, une sécurisation et une traçabilité des interventions à distance, désormais encadrées et enregistrées.

Sur les équipes, soyons honnête : nos ingénieurs ont évolué avec ces systèmes modernes. Il serait donc difficile de parler d'un « avant/après » mesurable, comme nous aurions pu le faire côté client. En revanche, ce que nous pouvons dire, c'est que chaque nouvelle génération de technologies ouvre de nouveaux horizons : de nouvelles compétences à acquérir et de nouveaux métiers à exercer. C'est un secteur qui offre de véritables perspectives aux jeunes ingénieurs ivoiriens et de la sous-région qui souhaitent se former à l'automatisme, à l'instrumentation ou à la cybersécurité industrielle.

Au bout du compte, les résultats les plus parlants de cette mission ne tiennent pas dans un tableau de chiffres. Ce sont la continuité d'exploitation maintenue pendant plus de vingt ans de modernisations successives, des équipes client pleinement autonomes dans la conduite des procédés, une traçabilité complète qui a transformé les capacités d'analyse après incident, ainsi qu'une posture de cybersécurité industrielle qui n'existait tout simplement pas auparavant. C'est cette combinaison, à la fois technique et humaine, qui fait qu'un projet d'automatisation tient ses promesses dans la durée.

**Quel message adressez-vous aux entreprises qui**

**hésitent encore à lancer un projet d'automatisation ?**

Notre message sera peut-être à contre-courant de ce que l'on attend d'un intégrateur. Nous ne dirons pas aux entreprises qui hésitent qu'il faut se lancer à tout prix. Un projet d'automatisation représente un investissement important, et un investissement ne se décide jamais à l'aveugle.

Ce que nous recommandons, c'est de commencer par une étude sérieuse. Une étude qui réponde à des questions précises : quels sont les procédés ou les équipements sur lesquels l'automatisation apportera le plus de valeur ? Quel est le niveau de maturité actuel de l'installation ? Quels sont les risques (sécurité, cybersécurité, obsolescence) qu'il faut traiter en priorité ? Et surtout, quel est le retour sur investissement attendu, sur quel horizon et avec quelles hypothèses ?

C'est cette étude préalable qui permet de décider, en connaissance de cause, s'il faut avancer, à quel rythme et par où commencer. Un projet rentable se démontre avant son lancement, pas après. Et inversement, si l'étude montre que le moment n'est pas opportun ou que le périmètre doit être revu, c'est une information tout aussi utile pour le dirigeant.

Donc, notre message aux entreprises qui hésitent est simple : ne restez pas dans l'hésitation. Faites réaliser une étude sérieuse par des professionnels qui connaissent votre métier et votre contexte. Vous aurez alors les éléments objectifs pour prendre une décision.

Chez COMPUTEC, c'est exactement ce que nous proposons en amont de tout projet, parce que nous préférons accompagner des clients qui investissent sur des bases solides plutôt que de vendre des solutions qui ne tiendraient pas leurs promesses





## Free roaming en Afrique de l'ouest

# Le Sénégal, le Togo et le Bénin ouvrent la voie à une connectivité régionale sans surcoût

L'accord de free roaming entre le Sénégal, le Togo et le Bénin marque une étape importante dans la construction d'un espace numérique plus connecté en Afrique de l'Ouest. En rendant les communications plus accessibles, il améliore le quotidien des usagers tout en posant les bases d'une intégration régionale plus poussée. Si cette dynamique se poursuit, elle pourrait transformer en profondeur la manière dont les citoyens, les entreprises et les institutions interagissent dans la sous-région, avec un objectif simple : communiquer plus librement, sans barrières techniques ou financières.

► Par Kevin da SILVA

**V**oyager entre le Sénégal, le Togo et le Bénin sans craindre une facture téléphonique élevée devient une réalité. Les trois pays ont mis en place

un accord de free roaming qui change le quotidien des usagers en déplacement dans la sous-région. Derrière cette évolution technique se joue une transformation plus large ; rendre les communications plus

accessibles et accompagner la circulation des personnes dans l'espace ouest-africain. Dans un contexte où le numérique occupe une place centrale dans les échanges, cette décision illustre une volonté claire de rapprocher

les pays au-delà des frontières physiques.

Jusqu'à présent, utiliser son téléphone dans un autre pays de la sous-région pouvait devenir coûteux. Avec ce nouvel accord, les choses changent de manière concrète pour les usagers. Un voyageur sénégalais, togolais ou béninois peut désormais recevoir ses appels sans frais lorsqu'il se trouve dans l'un des pays partenaires, et ce pendant une période allant jusqu'à trente jours.

Les appels passés et les SMS sont également facturés au même prix que dans le pays d'accueil, ce qui supprime une grande partie des surcoûts liés au roaming international. Pour les données mobiles, les opérateurs ont mis en place des tarifs adaptés, plus accessibles que par le passé. En parallèle, certaines surtaxes appliquées aux communications internationales entre ces pays ont été supprimées, rendant l'usage du téléphone plus lisible et plus transparent pour les utilisateurs.

### Une avancée qui dépasse le simple cadre des télécommunications

Cette évolution ne concerne pas uniquement les tarifs télé-

phoniques. Elle s'inscrit dans une dynamique plus large de rapprochement entre les pays de la CEDEAO, avec l'objectif de faciliter la vie des citoyens qui circulent entre les frontières. En rendant les communications plus fluides, les États cherchent aussi à encourager les échanges économiques, professionnels et sociaux. Les entreprises qui opèrent dans plusieurs pays de la région peuvent désormais travailler dans un environnement plus simple, sans les contraintes liées aux coûts élevés de communication. Cette initiative repose sur une coopération renforcée entre les autorités de régulation des télécommunications du Sénégal, du Togo et du Bénin. Elle traduit une volonté commune d'harmoniser les règles et de construire un espace numérique plus cohérent à l'échelle régionale.

### Le rôle moteur du Sénégal dans cette dynamique

Dans cette évolution, le Sénégal occupe une position importante. Le pays souhaite élargir ce modèle à d'autres États de la sous-région afin de renforcer progressivement l'intégration numérique. L'idée est de multiplier les accords similaires pour

aboutir, à terme, à une zone où les communications mobiles seraient harmonisées dans l'ensemble de la CEDEAO. Cette ambition s'inscrit dans une vision plus large. Il s'agit de faire du numérique un levier d'intégration économique et sociale. En facilitant les échanges, les autorités espèrent aussi encourager l'innovation et soutenir les acteurs du secteur digital dans un marché plus ouvert.

### Des défis encore à relever

Si cette initiative représente un progrès important, sa mise en œuvre soulève encore plusieurs questions. Les opérateurs devront trouver un équilibre entre la baisse des tarifs pour les utilisateurs et la rentabilité de leurs services. Cela implique une coordination étroite entre les acteurs du secteur et les régulateurs. Il reste également à harmoniser davantage les politiques numériques entre les différents pays pour garantir un fonctionnement fluide du système. Tous les marchés de la région n'ont pas le même niveau de développement, ce qui peut ralentir l'extension de ce type d'accords à l'ensemble de la CEDEAO. Au-delà des aspects techniques, ce type d'accord modifie la manière dont les citoyens vivent la mobilité dans la région. Pouvoir utiliser son téléphone sans contrainte excessive facilite les déplacements, renforce les liens entre les populations et simplifie les activités professionnelles transfrontalières. Pour les acteurs du numérique, cela ouvre aussi la voie à de nouveaux services pensés à l'échelle régionale, où les frontières deviennent moins visibles dans les usages quotidiens.



Free roaming Lomé cérémonie Artp-Arcep, avril 2026



## SONATEL

# Une stratégie RSE alignée sur les Objectifs de développement durable

En marge du lancement des Temps forts du numérique tenu le jeudi 30 avril 2026 à Dakar, le Groupe Sonatel a présenté son rapport RSE 2025 à la gare du Train Express Régional (TER) de l'Aéroport international Blaise Diagne (Aibd). Un document qui retrace l'ambition d'un opérateur téléphonique qui dit allier performance économique, inclusion sociale et transition environnementale.

► Par Bacary DABO

**D**ans un contexte mondial marqué par les tensions géopolitiques, les mutations économiques et l'urgence climatique, le groupe Sonatel confirme en 2025 son positionnement d'acteur stratégique du développe-

ment en Afrique de l'Ouest. À travers une politique ambitieuse de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), l'opérateur télécoms conjugue performance économique, inclusion sociale et transition environnementale. Cet instrument de l'entreprise

est inscrit explicitement dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) définis par les Nations unies. Il repose sur cinq axes prioritaires : l'éducation, la santé, l'environnement, l'employabilité des jeunes et inclusion numérique. Parmi les initiatives phares lis-

tées figurent les 100 mille jeunes formés au numérique via les Orange Digital Centers. D'ailleurs depuis leur lancement, plus de 450 mille sont bénéficiaires du programme Villages Orange, favorisant l'accès aux services essentiels. cela s'ajoutent les 135 écoles numériques équipées au Sénégal et 132 mille bénéficiaires de soins de santé en Guinée. Selon les équipes de Sonatel, ces actions traduisent une volonté affirmée de réduire les inégalités territoriales et sociales.

Un accent particulier est mis sur la transition énergétique et l'engagement environnemental. Face aux défis climatiques, l'entreprise affirme accélérer sa transition énergétique. En 2025, plus de 1 000 sites fonctionnent à 100 % à l'énergie solaire au Sénégal, tandis que 73 % des sites en Guinée sont alimentés en énergie verte, lit-on dans le rapport. Le groupe développe également une approche d'économie circulaire, avec 80 mille équipements reconditionnés en cinq ans et des programmes de reforestation ayant permis la plantation de 35 mille arbres.

Un bilan qui permet aux équipes de M. Brelotte Ba, patron de Sonatel, de rappeler que les ODD sont un appel à l'action de tous les pays afin de promouvoir la prospérité tout en protégeant la planète.

En 2015, rappellent-elles, les États membres de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) ont défini dix-sept (17) Objectifs de développement durable qui est un référentiel universel, à la hauteur de l'importance des enjeux de la planète.

Il s'agit de lutter contre le réchauffement climatique, lutter contre la pauvreté et construire un monde à la fois plus durable

et plus inclusif à l'horizon 2030. Tout comme les États et les citoyens, souligne la même source, les entreprises sont invitées à participer à la tenue de l'agenda parce que "le numérique est une des solutions clés pour l'atteinte des ODD et que nous avons pris des engagements RSE ambitieux. Nous avons décidé d'identifier les ODD sur lesquels nous avons le plus grand impact".

### **Le numérique comme levier d'inclusion et de croissance**

L'année 2025 marque une nouvelle phase d'accélération pour l'opérateur, avec un chiffre d'affaires de 1 923,1 milliards FCFA (+8,3 %) et un résultat net de 413,6 milliards FCFA (+5,1 %). Cette dynamique repose sur des investissements soutenus dans les infrastructures numériques, notamment l'expansion des réseaux 4G et le développement du très haut débit.

Le groupe revendique également un impact économique significatif dans ses pays de présence, avec une empreinte estimée à 1 108 milliards FCFA, dont 50 % redistribués aux États sous forme de contributions fiscales. À cela s'ajoute un rôle majeur dans l'emploi, avec près de 5 000 emplois directs et plus de 200 mille emplois indirects.

Au cœur de sa stratégie figure la volonté de faire du numérique un outil d'inclusion. En 2025, renseigne le document, plus de 40,3 millions de clients mobiles et 1,16 million d'abonnés au haut débit fixe témoignent de la montée en puissance des usages digitaux.

Les services financiers mobiles, notamment Orange Money, confirment leur rôle structurant avec 13 millions de clients actifs

et 3,8 milliards de transactions réalisées en un an. Cette progression illustre la contribution du groupe à l'inclusion financière dans une région d'Afrique de l'Ouest encore largement sous-bancarisée.

### **Un catalyseur de l'écosystème numérique africain**

Au-delà des télécommunications, l'opérateur s'impose comme un acteur clé de l'innovation.

Le groupe dit investir dans le cloud, la cybersécurité, l'intelligence artificielle et les infrastructures critiques, notamment avec l'hébergement de solutions cloud de nouvelle génération au Sénégal.

Son implication dans des projets structurants, tels que les câbles sous-marins internationaux ou les data centers, renforce le positionnement du Sénégal comme hub technologique régional.

Pour 2026, Sonatel ambitionne de renforcer ses infrastructures, d'élargir l'accès au numérique et de réduire la fracture digitale, encore supérieure à 50 % dans certains pays.

Le groupe entend également capitaliser sur les grands événements, notamment les Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026, pour accélérer l'innovation et la visibilité du continent.

À travers une stratégie intégrée combinant performance économique et impact sociétal, l'opérateur téléphonique veut illustrer la montée en puissance des champions africains du numérique.

En s'appuyant sur la RSE comme levier de transformation, le groupe participe activement à la construction d'une économie plus inclusive, durable et connectée en Afrique de l'Ouest.

## Forum RSE Bénin 2026

# La finance durable au cœur du débat

Cotonou s'apprête à accueillir les 25 et 26 juin prochains la 8e édition des Rencontres de la RSE, organisée par le Cabinet Mindo Consultants. Pour marquer ce cap symbolique, l'événement prend cette année une nouvelle envergure en se transformant en Forum de deux jours dont le thème est « La finance durable, moteur du développement équitable et écoresponsable ».

► Par Samuel Martinien GBESSI

**D**epuis 2018, cette plateforme s'est imposée comme le rendez-vous incontournable de la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) au Bénin. Sept éditions, plus de 2 800 participants, une centaine de retombées médiatiques et une trentaine de partenaires mobilisés : le bilan parle de lui-même. Des entreprises de premier plan comme la BOAD, MTN, Coris Bank ou Canal+ Bénin ont déjà apporté leur soutien aux éditions passées, témoignant de l'ancrage solide de l'événement dans le paysage économique béninois.

Cette 8e édition entend répondre à une question que se posent de plus en plus d'entrepreneurs et de dirigeants : comment concilier croissance financière et impératifs de durabilité ? La première journée sera consacrée à des panels et des exposés sur la finance durable dans l'espace UEMOA, avec des interventions attendues de la BOAD et de la BIDC. La seconde journée, plus opérationnelle, proposera une session de formation RSE à destination des jeunes entrepreneurs et cadres, avant de se clôturer par la cérémonie de remise des Trophées RSE/ODD 2026.



Léon Anjorin Kobooude, PDG de Mindo Consultants

Ces trophées constituent d'ailleurs un pilier central du dispositif. Ils visent à distinguer les entreprises et organisations qui se démarquent concrètement dans la promotion du développement durable et l'appropriation des Objectifs de développement durable (ODD) au Bénin. Une façon de faire de la reconnaissance un levier d'engagement, et d'encourager les

médias à s'emparer davantage de ces enjeux.

Au-delà du débat d'idées, ce Forum RSE est aussi un signal fort adressé aux acteurs économiques de la sous-région : la durabilité n'est plus une option, c'est désormais une condition de la compétitivité. Cotonou, le temps de deux journées, sera au cœur de cette conviction.

**Brahima Yves KONE, Directeur Général du Conseil du Café-Cacao**

## « Notre objectif a toujours été de protéger durablement les producteurs »

Dans un contexte de forte volatilité des cours mondiaux et de transformation accélérée de la filière cacao, le Conseil du Café-Cacao de Côte d'Ivoire déploie une série de réformes visant à renforcer les politiques sociales en faveur des producteurs, stabiliser leurs revenus, améliorer la compétitivité de la Côte d'Ivoire sur le marché international et accroître la transformation locale. Dans cet entretien, le Directeur Général du Conseil du Café-Cacao, Brahima Yves KONE, revient sur la gestion des récentes tensions du marché, les réformes engagées et les grandes orientations stratégiques de la filière.

► Entretien réalisé par Léon Anjorin KOBOUDE



SUPPLÉMENT

**La campagne café-cacao 2025-2026, lancée le 1er octobre 2025, a été marquée par un prix record de 2 800 F CFA/kg pour le cacao. Pourtant, face à une crise de commercialisation, ce prix a été ramené à 1 200 F CFA/kg lors de la campagne intermédiaire ouverte en mars 2026. Concrètement, comment le Conseil du Café-Cacao gère-t-il cette crise et ses impacts sur les producteurs ?**

Effectivement, la campagne principale 2025-2026 a été ouverte le 1er octobre 2025 avec la fixation du prix garanti du cacao à 2 800 F CFA/kg, un niveau de rémunération historique. Ce prix a été maintenu jusqu'à la fin de la campagne principale, malgré l'effondrement des cours internationaux du cacao. La chute brutale des cours mondiaux du cacao sur

la même période a occasionné des difficultés de commercialisation chez certains opérateurs. Face à cette situation, le Conseil du Café-Cacao a agi sur plusieurs leviers afin de préserver la stabilité de la filière et de limiter, autant que possible, les impacts sur les producteurs.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement a autorisé le Conseil du Café-Cacao à procéder à l'enlèvement des stocks résiduels détenus par les opérateurs, estimés à plus de 100 000 tonnes. Cette décision visait à fluidifier la commercialisation intérieure, à éviter l'accumulation des stocks dans les zones de production et à préserver les revenus des producteurs.

Parallèlement, le Conseil du Café-Cacao a renforcé

le suivi des opérations de commercialisation ainsi que les échanges avec les différents acteurs de la filière afin de favoriser une reprise progressive des activités.

Malgré cette conjoncture difficile, notre objectif a toujours été de protéger durablement les producteurs, conformément à la volonté du Président de la République, SEM Alassane OUATTARA.

**L'avancement de la date d'ouverture de la campagne intermédiaire devait relancer l'ensemble de l'appareil productif et industriel. À ce stade, estimez-vous que vos objectifs ont été atteints et dans quelle mesure ?**

Au regard de la situation sur le terrain, nous estimons que la campagne intermédiaire a permis de rétablir la fluidité dans la commercialisation du cacao.

Dans un premier temps, l'objectif était d'éviter un ralentissement des activités de commercialisation et de maintenir les achats auprès des producteurs. Sur ce point, les résultats sont satisfaisants, car la commercialisation se déroule normalement, aussi bien au niveau des sociétés coopératives et des acheteurs locaux qu'à celui des exportateurs.

Au niveau du bord champ, l'ouverture de la campagne intermédiaire a favorisé une reprise des achats auprès des producteurs et permis d'éviter une situation plus critique, notamment l'accumulation des stocks dans les magasins et les difficultés d'écoulement des produits issus des zones de production.

**Avec plus de 1,2 million de producteurs, la filière café-cacao reste vitale pour l'économie ivoirienne. Quelles réformes majeures le Conseil du Café-Cacao a-t-il impulsées ces dernières années pour moderniser la filière ?**

Parmi ces réformes, je citerai tout particulièrement les réformes structurelles engagées par le Conseil du Café-Cacao, qui traduisent notre engagement environnemental, social et de gouvernance (ESG).

En effet, face aux exigences croissantes de durabilité et de rentabilité, le Conseil du Café-Cacao a engagé des réformes de fond, alignées sur les standards internationaux ESG, pour moderniser la filière et améliorer concrètement les conditions des producteurs. Ces transformations s'articulent autour de trois axes complémentaires :

D'abord, il s'agissait d'organiser la filière. Avec le Recensement des Producteurs et des Produits du Verger (RPPV), le Conseil du Café-Cacao a conduit

un recensement national d'envergure permettant d'identifier plus de 1,1 million de producteurs. Ce travail de cartographie humaine et de géolocalisation des parcelles était indispensable pour mieux cibler les appuis techniques et structurer durablement notre base de production.

Avec le Système de stabilisation et de prix garanti, la commercialisation est organisée à travers un mécanisme de vente par anticipation qui assure aux producteurs au moins 60 % du prix CAF. Ce dispositif les protège contre la volatilité des cours mondiaux et sécurise leurs revenus sur le long terme.

S'agissant de la révision du calendrier agricole, dès la campagne 2025-2026, les périodes de récolte ont été ajustées : la campagne principale se déroule désormais de septembre à février et la campagne intermédiaire de mars à août, afin de mieux tenir compte des réalités climatiques qui accentuent la précocité des récoltes et de faciliter la scolarisation des enfants de planteurs.

Ensuite, l'objectif est de moderniser la filière. À cet égard, la carte du producteur, carte à puce biométrique, constitue l'une des innovations les plus ambitieuses du Conseil du Café-Cacao. Elle centralise toutes les données relatives à l'identité et à la famille du planteur, assure la traçabilité de la production et deviendra obligatoire pour toutes les transactions à partir du 1er septembre 2026.

Ainsi, la carte du producteur permet d'effectuer des paiements électroniques afin de lutter contre le racket et de sécuriser les revenus des producteurs. Le Conseil du Café-Cacao déploie actuellement des solutions de paiement numérique via mobile money, directement intégrées à cette carte, qui constitue une avancée concrète vers l'inclusion financière des agriculteurs.

Par ailleurs, à travers la mise en œuvre d'une politique RSE et ESG, le Conseil du Café-Cacao s'est engagé dans une démarche RSE visant à renforcer la durabilité et à aligner la gouvernance de la filière sur les exigences des marchés internationaux.

Enfin, s'agissant de la recherche, afin de garantir un avenir durable à notre café et à notre cacao, un institut de recherche de pointe est déjà envisagé par le Conseil du Café-Cacao. Il sera entièrement dédié aux grands défis de la filière : l'adaptation au changement climatique, la lutte contre les maladies comme le swollen shoot, mais aussi les enjeux liés à la transformation et à la commercialisation.

Somme toute, il nous faut dynamiser la filière. Il s'agit notamment d'accélérer la transformation

locale. L'objectif est clair : porter le taux de transformation locale à 50 %, contre 39 % en 2025. L'inauguration du complexe industriel TRANSCAO PK 24 à Akoupé-Zeudji, en juin 2025, illustre cette volonté de capter davantage de valeur ajoutée sur le territoire ivoirien.

Pour terminer, je citerai également les programmes de certification et d'agroforesterie que nous avons mis en œuvre. L'opérationnalisation de la norme ARS 1000 pour un cacao durable, ainsi que la plateforme d'agroforesterie, positionnent le cacao ivoirien comme un modèle de RSE sectorielle respectueux du couvert forestier.

### **La prochaine campagne principale démarrera en septembre. Comment s'organise sa préparation ?**

La préparation de la prochaine campagne principale 2026-2027, dont le démarrage est prévu le 1er septembre 2026, a déjà commencé avec le lancement de l'opération d'agrément des acteurs de la filière.

Signalons que cette campagne marquera également l'entrée en vigueur du Système national de traçabilité (SNT). À compter de cette prochaine campagne, tous les achats de cacao se feront obligatoirement à l'aide de la carte du producteur. Les différentes phases de test réalisées jusqu'à présent ont été concluantes et permettent d'envisager un déploiement dans de bonnes conditions.

Notre objectif est de tirer les enseignements de la campagne en cours afin de renforcer la résilience du système de commercialisation et d'assurer de meilleures conditions pour l'ensemble des acteurs de la filière, en particulier les producteurs.

Par ailleurs, une attention particulière, comme lors des campagnes précédentes, sera accordée à la stabilité des prix et à la sécurisation des revenus des producteurs, dans un contexte international encore marqué par une forte volatilité des marchés.

Le Conseil du Café-Cacao reste donc pleinement mobilisé pour préparer une campagne principale 2026-2027 avec, comme priorité constante, la protection des intérêts des producteurs ivoiriens.

### **Quels sont les ajustements envisagés pour anticiper les défis du marché ?**

Face aux incertitudes actuelles du marché, plusieurs ajustements stratégiques sont envisagés afin d'anticiper les risques et de préserver l'équilibre de la filière.

D'abord, nous renforçons nos outils de gestion des risques, notamment à travers le recours à des



mécanismes de couverture (hedging). Ces instruments permettent de sécuriser les revenus face à la volatilité des prix internationaux et d'assurer une meilleure visibilité à l'ensemble des acteurs.

Ensuite, une attention particulière est portée à la lutte contre les flux transfrontaliers illicites. La fuite de produits vers les pays voisins, favorisée par les différentiels de prix, fragilise le système de commercialisation et réduit les volumes officiellement commercialisés. Des actions conjointes avec les forces de contrôle et les autorités locales sont intensifiées pour contenir ce phénomène.

Par ailleurs, une réflexion est en cours sur l'évolution du mécanisme de fixation du prix bord champ. Aujourd'hui établi de manière semestrielle, ce dispositif pourrait évoluer vers une révision trimestrielle. Une telle approche permettrait d'être plus réactif aux évolutions du marché international, de mieux capter les phases haussières tout en limitant les effets de décalage en période de baisse, et ce, tout en veillant à préserver la stabilité des revenus des producteurs.

Au-delà des mécanismes de marché, il est également essentiel de mieux maîtriser notre niveau de production. La volatilité de l'offre, liée notamment aux cycles agricoles, peut accentuer les déséquilibres du marché et peser sur les prix. Une meilleure planification et un meilleur encadrement de la

production constituent donc des leviers importants pour stabiliser le secteur.

Dans le même temps, la question du changement climatique est devenue centrale. Les aléas climatiques affectent directement les rendements et la qualité de la production. Il est impératif d'accélérer les initiatives d'adaptation, notamment à travers la diffusion de pratiques agricoles résilientes, la régénération des vergers et la préservation des écosystèmes.

Enfin, il est stratégique pour les pays producteurs de développer la consommation locale et régionale de cacao et de ses produits dérivés, particulièrement du chocolat. Cela permettra de réduire notre dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs, de créer davantage de valeur ajoutée localement et de renforcer la résilience globale de la filière.

**La filière en Côte d'Ivoire fait face à des défis multiples : volatilité des cours mondiaux, déforestation, travail des enfants, professionnalisation des coopératives... Quelles actions le Conseil met-il en œuvre pour relever ces défis de manière durable ?**

Nous nous efforçons d'apporter des réponses concrètes aux défis structurels de la filière. Pour cela, le Conseil du Café-Cacao déploie des mesures opérationnelles ancrées dans une politique ESG rigoureuse.

S'agissant des points que vous évoquez, notamment la volatilité des cours mondiaux et, par ricochet, celle des revenus des producteurs, il convient de rappeler que le prix garanti bord champ est applicable sur l'ensemble du territoire national. Son non-respect par les acheteurs est passible de sanctions judiciaires, afin de renforcer la crédibilité du dispositif et de protéger les revenus des producteurs.

Par ailleurs, en partenariat avec le Ghana, dans le cadre de l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana, nous avons instauré le Différentiel de Revenu Décet (DRD), une prime fixe de 400 dollars par tonne de cacao versée au planteur. Ce mécanisme, unique en son genre, améliore directement le pouvoir d'achat des producteurs et renforce la cohésion régionale dans la gouvernance du cacao.

Couplé au système de stabilisation, le DRD a permis au prix bord champ d'atteindre des niveaux records : 1 800 F CFA/kg lors de la campagne principale 2024-2025, puis 2 200 F CFA/kg pour la campagne intermédiaire, avant d'atteindre 2 800 F CFA/kg lors de la campagne principale 2025-2026, avant

l'effondrement brutal du marché.

Quant à la lutte contre la déforestation et à la réponse aux défis environnementaux, nous avons mis en œuvre la norme ARS 1000. Cette norme africaine impose le respect d'exigences strictes en matière de gestion environnementale. Elle s'impose comme un standard de référence pour un cacao produit dans le respect des écosystèmes.

S'agissant de nos programmes d'agroforesterie et de reboisement, des millions d'arbres sont distribués et plantés chaque année, avec un objectif ambitieux de 100 millions d'arbres à planter à l'horizon 2035. À cet effet, une plateforme nationale de coordination, lancée en février 2026, centralise l'ensemble de ces initiatives afin d'en maximiser l'impact.

Comme je vous l'indiquais précédemment, des outils de géolocalisation des parcelles ont également été adoptés afin de bénéficier d'une surveillance satellitaire, garantissant qu'aucune fève ne provienne de zones protégées ou de forêts classées, en réponse aux exigences du règlement européen sur la déforestation.

Concernant l'éradication du travail des enfants, le Conseil du Café-Cacao est partie prenante dans la mise en œuvre du Système de Suivi et de Remédiation du Travail des Enfants (SSRTE). En étroite collaboration avec le Comité national de surveillance (CNS), il s'agit de déployer sur le terrain des agents vérificateurs spécifiquement formés pour détecter et traiter les situations de travail des enfants.

Nous investissons également dans l'éducation. Dans les zones de production, le Conseil du Café-Cacao finance la construction de centaines de salles de classe, de collèges de proximité, de cantines scolaires ainsi que de logements pour les enseignants. L'idée est simple : offrir aux enfants des producteurs une alternative réelle et durable à leur présence dans les champs de cacao.

J'ajouterais que, grâce à la carte du producteur, nous sommes désormais en mesure d'instaurer une véritable traçabilité sociale. Chaque sac de cacao tracé devient un engagement vérifiable contre le travail des enfants, une exigence que le règlement européen sur la diligence raisonnée impose désormais à toute entreprise souhaitant commercialiser ses produits sur le marché européen.

Enfin, vous évoquiez la question de la professionnalisation des coopératives. Le Conseil du Café-Cacao a mis en place un programme d'accompagnement à la certification consistant à organiser régulièrement des sessions de formation destinées aux

cabinets d'accompagnement et aux dirigeants de coopératives, afin de faciliter l'appropriation de la norme ARS 1000 et de consolider la gouvernance de ces structures.

Nous les encourageons également à digitaliser leurs flux. Là encore, le recours obligatoire aux transactions via la carte biométrique du producteur vise à sécuriser les fonds des coopératives et à garantir une transparence totale de la collecte du produit jusqu'à l'exportation, une étape clé pour restaurer la confiance entre tous les acteurs de la filière.

### **Pour réduire la dépendance aux cours mondiaux du cacao brut, la transformation locale (en pâte, beurre ou chocolat) est souvent présentée comme une solution. Que fait le Conseil du Café-Cacao pour développer cette transformation et créer davantage de valeur ajoutée sur le territoire ?**

S'agissant de la stratégie visant à stimuler la transformation locale, elle résulte de la volonté du Président de la République, SEM Alassane OUATTARA. Tout d'abord, de manière générale, depuis 2012, on observe une amélioration du climat des affaires, à travers les révisions successives du Code des investissements. Sans oublier, en ce qui concerne le cacao, la garantie de l'approvisionnement en fèves des unités industrielles de transformation locale.

Plus spécifiquement, ces dernières années, l'État de Côte d'Ivoire a pris plusieurs mesures visant à favoriser l'accroissement des capacités installées des transformateurs (broyeurs) en activité et à encourager l'implantation de nouveaux acteurs dans le secteur du broyage du cacao. Le Gouvernement a ainsi décidé d'appliquer un taux de DUS différencié (abattement fiscal) selon la nature du produit et le degré de transformation, à travers des conventions conclues avec les broyeurs sur la période 2017-2022, soit une durée de cinq ans.

Résultat : les capacités installées de broyage des fèves de cacao, estimées à 545 000 tonnes en 2011-2012, sont passées à 1 155 000 tonnes lors de la campagne 2025-2026.

La Côte d'Ivoire compte aujourd'hui 14 entreprises industrielles de transformation du cacao disposant d'un total de 17 usines.

Les quantités de fèves broyées sont passées de 430 000 tonnes en 2011-2012 à 707 871 tonnes au cours de la campagne 2024-2025, soit un taux de transformation de 42 %, avec un pic de 790 000 tonnes de cacao broyées lors de la campagne 2022-2023.

Rappelons enfin la construction, par le Conseil du Café-Cacao, de l'usine TRANSCAO PK 24, inaugurée

en juin 2025 à Akoupé-Zeudji. Celle-ci dispose d'une capacité initiale de transformation de 50 000 tonnes, extensible à 100 000 tonnes, d'un entrepôt d'une capacité de stockage de 160 000 tonnes de cacao ainsi que d'un centre de formation aux métiers du cacao et du chocolat avec, en ligne de mire, l'émergence d'artisans chocolatiers locaux.

TRANSCAO Industrie dispose également d'une usine à San Pedro, TRANSCAO SEWEKE, dotée d'une capacité de transformation de 50 000 tonnes, extensible à 110 000 tonnes.

Le Conseil du Café-Cacao, en tant qu'organe de régulation, de stabilisation et de développement de la filière café-cacao, a la responsabilité de promouvoir et d'accélérer l'industrialisation de la filière. Notre vocation est de créer des sites industriels et de les céder au secteur privé.

### **L'initiative de la Couverture Maladie Universelle (CMU) pour les producteurs de café-cacao est saluée comme une avancée sociale majeure. Où en est sa mise en œuvre ?**

La mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle (CMU) gratuite en faveur des producteurs de café-cacao connaît des avancées significatives et constitue, effectivement, une réforme sociale majeure au bénéfice du monde agricole.

Depuis l'annonce de cette mesure par SEM le Président de la République, le Conseil du Café-Cacao, en collaboration avec la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), a activement travaillé à son opérationnalisation dans l'ensemble des zones de production.

Les travaux menés dans ce cadre ont permis la prise en charge à 100 % de la CMU d'environ 800 000 producteurs de café-cacao depuis le 1er avril 2025.

Ce projet de prise en charge des producteurs s'est appuyé sur les données issues du recensement des producteurs afin de garantir une meilleure fiabilité des informations et une gestion plus efficace des bénéficiaires.

Par ailleurs, l'enrôlement progressif des producteurs se poursuit, en collaboration avec la CNAM, afin d'assurer un accès effectif aux prestations de la CMU pour l'ensemble des producteurs détenteurs de leur carte du producteur.

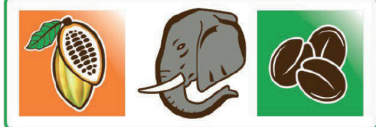
Notre ambition est claire : permettre aux producteurs de café et de cacao, qui contribuent fortement à l'essor de l'économie nationale, de bénéficier d'une meilleure protection sociale et d'un accès plus sécurisé aux soins de santé.

# LA CARTE DU PRODUCTEUR



**Cette carte délivrée aux producteurs de café-cacao permet :**

- La traçabilité de la production, indispensable à la durabilité de la filière
- La sécurisation des transactions commerciales sur le cacao et le café
- Le paiement effectif aux producteurs du prix bord champ garanti fixé par l'État



**Le Conseil du Café-Cacao**

Immeuble CAISTAB, Abidjan Plateau 23<sup>e</sup> étage  
Tél : (+225) 2720256969 / 2720256970 - 17 BP 797 Abidjan 17 (Côte d'Ivoire)  
info@conseilcafecacao.ci - www.conseilcafecacao.ci



► Par Noël YAO

## La dimension économique et sociale du terrorisme

**U**ne série d'attaques terroristes ont frappé plusieurs villes maliennes le 25 avril dernier.

Une exhibition agressive de la force qui, ici et là, n'a réussi qu'à renforcer un chaos. Et l'Afrique en général, l'Afrique de l'Ouest en particulier encore dans le tra-gique de la terreur de certains qui veulent briser la résistance d'autres. Une pénible actualité, des frappes contre-productives, voire déstabilisatrices sur le plan économique et social. La récurrence du phénomène, a causé de douloureuses pertes en vies humaines (dont celle du ministre malien de la Défense, le général Sadio Camara) et de nombreux dégâts matériels et infrastructurels.

Au-delà de l'émotion, ce n'est donc pas sans surprise que la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) a, dès le lendemain de ces tristes événements, diffusé un communiqué pour dénoncer et condamner ces actes ignominieux, barbares qui viennent obérer, stopper et anihiler les efforts de développement économique au Mali et dans tout

l'ouest africain.

Pour l'organisation sous régionale, « ces attaques ne menacent pas seulement la sécurité du Mali, mais aussi celle de toute l'Afrique de l'Ouest ». Alors appelle-t-elle « les États membres, les forces de sécurité et les mécanismes régionaux à serrer les coudes ». Il s'agit, en effet, d'apporter « une seule, collective et solidaire réponse » pour faire face à l'hydre terroriste et djihadiste. En réalité, la réponse à ce fléau terroriste est à envisager en amont et en aval. La calamité se nourrissant des difficultés et du marasme économiques pour happer des jeunes désœuvrés et désorientés pour s'implanter, s'amplifier et s'étendre. En effet, face à la misère ambiante et réelle, les bras valides que représente la jeunesse africaine, se laissent berner et enturbanner par des personnages sans foi ni loi. Ainsi, au-delà de la réponse strictement militaire, sécuritaire et unitaire, des initiatives et autres actions et réalisations économiques et sociales doivent être sérieusement envisagées.

De la même manière, le caractère et la dimension éco-

nomiques s'expriment aussi dans l'impossibilité d'œuvrer au développement et au progrès dans un contexte sécuritaire instable, dévoyé et potentiellement incertain et dangereux.

Les attaques terroristes bloquent, arrêtent et retardent la poursuite des objectifs de développement économique et social de nos États. L'insécurité que provoque l'hypothèque terroriste n'attire aucun investissement valable ou durable, ni investisseur sérieux et résolu là où elle se manifeste et s'exprime. À l'intérieur même de nos villages et diverses localités et contrées, les paysans, pris pour cible par ces hideux individus et tueurs, délaissent rapidement et fuient leurs champs et plantations de peur d'être livrés à ces indéliçables enturbannés, grossissant et augmentant ainsi le nombre des déplacés internes. En définitive, l'impact et les répercussions économiques du terrorisme sont très visibles et perceptibles. Voilà pourquoi le combat à mener doit être une action collective, plurielle, contingente, et dans toutes les dimensions et aspects politiques, économiques et sociaux.



*Une Référence Internationale*



## UN HUB PORT EN AFRIQUE



E-mail: [info@paa.ci](mailto:info@paa.ci) - Site Web: [www.portabidjan.ci](http://www.portabidjan.ci) - Facebook: [portabidjan](https://www.facebook.com/portabidjan)



LONACI  
55ans

# D'ENGAGEMENT



Depuis 55 ans, nous  
sommes au service  
des communautés